

Blagnac, questions d'histoire **65**

Revue Semestrielle d'histoire locale - mai 2023

Les noyés,
le Bazacle
et Blagnac
p.1

La Seconde
république
à Blagnac
p.12

Jean Montariol :
un architecte
humaniste
p.23

Une enquête policière et
judiciaire sous l'Occupation
dans le Luchonnais
p.34



Bertrand Lavigne, acteur de la Révolution de 1848, maire de Blagnac sous la II^e République
Tableau de Henri Félix Emmanuel Philippoteaux, Lamartine devant l'Hôtel de ville de Paris, le 25 février 1848. Musée du Petit Palais

Pierre Guerre : le parcours
d'un résistant
des maquis de Haute-Garonne
p.44

Docteur Louis Desrus,
médecin du travail dans les usines
aéronautiques
p.51

Jean-François
Estellé d'Aussonne
p.65

Blagnac, questions d'histoire

Responsable de publication :
Philippe Garcia

Comité de rédaction :

*André Arnal, Suzanne Béret, Guy Bessac,
Didier Chapuy, Christiane Combelles,
Martine Estoup, Michèle Ferlet,
Philippe Garcia, Monique Izaga,
Monique Lanaspèze, Didier Risser-Maroux,
Jean-Louis Rocolle, Christiane Solana,
Annie Thomas, Jack Thomas.*

Maquette :
Philippe Garcia

Impression :
Multi-Copies Blagnac

N° ISSN 1169-4408

*Revue éditée par l'association
Blagnac Histoire et Mémoire*

*Siège social :
BHM - 151, route de Grenade
31700 Blagnac*

<http://blagnac-histoire-memoire.fr/>

facebook : @histoireblagnac



sommaire

Blagnac, questions d'histoire / n°65 / mai 2023

Les noyés, le Bazacle et Blagnac	p.1
La Seconde république à Blagnac	p.12
Jean Montariol : un architecte humaniste	p.23
Une enquête policière et judiciaire sous l'Occupation dans le Luchonnais	p.34
Pierre Guerre : Le parcours d'un résistant des maquis de Haute-Garonne à la deuxième DB du Général Leclerc	p.44
Robert Caussat : rectificatif	p.50
Docteur Louis Desrus, Médecin du travail dans les usines aéronautiques	p.51
Jean-François Estellé d'Aussonne : mon premier emploi à l'aéroport de Toulouse-Blagnac dans les années 1960	p.65

Les noyés, le Bazacle et Blagnac

par *Suzanne Béret*

Dans les registres paroissiaux blagnacais des XVII^e et XVIII^e siècles, sur la quarantaine de noyés trouvés sur les berges de Blagnac, certains ont perdu la vie à la chaussée du Bazacle. La présence de M. Abeille « entrepreneur de ladite chaussée » à l'inhumation de l'un d'eux, intrigue et amène à mieux connaître ce personnage et l'histoire de ce moulin.

LES NOYÉS

Durant les XVII^e et XVIII^e siècles, les noyés dans la Garonne découverts à Blagnac se chiffrent à quarante et un dont seulement quatre Blagnacais. L'un d'eux est retrouvé à « Ceilh » en 1666 « *Jean Debax dit Branthomme 23 ans se noya au moulin de Blagnac le vendredi à 9 heures du matin 21 mai et fut trouvé à Ceilh le dernier jour de mai et enseveli le même jour* ». Le prêtre Dominique Delort, avant de signer, ajoute une phrase en latin souhaitant que le défunt « repose en paix ».



Extrait de la carte de la Garonne (1716) de Toulouse à Seilh

L'importance de l'été

Entraînés par le courant, les noyés s'échouent sur les rives de Blagnac. Très peu nombreuses en hiver, les noyades commencent à augmenter légèrement en mai : neuf pour les deux siècles et beaucoup plus en été : en juillet, trois dont un enfant au XVII^e et neuf au XVIII^e et en août, un au XVII^e et onze au XVIII^e. Nous ne savons pas pourquoi le chiffre est inférieur au XVII^e siècle : est-ce la réalité ou un oubli ?

Dans les actes de sépulture, le prêtre spécifie souvent le lieu d'habitation du noyé, sans doute pour avoir des renseignements sur lui mais, rarement le lieu exact de la noyade sauf lorsqu'il s'agit du Bazacle « *Gérard Cazeaux âgé de 22 ans 7 mois a été trouvé mort sur le gravier de notre rivière s'étant noyé au Bazacle*

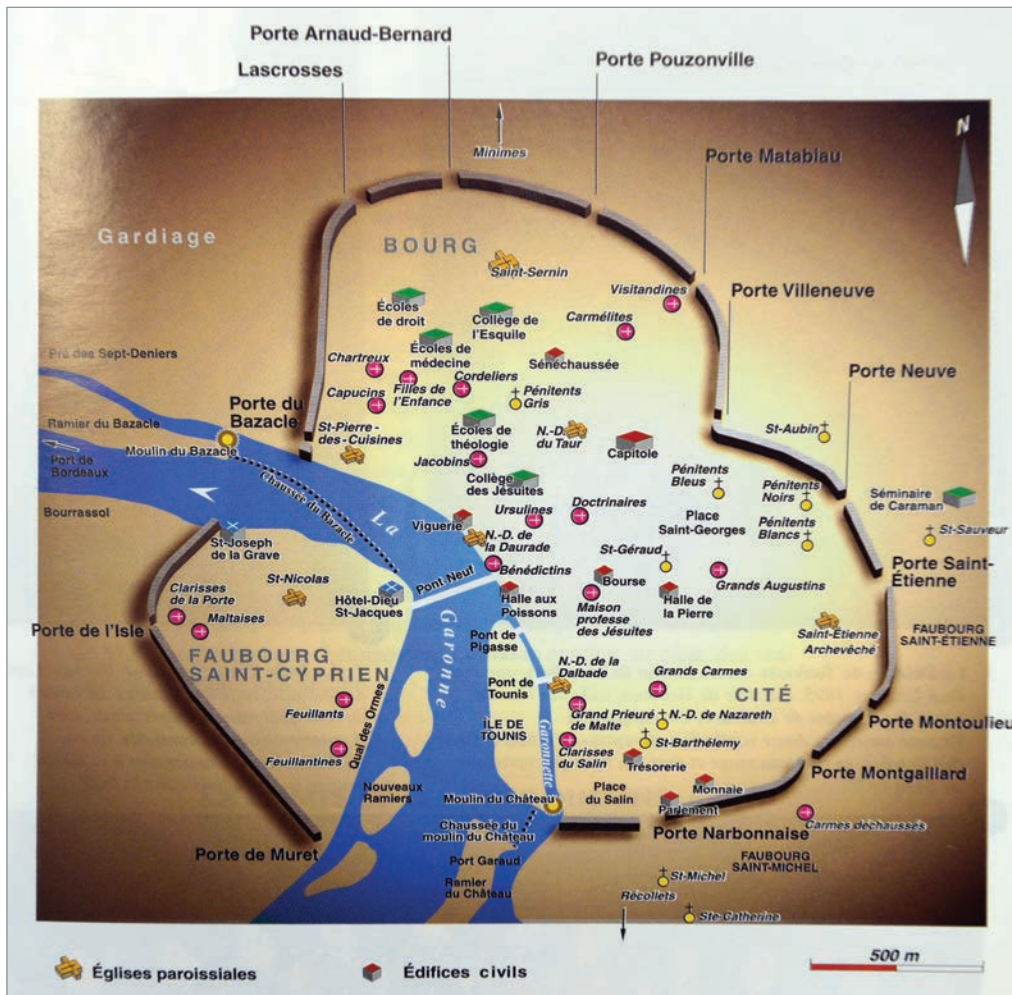


Vue de la Garonne à Blagnac en été

de Toulouse le 22 avril (1730) et par permission de M. Amieux seigneur et baron du lieu a été enseveli au cimetière de Blagnac le 8 mai à la prière d'Antoine Cazeaux son père... ». Les noyades, en général, s'expliquent en période de crue et, en dehors, par le caractère impétueux de la Garonne, torrent montagnard jusqu'à Toulouse. Aux abords du Bazacle, le danger vient de l'affleurement de rochers, de pierres glissantes et de l'étroitesse de la chaussée.

La chaussée du Bazacle

Toulouse vers 1660
La chaussée va du moulin du Bazacle à l'Hôtel-Dieu
St-Jacques -
Nouvelle Histoire de Toulouse,
Privat, 2002

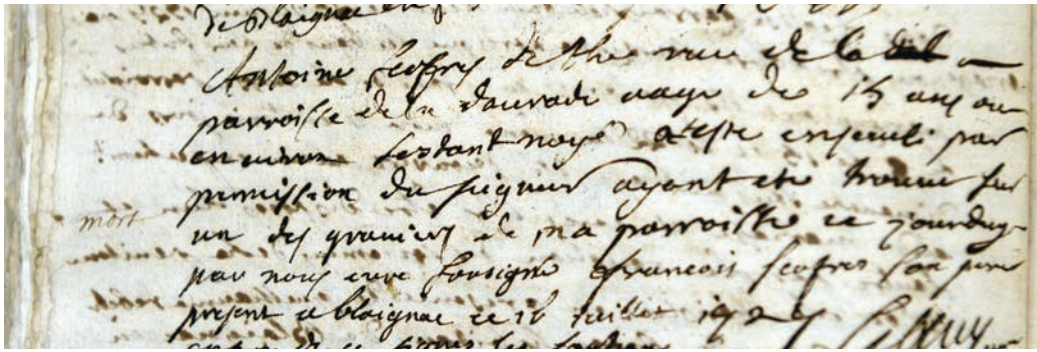


Normalement, le plus grand nombre des noyés à la hauteur de ce moulin sont inhumés à Toulouse, dans la paroisse Saint-Pierre dont il dépend, comme ces deux choisis dans la longue liste car habitant à proximité de Blagnac : *Etienne Chaumeton, tailleur de Saint-Martin-du-Touch, 72 ans, noyé en 1738* et *Pierre Thomas, maître d'hôtel de M. de Rochemontes, environ 60 ans, noyé en 1741*.

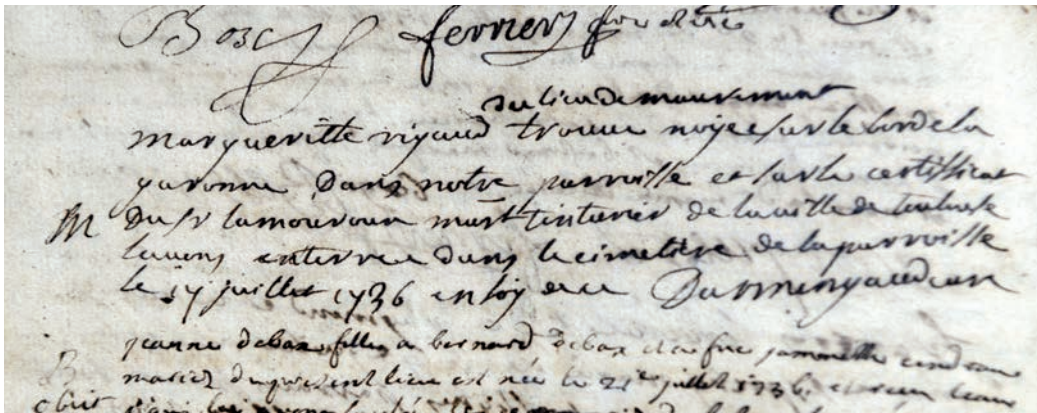
Cependant, sept retrouvés à Blagnac dont quatre en 1719, y seront enterrés comme « *Marc Castex âgé de soixante ans ou environ de la paroisse de Grenade a été enseveli dans cette paroisse de Blagnac ce treizième juin s'étant noyé à la chaussée du Bazacle de Tolose et ayant été trouvé sur le rivage de Blagnac, présente Marguerite Langlade, son épouse et Joseph Thourens pêcheur tous deux demeurant au port de Grenade...* » ou « *Charles Crabier 20 ans... en présence des confrères de la confrérie de St-Jacques* » et « *Pierre Fontan 20 ans... en présence de sa mère de la paroisse de St-Nicolas de Toulouse* ».

Cette année-là, des travaux sont entrepris sur la chaussée et la rendent encore plus dangereuse.

Lorsque le corps est retrouvé à Blagnac, souvent par un pêcheur, le baron donne l'autorisation de l'enterrer dans le cimetière paroissial : « *Antoine* (nom de famille



Archives
municipales
de Blagnac.
Registres
paroissiaux
1 E 5-4



difficile à transcrire) de Toulouse la Daurade s'étant noyé a été enseveli par permission du seigneur ayant été trouvé sur un des graviers de ma paroisse ce 16 juillet 1727 » suivent la signature du prêtre et du père d'Antoine.

La nécessité d'être catholique

Le curé cherche à savoir si le noyé était catholique « Bertrand Couture fils de Gaspard tisserand de lin bon chrétien et catholique nageant au ramier de Garonne si noya le 3 août 1693 et a été trouvé dans la Garonne le 5 août et a été enseveli par nous curé... présent son maître boulanger... ».

La parole de parents, de connaissances ou d'un prêtre prouvant la catholicité du noyé suffisent pour rassurer l'homme d'église et permettre l'enterrement dans le cimetière.

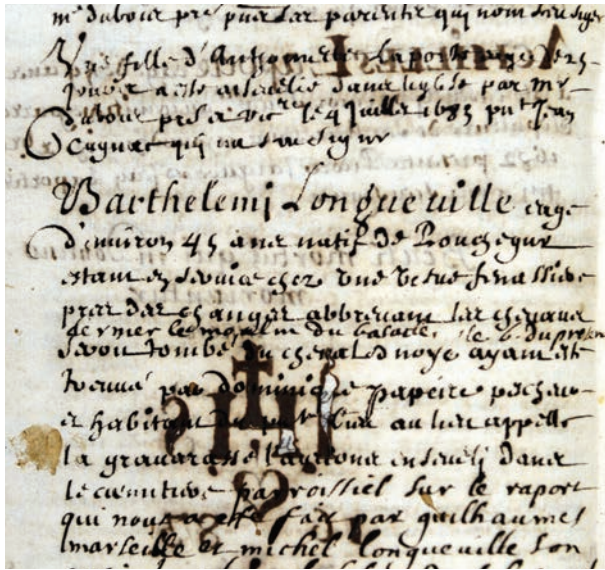
Le 12 juillet 1683, des parents témoignent : « Barthélémy Longueville 45 ans natif de Pougigue (?) étant trouvé noyé par Dominique Papeire pêcheur a été enseveli dans le cimetière paroissial sur le rapport qui nous a été fait par Guillaume Marseilhac et Michel Longueville son cousin de Toulouse qu'il était bon catholique et mort innocemment... ».

Il en est de même le 22 août 1778 pour l'inhumation « au quartier des noyés » de Gervais Marie Ortric « réclamé et reconnu par M. Jean Gervais Ortric son frère ». Le procès-verbal a été établi par le juge de Blagnac et signé par « Dupré chirurgien, Laborde, Debax greffier et Martin juge ».

Le 5 août 1730, l'attestation de catholicité de M. le curé de St-Pierre à Toulouse est prise en compte ainsi que le certificat de permission de sépulture du baron de Blagnac : « Jean Boyssou natif de Pibrac demeurant à Toulouse chez Debax François à St-Pierre a été trouvé par nos pêcheurs noyé et a été enseveli... ».

Lorsqu'il s'agit d'un enfant, le curé blagnacais suppose qu'il a été baptisé : « Un petit enfant trouvé noyé sur le bord de la rivière de Garonne dans notre paroisse le troisième juillet mille sept cent soixante quatre a été enterré au cimetière... sur la présomption qu'il avait été baptisé... »

Lorsque personne ne connaît le cadavre, un objet trouvé sur lui permet l'inhumation : « L'an mil sept cent cinquante six et le septième du mois de juillet a été enterrée dans le cimetière de la présente paroisse une personne de sexe femme ou fille noyée... d'environ



vingt cinq ans à laquelle sépulture nous avons procédé... après avoir trouvé quelque marque de catholicité comme un chapelet... ». Le curé signale qu'on ignore tout de cette personne : son nom, son lieu de naissance, sa qualité... et ajoute en marge « une femme ou fille noyée sur les bords de Lisle de M. le Premier Président » (Joseph Gaspard de Maniban). Il faut noter qu'en deux siècles c'est seulement la deuxième femme qui se noie, l'autre s'appelle Marguerite Rigaud et a été ensevelie le 17 juillet 1736 grâce

« au certificat de M. Lamouroux maître teinturier » qui prouve sa catholicité.

Le nombre d'hommes noyés dépasse de loin celui des femmes. Les causes peuvent être multiples : travail sur la Garonne ou tout près, tentation de se baigner lorsqu'il fait chaud sans se préoccuper du courant...

JOSEPH ABEILLE

Il apparait dans les registres en 1719, à l'occasion justement d'une noyade : « Ce 8 août 1719 nous avons enseveli un homme âgé de quarante ans ou environ qui se noya à la chaussée du Bazacle de Toulouse où il travaillait qui s'appelait Lafontaine de la province de Bretagne lequel a été trouvé sur le rivage du présent lieu de Blagnac ayant été requis par le seigneur du présent lieu plus encore par le sieur Labeille entrepreneur de la susdite chaussée qui nous a écrit de l'ensevelir et qui a payé les honneurs funèbres en foy de quoi ».

Peut-être est-il présent et paie-t-il les frais de l'enterrement parce que le noyé vient de la même région que lui ?

Lorsqu'il assiste à cette inhumation, Joseph Abeille habite Toulouse depuis 1714, il vient même de s'y marier. En effet, ce Breton, né le 14 juillet 1673 à Vannes (Ille-et-Vilaine), a épousé en secondes noces et déjà père d'une fille, dans l'église de la paroisse Saint-Pierre, le 6 avril 1717, Madeleine de Labat dame des Fontaines. Celle-ci alors âgée de 20 ans, est la fille de Noble Jean François de Labat, écuyer et membre de l'Académie des Jeux Floraux et de Françoise des Fontaines. Un contrat de mariage, passé le 2 avril chez Maître Forcade, précède cette union.

Joseph et Madeleine auront plusieurs enfants dont trois nés à Toulouse. À la suite de son mariage, Joseph Abeille prend le titre de « sieur des Fontaines ». Devenus adultes, ses deux fils, Jean Joseph et Louis Paul, feront de même.

Comme son épouse, lui aussi descend d'une famille bourgeoise aisée. Son père, Blaise Abeille, qualifié de « Noble homme », né à Marseille en 1634, marié à Renée Jameron de Paris, occupe, au service du roi, la charge de receveur de l'impôt de l'évêché de Vannes puis celle de commis des décimes.

Joseph Abeille, ingénieur architecte, présente à l'Académie des Sciences, dès 1699, un système de voûte plate. Nommé ingénieur du roi Louis XIV, en 1703, il exerce d'abord dans l'armée puis dans le civil à partir de 1706. Il construit château et fontaines en Suisse. À Genève, il assure des travaux d'hydraulique. Il est l'auteur d'une machine élévatoire pour distribuer les eaux du Rhône dans les différents quartiers de cette ville. Aussi, il jouit d'une grande réputation d'hydraulicien et les pariers ou propriétaires associés du Bazacle le choisissent pour réparer la chaussée de ce moulin. Ils font appel à lui car, en 1709, suite à un hiver rigoureux, le dégel

provoque une inondation où la violence des eaux et des glaces rompent et emportent cette chaussée « faite de pieux de chêne supportant des clayonnages garnis d'argile compactée et placée en biais entre la pointe du ramier et l'hôpital Saint-Jacques » selon la description de Michel Taillefer.

En 1714, malgré les efforts déployés, le recours à Sieur Arnaud Nolibois habitant de Dax et les 100 000 livres dépensées, la chaussée n'est toujours pas réparée. Pour cette raison l'intervention de Joseph Abeille s'avère urgente. Celui-ci, après avoir vu « la rupture de la chaussée et le triste état du moulin » puis « tout examiné », juge « l'ouvrage digne de lui ».

LE BAZACLE

Avant d'aborder les travaux de cet ingénieur, une meilleure connaissance du Bazacle, lieu où ils vont être entrepris, s'impose.

*Le gué du Bazacle
cliché Sylvain Doze
INRAP*



Le gué

Certains historiens pensent qu'il faut chercher l'étymologie de Bazacle dans le vocabulaire de la navigation : « *baclage ou embâcle* » désignant des « sites rocheux ». Les plus nombreux font venir ce mot du latin *vadaculum*, « le gué » et de la transformation de l'occitan « *badacle* ». En effet, la configuration de la Garonne à cet endroit avec la formation d'îlots faits par l'entassement de sédiments jouxtant des affleurements de marne dure, permet d'aller à pied facilement et presque toute l'année d'une rive à l'autre.

Les preuves de l'intense fréquentation de ce passage ou gué pour les hommes et les marchandises sont attestées par le nombre impressionnant d'objets ou de fragments d'objets retrouvés à l'occasion de fouilles : 100 000 environ dont les plus anciens remontent à l'âge du Bronze : monnaies, médailles... et peut-être même des restes en marbre d'un temple dédié à Athéna-Pallas (déposés au Musée

Quelques crues et leurs conséquences sur les moulins et chaussée du Bazacle

- en 1258 : trois ponts s'écroulent
- en 1536 : le grand moulin du Bazacle est presque entièrement emporté
- en 1608 : le Pont Neuf (encore en bois) est très endommagé
- en 1613 : les moulins du Bazacle sont submergés
- en 1709 : la chaussée du Bazacle est rompue et emportée
- en 1776 : selon Pierre Barthès, « chroniqueur » de 1737 à 1780, « *l'eau passait au-dessus du toit du moulin du Bazacle et une barque était venue heurter de front la partie du moulin contenant neuf meules. Le toit fut complètement renversé et emporté...* »



*Le Bazacle et la Garonne avec les îlots
Jouvin de Roquefort,
plan de Toulouse,
Mairie de Toulouse,
Musée Paul Dupuy,
Cliché Daniel Molinier*

Saint-Raymond).
Il semble qu'à certaines époques, un pont en bois (un au 1^{er} siècle, un autre vers 1218) aurait existé. Georges Fouet et Georges Savès ont noté depuis l'Antiquité jusqu'en 1630, date de la mise en service du Pont Neuf commencé en 1544, des périodes alternées de forte et de faible

fréquentation dépendant de la présence ou non d'un pont. Henri Molet reprend leurs résultats et insiste sur plusieurs faits, dont celui de la concomitance entre la disparition des vestiges au Bazacle et l'achèvement de la construction du Pont Neuf.

Les moulins

La force motrice de la Garonne, les grandes plaines céréalières près de Toulouse et la main-d'œuvre abondante favorisent l'implantation de moulins au Bazacle peut-être au temps des Wisigoths au V^e ou VI^e siècle et plus sûrement à partir du XI^e. Ces moulins flottants solidement amarrés à la rive, placés sur des bateaux, profitent à l'essor économique de Toulouse. D'après Pierre-

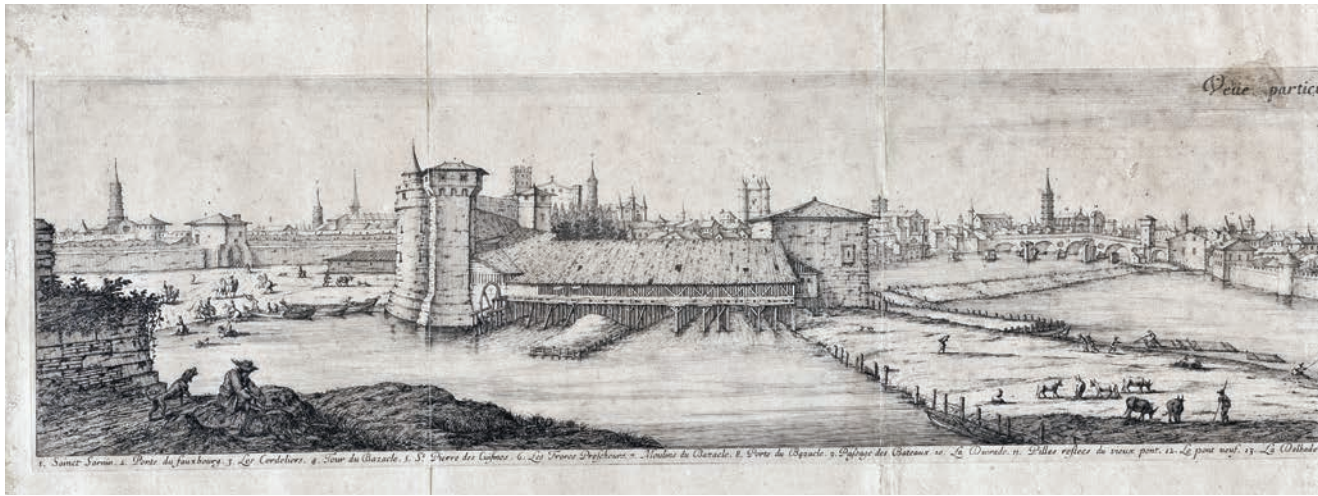


*Moulin à nef
(Document
La Dépêche)*

Louis Viollet, au XI^e siècle, le Bazacle compte jusqu'à 32 moulins de ce type, une trentaine d'autres se trouvent à la Daurade et au Château Narbonnais.

En 1177, les eaux du fleuve et ces moulins à nef appartiennent conjointement au prieur de la Daurade, Guillaume et au Comte de Toulouse, Raymond V. Après de nombreux atermoiements, ils s'accordent pour permettre la construction de la chaussée décrite précédemment mais, exigent « *de laisser un passage pour que les bateaux puissent monter ou descendre* ».

Ces moulins difficiles à entretenir, peu productifs et très sensibles aux crues sont remplacés définitivement vers la fin du XII^e siècle par des moulins terriers moins nombreux (24 seulement) mais plus puissants. Ils appartiennent désormais aux pariers.



Chaussée et moulins du Bazacle font l'admiration des contemporains et la réputation de Toulouse en France et dans toute l'Europe. Les voyageurs viennent les visiter, les jugeant comme une merveille de la ville. F. Rabelais dira que sur la Seine « un moulin y eût pu moudre. Non tant toutefois que ceux du Bazacle à Toulouse »

G. Lafaille en fait une description élogieuse « Le moulin du Bazacle est le plus beau, non seulement de ce royaume, mais sans doute de toute l'Europe. Ce qui fait le merveilleux n'est pas tant le grand nombre de ses meules, que la hardiesse de sa chaussée qui coupe le fleuve en biaisant d'un bord à l'autre dans une grande étendue et fait une cascade surprenante et telle qu'on n'en voit pas de pareille nulle autre part ».

Ils figurent même dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert : « On trouve à Toulouse des moulins... qui sont ce qu'il y a de mieux imaginé et de plus simple jusqu'à maintenant »

La représentation la plus ancienne du moulin daterait de 1515, elle aurait été effectuée par Nicolas Bertrand. Les bâtiments « maison, tours... » figurent sur le plan terrier du cadastre de Toulouse dressé en 1690. Le plan Collignon de 1642 en donne une bonne évocation. En bordure de Garonne, parallèle au fleuve, un corps de bâtiment composé de tours fortifie l'entrée du moulin. La large galerie construite en bois, recouverte d'un toit de tuiles et qui traverse le bras de Garonne, contient les meules. Elle permet d'aller sur le troisième corps de bâtiments situé sur l'île du Bazacle.

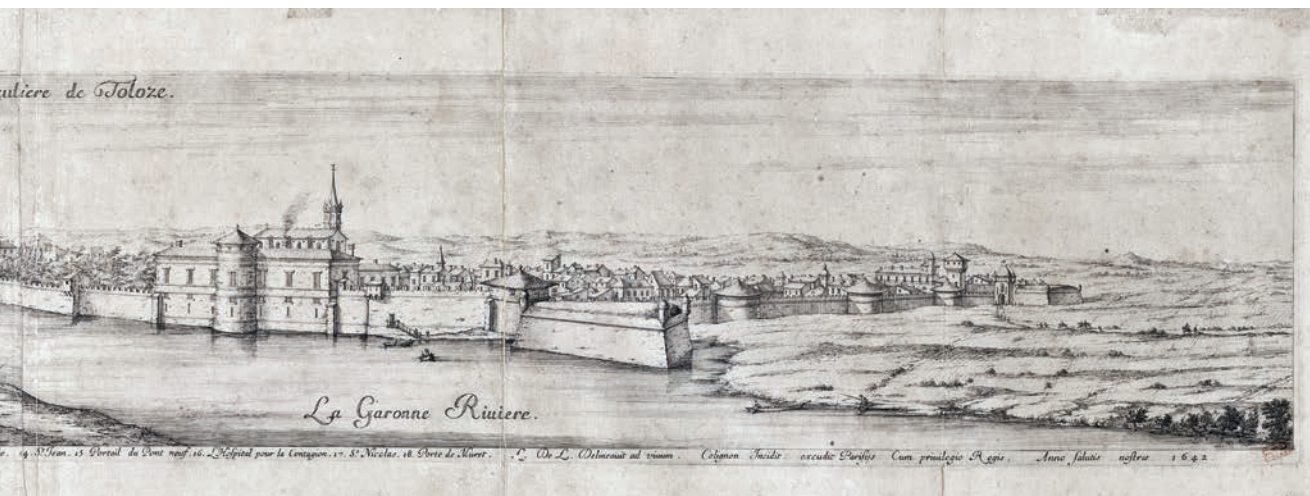
Les deux moulins ayant chacun seize roues qui actionnent chacune dix meules, fournissent largement la farine pour Toulouse et sa proche région.

La Société des Moulins du Bazacle

Pour financer les travaux d'aménagement de la chaussée ainsi que pour gérer les frais d'entretien et de fonctionnement, les propriétaires des moulins, hommes et femmes, meuniers et artisans aisés, marchands, hommes de loi et capitouls, organisent une des premières sociétés communes appelées « pariages » et eux-mêmes prennent le nom de « pariers ».

Mais, de l'entretien des ouvrages ils vont passer à la propriété et à l'exploitation collective des moulins. Cette évolution s'effectue progressivement tout au long des XI^e et XIII^e siècles. Ce long processus s'achève en 1372 lorsque les pariers établissent par convention approuvée par le roi « une société perpétuelle en union de tous leurs moulins... » : « La Société des Moulins du Bazacle », première société anonyme par actions de type moderne. Un capital social est mis en place. Les pariers ne possèdent plus des parts de moulin, mais des parts de la société possédant les moulins, donc, sur l'ensemble de l'entreprise. Les parts ou actions peuvent être vendues ou achetées au cours déterminé par le rendement des moulins.

Chaque parier ou actionnaire contribue aux dépenses en fonction de son



Le moulin du Bazacle en 1642, vu par François Colignon», Musée du Vieux Toulouse, inv. 81.2093

intéressement dans la société c'est-à-dire selon le nombre d'uchaux (titres de propriété évalué chacun à 1/8 du moulin) qu'il possède et reçoit sa part des dividendes en nature (farine) de la même façon. Le paiement en espèces ne se fera qu'en 1840.

Les pariers, environ soixante, élisent chaque année le conseil d'administration formé de huit personnes : deux anciens régents et six nouveaux. Deux d'entre eux gèrent la société pendant trois mois, deux autres pendant les trois mois suivants et ainsi de suite. Ces régents veillent à la répartition équitable des frais et des bénéfices et à l'équilibre du budget comprenant notamment le salaire de la trentaine d'employés : ouvriers-meuniers, âniers, très importants pour transporter grains et farines... Autre personnage indispensable : le trésorier qui détient une clé de la caisse contenant les farines, est présent le jour de leur vente et qui note les comptes journaliers.

La Société utilise toutes les ressources de la Garonne en plus de son débit : elle accorde par exemple des droits de pêche à des particuliers moyennant une rente.

Elle doit faire face à tous les contentieux, très nombreux à l'époque, provoqués par les boulangers au sujet de la farine et par les autres utilisateurs du fleuve : pêcheurs, maîtres de bateaux, autres moulins...

Malgré ces désagréments, l'exploitation des moulins du Bazacle est d'un très bon rapport, pouvant atteindre de 10% à 25% par an et, de plus, la valeur des moulins ne cesse d'augmenter... jusqu'au XIX^e siècle où s'amorce leur déclin.

À ces moulins bladiers (pour moudre le blé), s'ajoutent des moulins à papier, d'autres pour la tannerie, pour scier le bois et bien sûr, à la fin du XV^e siècle des moulins pour broyer le pastel.



Saint-Martin, patron des meuniers et les âniers (Musée du Vieux Toulouse)

LA NOUVELLE CHAUSSÉE

La chaussée initiale de 1177, d'une longueur de près de 500 mètres, barre le fleuve de manière oblique, comme nous l'avons déjà dit, pour résister à la force des eaux, pourtant le courant l'emporte en 1709 et oblige à repenser sa construction.

« L'honneur et la gloire de cet ouvrage admirable conçu suivant un plan vaste et hardi et exécuté avec un rare bonheur est réservé à l'ingénieur Abeille » selon le jugement de J.M. Cayla.



ADHG Plan figuratif
de la rivière de Garonne
devant Toulouse. -

[échelle non déterminable]. -

[s.l.] : [s.n.], [17e]. -

Plan1 plan : encre ; 35 x 68 cm,
cote PA 2 002.

Image numérisée :

FRAD031_PA_000002_002_0001

Joseph Abeille après avoir passé un contrat avec les pariers le 23 novembre 1714, propose, en effet, une forme plus résistante avec des angles rentrants et sortants qui permettent de raccourcir la chaussée. Il la trace presque perpendiculairement à la rive telle que nous pouvons la voir encore aujourd'hui. Cette nouvelle chaussée en maçonnerie élève l'eau jusqu'à 4,80 mètres, ce qui augmente l'effet de barrage et donc la force motrice. Il percevra 50 uchaux en paiement de cet ouvrage.

Le 1^{er} avril 1718, il demande à ces messieurs du « conseil de Bourgeoisie que la ville lui permette de faire une écluse avec un canal pour former un bassin... à côté du moulin du Basacle pour l'utilité non seulement du public en général mais des marchands et négociants qui trouveraient par ce moyen un soulagement considérable sur la voiture de leurs marchandises... » et pour le déchargement des bateaux dans la ville. Le 12 juin 1719,

M. Casanove, prieur, présente cette requête à la Bourse des Marchands dans laquelle il est ajouté que « M. Abeille voudrait qu'il lui soit accordé : un sol par quintal sur toutes les marchandises qui entreraient et sortiraient dudit canal, et trois livres pour chaque bateau qui y entrera et en sortira prétendant que le commerce retirera un grand avantage et utilité dudit bassin et écluse ». A-t-il eu gain de cause ? Nous n'avons pas trouvé la réponse.

Quoi qu'il en soit, la construction de la chaussée seule demande plusieurs années puisque, commencée le 7 février 1716 (pose de la première pierre), elle n'est terminée qu'en 1719, le moulin recommençant à moudre le 4 décembre. Pendant tout ce temps, à partir d'octobre 1713, six des anciens moulins flottants font leur retour avec l'accord des Capitouls, du sieur de Baille, conseiller d'État, intendant du Languedoc et « sous le bon plaisir du roi ».

Les dépenses occasionnées sont considérables : 1 million de livres, d'après certaines sources. La valeur de l'action s'effondre : de 20 tonnes de blé avant les travaux elle n'en vaut que 0,76. Joseph Abeille rachète la moitié des actions pour recapitaliser le moulin, devenant ainsi Régent perpétuel. Il les revendra à différents particuliers de 1729 à 1732.

À ce moment-là, il est reparti en Bretagne où il s'emploie à la reconstruction d'une partie de Rennes et aux aménagements portuaires de Nantes. Il décède à Rennes en 1756 et son épouse va alors habiter à Paris chez leur fille, Marie-Françoise et leur

gendre, Louis Félix de Guynement de Kéralio.

La chaussée restera en service mais pourra être évitée par les bateaux dès 1776, grâce au canal de Brienne.

Les Blagnacais du XVIII^e siècle ont dû voir ou du moins évoquer, ne serait-ce qu'à cause des noyés retrouvés sur leurs berges, la chaussée « Abeille » et sa chute de près de 5 mètres, existant encore de nos jours et qui, depuis 1888, fait fonctionner les 21 vannes de l'usine hydroélectrique remplaçant les meules du grand moulin après aménagement.

Ceux d'aujourd'hui, peuvent profiter des charmes (vue exceptionnelle sur la Garonne, passe à poissons, nombreux oiseaux, visite guidée...) du site du Bazacle, lieu emblématique du patrimoine industriel et culturel de Toulouse et qui s'enorgueillit d'avoir accompagné les mutations de cette ville depuis son origine.

SOURCES

Archives municipales de Blagnac

Registres paroissiaux

Archives municipales de Toulouse

Registres paroissiaux

Délibération des Capitouls de 1713 à 1719

Archives départementales de la Haute-Garonne

Archives notariales 3 E3979

Bibliothèque universitaire de l'Arsenal à Toulouse

Traité passé entre les pariers du moulin du Bazacle et M. Abeille coté : Resp pf pl A 122/2

Délibérations de la Bourse des Marchands 12 B 216

Sites internet : <http://jaimemonpatrimoine.fr>
<http://histoireuniversites.com>

BIBLIOGRAPHIE

« *Le Bazacle, huit siècles d'industrie* » Ed. La Dépêche.

Petites Histoires de Toulouse, *Ces Messieurs du Bazacle*, Ed. Mairie de Toulouse.

BONNEHON (Gérard) et DUSSERT (Claudie) « *Les noyés du Bazacle* » in la revue de l'*Entraide généalogique du Midi Toulousain*, 2007.

COPPOLANI (Jean), *Études de géographie urbaine*, Toulouse, 1954.

CAYLA (Jean-Mamert), *Toulouse monumentale et pittoresque*, Toulouse, 1840.

FOUET (Georges) et SAVÈS (Georges) « *Le gué du Ramier du Bazacle* » in *L'Auta*, 1971.

MESURET (Robert) *Évocation du Vieux Toulouse* Ed. de Minuit, 1978.

MOLET (Henri), « *Autour du Bazacle* » in *Société archéologique du midi de la France*, 2000-2001.

MARCONIS (Robert), *Le Bazacle : les noces de Toulouse et de la Garonne*, Ed. Privat Toulouse.

PAILLER (Jean-Marie) sous la direction de, *Toulouse naissance d'une ville*, Ed. Midi-Pyrénéennes, 2015.

TAILLEFER (Michel) *Vivre à Toulouse sous l'Ancien régime*, Ed. Perrin, 2000

et sous sa direction : *Nouvelle histoire de Toulouse*, Ed. Privat, 2002.

VILLET(Gérard) *Promenades dans les rues de Toulouse*, Ed. Daniel Briand, Toulouse, 2011.

VIOLLET (Pierre-Louis) *Histoire de l'énergie hydraulique, Ponts et chaussées* (Presses) 2022.

la Seconde république à Blagnac

par Monique Lanaspèze

Éprouvé par des catastrophes climatiques ayant entraîné une crise socio-économique entre 1846 et 1847, le village a vécu des événements politiques importants liés à la révolution parisienne de février 1848 et donc à la mise en place du suffrage universel puis à la contre révolution qui s'ensuit dès 1849.

LA VIE PUBLIQUE S'AGITE FACE À LA CRISE DE 1846 DANS LE DÉPARTEMENT ET DANS LA COMMUNE

A partir de juin 1846, notre région est soumise à des aléa climatiques : orages violents, grêle, hiver rigoureux. Au début de l'année 1847, les conséquences se font sentir sur le prix du blé qui augmente. L'état de pauvreté de certains s'accroît, alors le conseil municipal vote des aides aux plus démunis, par le bureau de bienfaisance :

En 1846 : à Blagnac des élections ont lieu pour renouveler une moitié du conseil municipal.

Les conseillers municipaux du village sont élus au suffrage censitaire, ce qui donne environ 73 suffrages émis au premier tour... pour une population de 1600 habitants. Ces notables, à qui on a fait prêter le serment suivant : « *Je jure fidélité au Roi des Français, obéissance à la charte constitutionnelle et aux lois du royaume* ». (Nous sommes encore sous le règne de Louis-Philippe !) sont surtout des propriétaires terriens mais aussi un négociant, un marchand, un vétérinaire, un notaire, un avocat, un géomètre, un passementier, un cafetier et enfin un jardinier.

Qui sont-ils ? Des légitimistes, opposés au roi Louis-Philippe, des bourgeois qui le soutiennent ou des républicains organisés en sociétés secrètes (société des droits de l'homme par exemple) auxquels les événements parisiens de février 1848 vont ouvrir la voie ?

LES ÉVÉNEMENTS PARISIENS ET LEURS RÉPERCUSSIONS DANS LA VIE MUNICIPALE BLAGNACAISE

Les vainqueurs
de Février -
estampe -
Bibliothèque
Nationale



La révolution de février à Paris :

22 février 1848 : l'opposition décide d'organiser un banquet et de l'accompagner d'une grande manifestation. Guizot est démissionné mais 16 manifestants sont tués.

23 février : appel à l'insurrection.

Le 24 février : le peuple de Paris, au cri de « Vive la République » occupe l'hôtel de ville et menace les Tuileries.

Le 25 février : formation d'un nouveau cabinet, abdication de Louis-Philippe en faveur de son petit-fils mais les Républicains envahissent la chambre et exigent la République ; un gouvernement provisoire est alors nommé.

Le 25 février : la République est proclamée par Alphonse de Lamartine devant l'Hôtel de ville de Paris (cf. Tableau de la couverture de la revue).

Et le 5 mars 1848 : un décret instaure le suffrage universel masculin

À Blagnac la proclamation de la république a surpris tout le monde, effrayé les royalistes et mis en avant les quelques Républicains reconnus.

Sur ordre du ministre de l'Intérieur, le commissaire du gouvernement provisoire de la Haute-Garonne prononce la dissolution de la municipalité précédente et la nomination d'une « municipalité provisoire » :

Le 9 mars 1848

« Au nom du peuple !

Nous, commissaires du gouvernement, en vertu des pouvoirs dont nous sommes investis :

Considérant que le gouvernement républicain doit trouver dans nos agents un concours empressé et un entier dévouement

Vu les rapports qui nous ont été adressés sur la municipalité actuelle de Blagnac :

Arrêtons

Article 1^{er} : le maire, adjoint et conseil municipal de la commune de Blagnac sont dissous.

Article 2 : le citoyen Lavigne, vétérinaire est nommé Président et les citoyens Delpon Bernard propriétaire, Desclaux officier retraité, Bézard Jean épicier, Gibert Jean-Philippe, Bonnemaison cadet serrurier, Delmas Gervais cultivateur sont nommés membres de la municipalité provisoire de la commune de Blagnac. »

Bertrand Lavigne écrit dans son *Histoire de Blagnac* que, en tant que président de la commission municipale, son premier soin fut d'organiser et d'armer la garde nationale.

Le gouvernement demande de proclamer avec la plus grande pompe la glorieuse révolution qui s'est accomplie.

Les Blagnacais s'appêtent à une grande fête républicaine !

Proclamation affichée à la glorieuse révolution

« Une dynastie parjure et corrompue travaillait depuis 16 ans, à notre déshonneur et à notre ruine. Elle voulait nous ravir les droits acquis par tant de sang versé pour la patrie et pour la liberté. Mais le peuple, dans sa juste colère a brisé en deux jours, d'une lutte héroïque et sanglante, ses orgueilleuses prétentions. La patrie est redevenue libre et le peuple vainqueur, s'est proclamé souverain.

Félicitons-nous-en hautement.

C'est le dimanche 12 mars 1848 que pour célébrer cette victoire, une grande fête est



*La République -
Esquisse d'Honoré
Daumier - 1848
- Musée d'Orsay*

organisée sur la place publique :

« La garde nationale armée et non armée se rendra devant la maison commune pour y recevoir une nouvelle organisation.

Elle ira, avec la commission municipale, sur les places pour proclamer l'avènement du gouvernement républicain.

Un mât de cocagne sera dressé pour les jeunes gens, et pour les demoiselles ce sera le jeu du pot cassé (les concurrentes, les yeux bandés, tentent de casser des pots suspendus).

Orchestre et danses publiques. »

Allegorie du
Suffrage Universel
1850 - Sorrieu
- musée
Carnavalet - Paris



LE VILLAGE ET LES ÉLECTIONS AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Avant les hommes, il y a les idées auxquelles on adhère. C'est le rôle de la presse pour les faire connaître au plus grand nombre et le programme du gouvernement provisoire de la République a institué la liberté de la presse et de réunion en même temps que l'abolition de la peine de mort et la suppression de l'esclavage dans les colonies.

Le 9 avril 1848 : la commission municipale prend l'abonnement au journal *Le National*, et une lecture est faite tous les soirs à la mairie aux citoyens qui veulent bien en prendre connaissance. Ce journal, fondé en 1830 par Adolphe Thiers, milite pour l'établissement d'un régime parlementaire sous forme d'une monarchie constitutionnelle.

En 1836, *Le National* devient l'organe d'opinion républicaine.

En 1848, il sert de tribune aux événements.

Ensuite le journal devient l'organe de presse de la majorité républicaine modérée et du gouvernement dirigé par Cavaignac.

Les 23-24 avril 1848 : Élection de l'Assemblée Constituante

Dans le département de la Haute-Garonne le nombre des électeurs passe de 3 680 à 140 000. Dans le canton ouest de Toulouse (dont Blagnac fait partie) on compte 3 013 électeurs



Le National - janvier 1830 - Gallica

Le gouvernement provisoire s'adresse aux maires et à travers eux, à la population :
 « ...Éclairez les électeurs... c'est à vous de les guider... l'éducation du pays n'est pas faite... Appeler tous les habitants d'une même patrie à nommer leurs magistrats, imposer à ceux-ci l'obligation d'être justes et modérés et de s'occuper sans relâche du sort du peuple... Voilà la République.
 Pénétrez-vous de ces vérités, citoyens maires, expliquez-les à vos administrés.
 Dites-leur que la République ne persécute personne... le gouvernement compte sur votre concours.
 Citoyen maire
 Il ne peut y avoir de chefs de ceux qui sont dignes de commander. Le peuple le connaît, c'est à lui de choisir. »
 Ministre de l'intérieur : Ledru-Rollin

Le gouvernement provisoire de la République fixe les nouvelles règles de cette élection :

« Voulant remettre le plus tôt possible aux mains d'un gouvernement définitif les pouvoirs qu'il exerce dans l'intérêt et par le commandement du peuple, décrète :

[...] Article 3 : le nombre total des représentants du peuple sera de 880 y compris l'Algérie et les colonies françaises (16)

Article 5 : le suffrage sera direct et universel.

Article 6 : seront électeurs tous les français âgés de 21 ans résidant dans la commune depuis 6 mois et non judiciairement privés et suspendus de l'exercice des droits civiques (incapacité électorale : condamnés à une peine même correctionnelle et les faillis.)

Article 8 : le scrutin sera secret

Article 9 : tous les électeurs voteront au chef-lieu de leur canton...

... nul ne pourra être nommé représentant du peuple s'il ne réunit pas 2 000 suffrages



Lithographie sur les élections de 1848 - Bibliothèque Nationale de Paris

Le maire
Bertrand Lavigne
vers 1847 -
archives familiales
Lavigne



Article 10 : chaque représentant du peuple recevra une indemnité de 25 francs par jour pendant la durée de la session. »

Le 23 avril 1848, sous la conduite de leur maire Bertrand Lavigne et de leurs instituteurs, les Blagnacais âgés de 21 ans au moins se rendent à Toulouse place de la Bourse, avec beaucoup de calme et de zèle, au son du tambour, drapeau tricolore en tête.

Ils votent après les Toulousains et les communes les plus éloignées du canton ; mais, compte tenu du nombre de votants, les bureaux de vote sont ouverts jusqu'au lendemain.

Chaque électeur blagnacais peut apporter son bulletin de vote après l'avoir écrit ou fait écrire en dehors de l'assemblée, ou bien

l'écrire sur place :

Les électeurs déposent leur bulletin dès que leur nom est appelé.

Le maire de Blagnac ainsi que les maires des différentes communes prennent tour à tour place au bureau.

Ils ont voix consultative en cas de réclamation.

Nulle force armée ne peut, sans la demande du président du bureau de vote (juge de paix du canton), être placée dans le lieu ou les abords de la salle.

C'est un scrutin de liste de 12 noms dont les candidats peuvent figurer sur plusieurs listes à la fois. Ainsi les républicains Joly et Pagès viennent en tête de toutes les listes sauf de celle des légitimistes.

Pour ne pas effrayer les bourgeois et les paysans, toutes les listes luttent contre les utopies ou le « communisme » et se réfèrent à la France républicaine.

Les « partis » représentés sont :

- le comité central populaire de tendance socialiste
- le comité central républicain à tendance radicale
- le comité républicain national plutôt conservateur

Les représentants peuvent être choisis parmi les électeurs âgé de 25 ans, sans aucune condition de cens ni de domicile.

Au dépouillement le bureau compte les bulletins des urnes et en compare le nombre avec celui des votants sans qu'il soit besoin de recommencer l'opération si quelques légères différences apparaissent (!!!)

Pagès et Joly, du comité central républicain, arrivent en tête.

Après la proclamation des résultats, les bulletins non contestés sont brûlés en présence de l'assemblée.

Le dimanche 8 juin 1848 : Fête de la Concorde à Blagnac

« La commission municipale de Blagnac à ses concitoyens »

Dimanche prochain, ... nous célébrerons la fête de la Concorde. Tous les citoyens, sans distinction de rang, de fonction, d'opinion, sont invités à y prendre part.

La République ne fait point d'exclusion d'idées ni de personnes.

Comme une mère tendre et dévouée, elle confond tous les Français dans un même sentiment d'amour.

Elle les appelle tous indistinctement, à participer à l'œuvre commune.

La fête commencera par la plantation d'un arbre de la liberté sur la place.

La garde nationale est invitée à se rendre à la mairie... pour accompagner la municipalité à cette cérémonie.

Des danses auront lieu dans l'île de l'Arigné (aujourd'hui le Ramier).

Des tables seront dressées afin que chacun puisse venir, selon la mesure de ses moyens, prendre part au banquet destiné à réunir tous les citoyens dans un même sentiment d'ordre et d'amour pour la patrie.

Des commissaires délégués y maintiendront l'ordre et expulseront quiconque voudrait le troubler.

L'autorité ne néglige rien pour que l'harmonie et le respect des personnes y règnent exclusivement...on peut donc y venir en toute sécurité. »

On y chante *la Marseillaise, le Chant du départ, Ça ira* et quelques autres chansons de la première révolution.

Cela choque ceux qui suivaient les farandoles de 1815 en criant à tue-tête « Ô blanc panache ! Ô fleur de lys ! » ou bien « aro l'abent attrapat l'aouzel de las grossos alos ! » (Maintenant on l'a attrapé l'oiseau aux grosses ailes !!! C'est à dire Napoléon 1^{er})
Après le banquet, les divertissements et les danses commencent... »

En juillet il faut remplacer la commission municipale nommée par le gouvernement provisoire par un conseil municipal élu au suffrage universel :

Les élections municipales à Blagnac se déroulent le 30 juillet et le 6 août 1848.

Le nombre de votants est de 281 (rappelons-nous : 73 en 1846 avec le suffrage censitaire !)

Ont été élus : six cultivateurs, quatre propriétaires, deux marchands, le maire Bertrand Lavigne (vétérinaire), un notaire, un aubergiste, un menuisier.

Le 19 novembre 1848 : la Promulgation de la Constitution donne lieu à une fête républicaine :

« ... Dressé sur le puits de la place de la liberté, une estrade décorée de drapeaux, de lauriers et de tenture et le buste de la république.

La garde nationale était sous les armes.

Les officiers et soldats des batteries d'artillerie en garnison à Blagnac se massèrent sur la place en face l'estrade.

Le curé Alzieu est venu processionnellement avec la croix et la bannière. Il avait pris place sous le porche de la maison Tirul, parce qu'il bruinait quelque peu par intervalles.

La population lui tient compte de sa présence que nul n'avait sollicitée.

La population civile occupait le restant de la place et les rues adjacentes.

Pendant que le maire donnait, à haute voix, lecture de la constitution, une salve de 21 coups de canon en portait la nouvelle dans toute la vallée de la Garonne au-dessous de Blagnac.

Cette lecture fut accueillie par des acclamations unanimes et les troupes défilèrent devant le maire et leur commandant, le capitaine de Veulens, au chant du Te Deum et au son de la musique de la garde nationale. » (Bertrand Lavigne - Histoire de Blagnac)

Il est à remarquer que l'Assemblée, résolument républicaine, est restée fidèle à l'Église.

AVEC LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ON ASSISTE AUX PRÉMICES DE LA CONTRE RÉVOLUTION

Le parti de l'ordre progresse parce que les partis conservateurs agitent la menace du « péril rouge » et par l'insatisfaction paysanne qui voit, malgré la crise, ses impôts augmenter !

10 décembre 1848 : Élections présidentielles à Blagnac

Le nombre de votants s'élève à 573 (dont 212 soldats ou officiers en garnison depuis

C'était un mann'quin
Qu'on avait affublé d' mon nom,
Non d'un nom !
Je suis l' neveu d' Napoléon,
V'là qu'est bon !



Enfin, j'vous en pri', nommez-moi,
Nobles fils de la France ;
Je n' veux pas d'un' couronne de roi,
Mais j' veux d'la présidence.
Après ça, quand j' la possèd'rai,
La faridondaine,
J'en f'rai c' que j' voudrai.
Aujourd' hui, j' n'en dis pas plus long,
Nom d'un nom !
Je suis l' neveu d' Napoléon,
V'là qu'est bon !

5 ou 6 mois).

Cette campagne électorale est dominée par l'influence des officiers ainsi que de deux légitimistes blagnacais.

Résultats du vote :

343 voix pour Louis-Napoléon Bonaparte

149 pour Ledru-Rollin(radical)

66 pour Cavaignac (républicain modéré)

Le 4 mai 1849 la garde nationale de Blagnac veut célébrer l'anniversaire de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale.

On organise des jeux puis un banquet près de la place des Charrons et l'ancien commissaire du gouvernement : Joly se joint à la fête ; quelques « Vive la république, démocratique et sociale » fusent.

Riposte des royalistes, ils parlent de « crime ».

VERS L'EMPIRE

Les 13 et 14 mai 1849 :

la contre révolution gagne les élections législatives

Résultats de l'élection législative : une majorité de monarchistes et de modérés

Une manifestation à Paris a des répercussions à Toulouse : 18 arrestations.

14 juin 1849 à Blagnac

« Alors qu'il y a une insurrection royaliste à Paris le 13 Juin, à Blagnac les royalistes, le lendemain 14, fête de saint Exupère, vers 5 h du soir, alors que la galerie du clocher est occupée par de nombreux artilleurs de la garnison (pour garder le télégraphe) la promenade était pleine de monde, les vèpres étant terminées, font courir le bruit que le maire et quelques amis étaient dans un complot d'insurrection se reliant à la capitale.

Ces royalistes devenus bonapartistes dirent qu'on avait fondu des balles à Blagnac... et que le maire était personnellement chargé avec les insurgés de son village, et des villages voisins, de s'emparer de l'arsenal toulousain. » (Bertrand Lavigne - Histoire de Blagnac)

A l'automne 1849 : premières manifestations légitimistes :

Des élèves de l'institut Lacointa de Toulouse réunis pour un repas champêtre sur les bords

de Garonne, après un repas bien arrosé, parcourent Blagnac en criant : « Vive le roi, vive Henri V (duc de Bordeaux, cousin de Louis-Philippe)»

Les royalistes reprochent au maire d'agiter la commune, de tolérer les banquets. Ils l'accusent de faire des réunions le soir autour de la lecture du National, Les royalistes appellent ces réunions : « le Club de la Mairie ».

Des lois électorales limitent le suffrage universel et la répression s'accroît

De 1849 à 1850, l'assemblée vote des lois qui restreignent le suffrage universel en imposant une condition de domicile pendant 3 ans au lieu de 6 mois en 1848, l'attestation du paiement d'un impôt local et un casier judiciaire exempt de toute condamnation même pour délit politique.

Nombre total de Blagnacais inscrits au 31 mars 1850 : 512 ; après les lois votées, 369 : moins 143 citoyens inscrits.

La loi de 1851 retire le droit de vote à une partie de l'électorat populaire : elle condamne pour vagabondage, mendicité et pour délits prévus sur les attroupements, sur les clubs et sur le colportage.

La garde nationale est désarmée et licenciée.

Le préfet révoque des maires et des fonctionnaires.

5 septembre 1850 dissolution du conseil municipal à Blagnac

« Au nom du peuple français

Le président de la République, Vu le rapport du ministre de l'intérieur...

Décète

Article 1 : Le conseil municipal de la commune de Blagnac, arrondissement de Toulouse, département de la Haute-Garonne est dissous.

Article 2 : le préfet du département de la Haute-Garonne convoquera les électeurs de la commune de Blagnac dans le délai de 3 mois à partir du présent décret à l'effet d'élire un nouveau conseil municipal.

Signé : L.N. Bonaparte

Les rapports s'accumulaient sur sa table concernant les agissements des hommes hostiles à la politique du président, dont le maire de Blagnac Bertrand Lavigne.

« Toulouse 24 Janvier 1851

... tels sont les faits que je viens porter à votre connaissance et que je tiens d'une personne sûre habitant Blagnac

Ce maire passe à Toulouse et parmi les démocrates de tout le Midi pour être un des plus chauds ultras républicains.

Dans sa commune, il prêche sans cesse ses doctrines, soit chez lui, soit dans les cabarets et partout où il a accès.

Il chasse avec un port d'arme périmé, comptant sur la complaisance des gardes champêtres et des gendarmes...

Il a, à la mairie, une bibliothèque composée en partie d'ouvrages socialistes et démagogiques. »

Signé Cazeaux (commissaire central)

En effet depuis février 1849, Blagnac se dote d'une bibliothèque, conformément au vœu exprimé par M. le Ministre de l'instruction publique... Les ouvrages, dont se composent les bibliothèques, sont publiés par M. Paulin, éditeur à Paris. (Archives municipales)

Un vote a lieu pour acquérir une partie des ouvrages proposés : c'est la première bibliothèque municipale !!!

Le 5 avril 1851

Le préfet suspend Bertrand Lavigne de ses fonctions de maire de Blagnac ainsi que le garde champêtre, l'adjoint et tout le conseil municipal.

Le 2 décembre 1851 : coup de force, dissolution de l'assemblée législative

Arrestation de 79 républicains à Toulouse.

Le préfet, l'armée et le pouvoir judiciaire prennent des mesures pour mater toute tentative de soulèvement.

On fait le procès des journaux républicains dont « le National » qui sera interdit après le coup de force de Louis Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851 et son personnel, emprisonné.

Un plébiscite est organisé pour entériner la rédaction d'une nouvelle constitution favorable au futur empereur.

A Blagnac sur 509 inscrits et 420 votants : 267 ont voté Oui, 152 Non, 1 Nul.

Le 12 septembre 1852 : Élections municipales. Bertrand Lavigne est réélu mais refuse cette fonction.

16 conseillers à élire

503 électeurs inscrits, 373 suffrages exprimés.

Élu, un vétérinaire (Lavigne), un négociant, cinq propriétaires, un cultivateur, un notaire, deux anciens militaires,

Lavigne : élu « s'est rapproché du bureau, déclarant qu'il n'acceptait pas sa nomination invitant M. le Président à insérer sa déclaration dans le procès-verbal. »



Le 4 octobre 1852, Louis-Napoléon Bonaparte est en visite à Toulouse, avant le sénatus-consulte qui établit **le Second Empire le 7 novembre 1852**.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR CES ÉVÉNEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES

1846-1852 : Cette période a commencé par une année de crise économique avec des mois parfois difficiles pour les plus pauvres puis des moments plus exaltants grâce à un maire acquis aux idées de la République

pour finir par la mise en place d'un régime politique autoritaire qui s'est imposé et que la majorité de la population a bien voulu suivre, par peur des oppositions parfois violentes des hommes et des idées mais le suffrage universel masculin, malgré tout, lui a survécu :

Nous avons vu qu'il peut être décliné de différentes manières en fonction de l'esprit du temps.

Aux élections municipales, les catégories socio-professionnelles des élus sont à peu près les mêmes qu'auparavant, malgré le suffrage universel.

Peut-on avancer l'idée que notre village comprend une population masculine essentiellement paysanne pour qui la propriété de la terre est un signe de notoriété, ce qui explique que les propriétaires terriens soient toujours les plus nombreux à la tête de la municipalité ?

Pourtant les maîtres de l'artisanat, tels les passementiers, les briquetiers sont présents mais ils sont encore absents des responsabilités ; il faudra attendre le développement de l'industrie pour que les patrons arrivent aux pouvoirs locaux et nationaux.

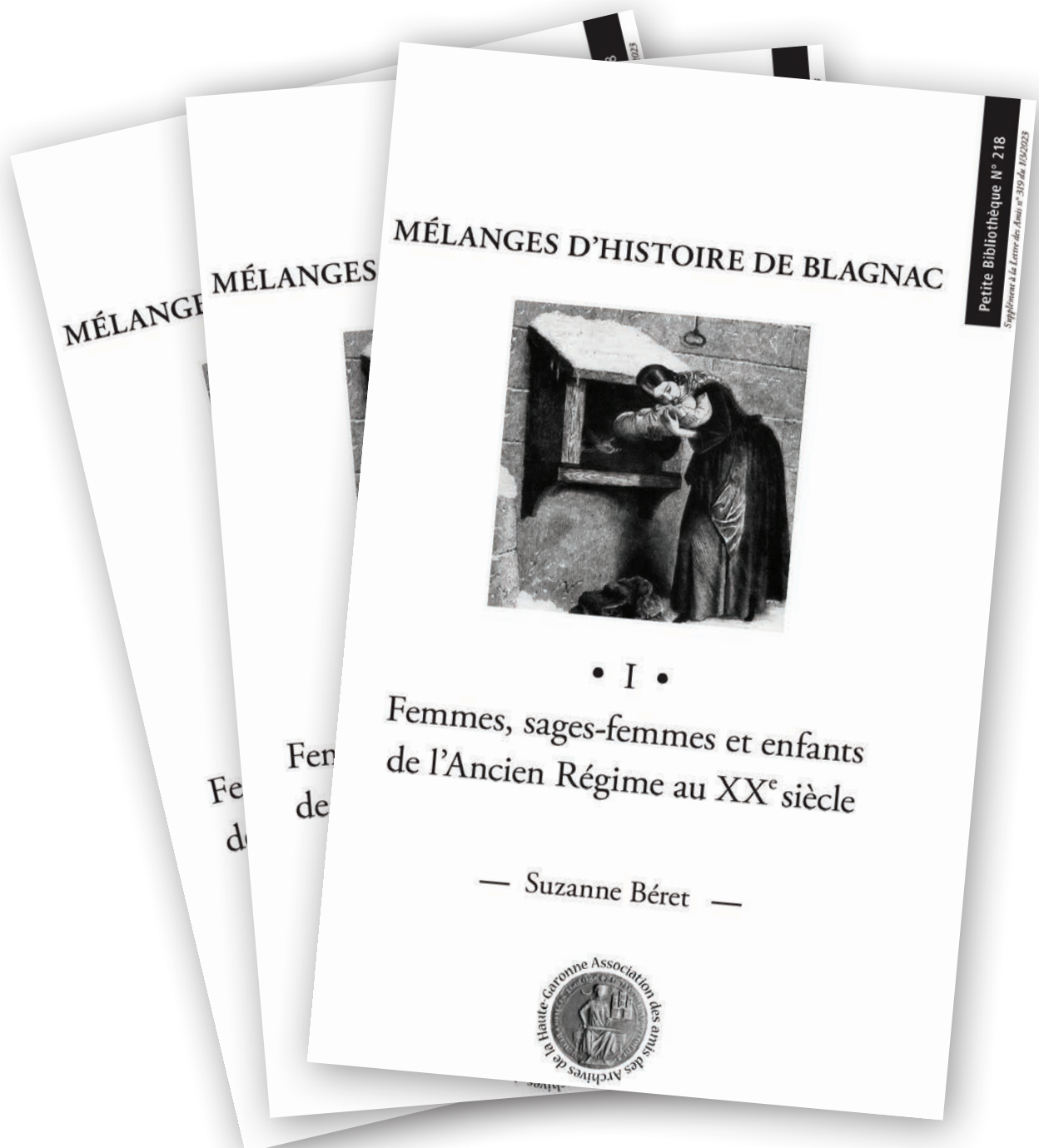
Seuls quelques « nommés » par le gouvernement provisoire sont d'origine plus « modeste ».

Il est à remarquer la « notoriété » de Bertrand Lavigne. Il est élu avec le suffrage censitaire, puis nommé par le gouvernement provisoire en 1848 puis réélu aux élections municipales de 1848 et, malgré la dissolution du conseil en 1851, il est réélu en 1852 pour finalement renoncer à ses fonctions

Et bien sûr, il faudra attendre 1947 pour rendre justice aux femmes grâce aux premières blagnacaises élues au suffrage « universel ».

BIBLIOGRAPHIE

- Archives départementales : 2 M/24-26 pour les listes électorales
- Archives départementales : 1M3806 - 396 3M28 - 3M32 ,33, 34, 36 - 3M803 - 13M77
- Godechot (Jacques), *La révolution de 1848 à Toulouse et en Haute-Garonne*
- Wolf (Philippe), *Histoire de Toulouse* (éditions Privat)
- Lavigne (Bertrand), *Histoire de Blagnac*
- Jack Thomas coordinateur : *Gouverner Blagnac du Moyen Âge à nos jours. Blagnac, questions d'histoire*, novembre 2020



Mélanges d'histoire de Blagnac
Femmes, sages-femmes et enfants de l'Ancien Régime au XX^e siècle
Suzanne Béret

Suzanne Béret, membre de notre association et longtemps sa présidente, explore les registres paroissiaux de Blagnac pour raconter l'histoire des femmes et de leurs nouveaux-nés, légitimes ou illégitimes de l'Ancien régime au XX^e siècle. Pour mères et enfants, la menace d'une mort précoce est très présente en l'absence de soins médicaux scientifiques. Les sages-femmes, actrices essentielles lors des accouchements, apportent leurs connaissances empiriques avant d'accéder, plus récemment, aux connaissances scientifiques.

Edition : Les Petites Bibliothèques des Amis des archives de la Haute-Garonne (prix 15 euros)

Pour toute commande s'adresser à BHM

Courriel : blagnac-histoire-memoire@gmail.com

Jean Montariol : un architecte humaniste (1)

par *Marie-Christine Sempé-Raufast*

Jean Montariol est le grand architecte de Toulouse dans les années 1930 et suivantes. Il évolue dans la sphère socialiste du maire Étienne Billières et développe une architecture sociale destinée à la classe ouvrière répondant ainsi aux objectifs de la municipalité. Il incarne le renouveau de l'architecture toulousaine en déployant le style Art Déco. Enterré à Blagnac et du fait de son ascendance maternelle, il fait partie des personnes remarquables de notre ville.

L'HOMME

Jean Montariol est né le 24 novembre 1892, dans la maison de ses parents à Toulouse au N° 28 des allées de Barcelone. Issu d'une lignée de compagnons charpentiers aisés, il est le fils de Jean-Joseph Montariol, 32 ans, entrepreneur de Travaux Publics et administrateur de sociétés, et de Françoise Guimbaud de Blagnac. Sa famille maternelle est très implantée à Blagnac, les Guimbaud sont propriétaires cultivateurs de père en fils, au moins depuis le début du XIX^e siècle. On trouve également, à cette même période, une blanchisseuse Marguerite Pradet, métier largement exercé par les Blagnacaises. Jean épouse Eugénie Léonie Bombail le 30 décembre 1930, il habite alors chez ses parents, 48 bis, rue de Metz à Toulouse (*Acte de mariage n°1598 dressé le 30 décembre 1930 à Toulouse*).



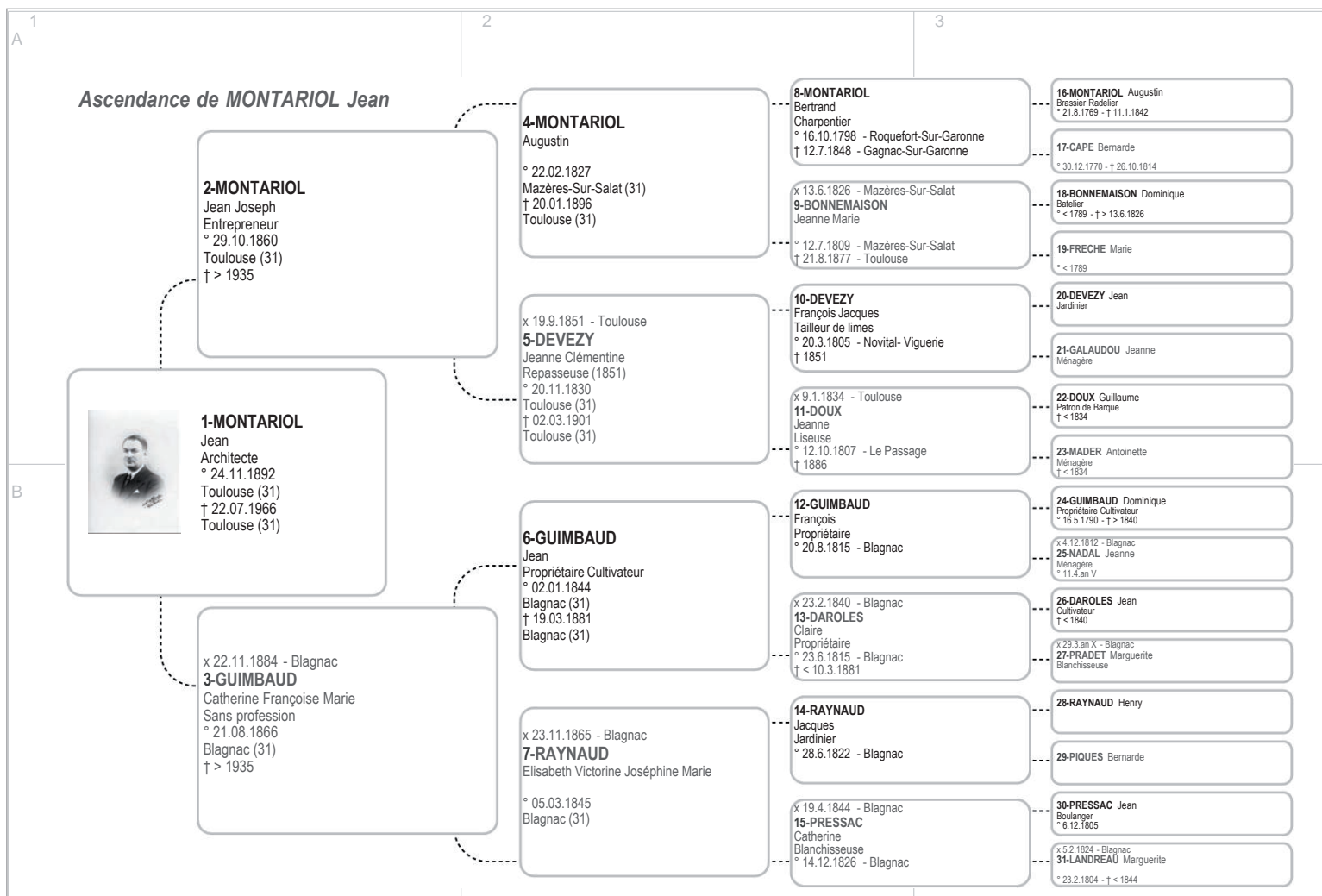
Jean Montariol

Il a deux filles, Francine Élise et Élisabeth Julie Montariol Younet. Il divorce le 13 juillet 1932.

Il se remarie le 25 avril 1935 avec Suzanne Marcelle Younet (*Acte de mariage n°484 dressé le 27 avril 1935 à Toulouse*). Il habite toujours au 48 Bis rue de Metz et y réside jusqu'à son décès le 22 juillet 1966 (*Acte de décès n°521 dressé le 23 juillet 1966 à Toulouse*). Il est enterré dans le caveau familial de la concession au nom de Catherine Raynaud, sa grand-mère, au cimetière de Blagnac. L'association Blagnac Histoire et Mémoire a découvert récemment le caveau où sont inhumés Jean, sa seconde femme, son frère et quelques ascendants. Cette découverte a été une agréable surprise très importante car personne, même les spécialistes de l'Art Déco, ne semblait savoir que cet illustre architecte reposait dans notre ville.

Son frère Antonin Montariol, avec qui il va travailler un certain temps, est né le 11 décembre 1885 à Blagnac et décède le 19 août 1955 à Paris. Il est lui aussi architecte et entrepreneur de travaux publics.

Caveau familial
 (photo
 de l'auteure)



SES ÉTUDES

Peut-être influencé par le métier de son père qui a participé à la construction de plusieurs immeubles rue de Metz et attiré par les beaux bâtiments, il se tourne vers l'architecture qu'il va étudier à l'école des Beaux-Arts de Toulouse où il obtient le grand Prix Municipal en 1911. Il va terminer sa formation à Paris dans l'atelier Deglans et Nicod. Il croise Picasso et rencontre des artistes régnant sur cette période des années folles riche d'activités sociales, culturelles et artistiques. Le courant stylistique de l'époque, appelé plus tard Art Déco, inclut plusieurs spécialités notamment la peinture, avec les Delaunay, Tamara de Lempicka et ses corps travaillés comme de puissantes architectures géométriques va sûrement inspirer l'étudiant architecte. Il va admirer Le Corbusier qui travaille à un de ses chefs-d'œuvre : la maison La Roche-Jeanneret, square du docteur Blanche dans le XVI^e arrondissement de Paris, spectaculaire exemple de la pureté des lignes, de la luminosité et de l'intelligence de la distribution spatiale d'une maison Art Déco. Tous se retrouvent au bal des Quat'z'Arts qui était une grande fête carnavalesque organisée au printemps par les étudiants de l'École des Beaux-Arts des départements architecture, sculpture, peinture.

Le 7 juin 1922, il obtient son diplôme (Diplômé Par Le Gouvernement DPLG). Le sujet de son diplôme est « Une auberge dans le Midi ».

Sa santé fragile ne lui permet pas de participer aux efforts de la Première guerre mondiale.

SA CARRIÈRE

Il expose au Salon des artistes français à Paris en 1920 et obtient quelques récompenses avec le relevé de deux verrières historiques de la cathédrale d'Auch (Gers), mention honorable, 1921. L'étude sur la cathédrale d'Auch (Gers) lui vaut la Médaille de bronze, en 1922.

En 1923, il revient s'installer à Toulouse et s'associe à son frère Antonin qui a repris l'entreprise familiale. En parallèle, il passe un concours pour obtenir le poste de professeur suppléant d'architecture et de dessin industriel. Il occupera cette fonction jusqu'en 1930.

Il assure également l'étude et le relevé du château de Pau et reçoit la Grande Médaille d'argent de la Société centrale des architectes, Fondation Veuve Corroyer. Il devient membre de la Société des Architectes Diplômés Par Le Gouvernement en 1926.

Il est nommé architecte de l'Office Public d'HBM ((Habitations à Bon Marché), ancêtre des HLM (office créé en 1921) en 1926 puis architecte en chef de la Ville en 1927. En 1937, il est promu vice-président du Syndicat des Architectes du Midi de la France. En 1939, il devient chef de la Défense passive. En 1941, il s'inscrit à l'Ordre des Architectes nouvellement créé. Le projet de cette nouvelle structure a été initialisé par Jean Zay, ministre de l'instruction publique et proche de Picasso. En 1948, il prend la direction de la nouvelle agence des bâtiments de France à Toulouse et travaille désormais à la restauration des bâtiments historiques dans les départements de la Haute-Garonne et du Gers. En 1949, il quitte son poste d'Architecte en chef de la Ville. Il meurt le 22 juillet 1966.

SES DISTINCTIONS

Il est :

- architecte de l'Office public des H.B.M,
- officier d'Académie le 13 mars 1932,
- architecte des Monuments historiques en 1936,

- officier de l'Instruction publique le 13 février 1938 pour 20 ans de services aux Monuments historiques,
- architecte ordinaire des Bâtiments civils et palais nationaux en 1946,
- chef d'agence des Bâtiments de France en 1949,
- membre du Conseil régional de l'Ordre des architectes,
- Chevalier de la légion d'honneur le 8 octobre 1955.

L'ARCHITECTE HUMANISTE

Jean Montariol est empreint d'une profonde humanité transpirant dans la conception de ses bâtiments à caractère social et culturel. Il est associé à l'élan socialiste porté par les idées du maire Étienne Billières, pendant l'entre-deux-guerres, animé par une poétique vision de l'avenir, qui ne peut être que meilleur, et pour tous. Il est chargé de mettre en œuvre le programme de l'élu socialiste, en permettant à la classe ouvrière d'accéder aussi bien à des logements confortables qu'à l'enseignement, la culture et le sport. Entre 1925 et 1935, la municipalité socialiste engage à Toulouse la construction de nombreux équipements communaux qui vont changer le visage de la ville.

À travers ces édifices sont concrétisés les objectifs de la municipalité : progrès sociaux, élévation du niveau de vie et des connaissances intellectuelles des classes défavorisées, épanouissement du corps et de l'esprit

La municipalité appelle toujours le même architecte et les mêmes entreprises du bâtiment telle que la société Les Charpentiers Toulousains dirigée par Paul Barthe. Les décors, les ferronneries et le mobilier sont réalisés par des artistes toulousains, choisis spécifiquement par le conseil municipal dans les sociétés coopératives ouvrières. Ils sont issus de l'école toulousaine, écartant ainsi toute expression artistique extérieure. Caractéristique de l'Art Déco, la collaboration entre architecte, artistes et artisans d'art entre en résonance avec la vocation sanitaire, hygiéniste et éducative des équipements.

Ami de Picasso et du photographe Lucien Clergue, Jean Montariol révolutionne l'architecture toulousaine avec ses briques, son béton, ses toits-terrasses, ses ouvertures lumineuses, ses balcons filants. Il a également toujours porté un soin particulier aux éléments de décor (mosaïque, peinture, sculpture, vitrail, ferronnerie) ainsi qu'au mobilier. Ce caractère architectural est également empreint de régionalisme par la mise en lumière d'un « art méridional » et d'une certaine identité locale en employant notamment la brique toulousaine.

L'ARCHITECTE VISIONNAIRE ET SES RÉALISATIONS (28)

Des HBM à la Bibliothèque Municipale

Jean Montariol est le maître d'œuvre absolu et incontournable de la révolution Art Déco. Il travaille également pour plusieurs cités alentour : Muret, Auterive, Revel, Carbonne, Pinsaguel, Verfeil.

Il imagine des architectures lumineuses, ouvertes, et des infrastructures destinées à donner à chacun une vie plus agréable et plus saine.

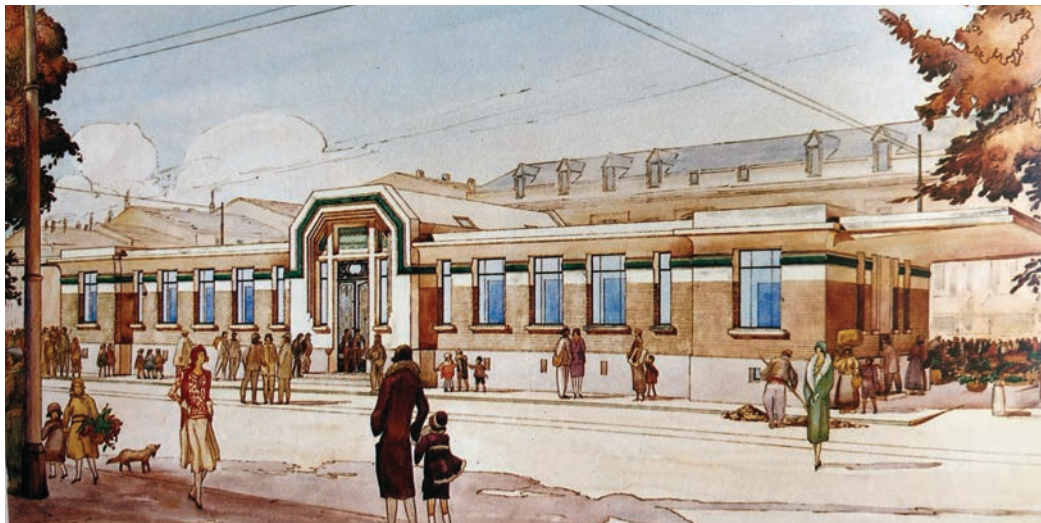
Nous avons choisi de citer quelques monuments remarquables et emblématiques du talent de Jean Montariol qui illustrent ses rêves, son futur social idéal et sa propre « cité radieuse ».

HBM et cités-jardins

Avec l'Office HBM, il met en pratique ses idées humanistes et imagine les premiers groupes de logements sociaux, habitats collectifs (des Récollets, Saint-Roch, Bonnefoy ou Bourrassol) ou cités-jardins (au Pont des Demoiselles, Croix-Daurade, Fontaine-



Les douches municipales de la ville de Toulouse VT



Les douches municipales de la ville de Toulouse VT - Dessin de Jean Montariol

Lestang, Juncasse...) (voir BQH n°64 - les cités-jardins).

Bains-douches

Les bains-douches, à Saint-Cyprien, joliment décorés et les vespasiennes installées place Saint-Pierre renforcent l'importance de l'hygiène prônée par la municipalité. Les trencadis multicolores de la frise éclairent la façade de l'entrée.

Kiosques à musique ou kiosques pour commerçants

Le kiosque à musique de la place Marius Pinel est élevé en 1933. Orné d'une frise et de ferronneries, sa coupole en béton lui donne une



kiosque des commerçants allées Roosevelt (photo de l'auteur)

résonnance acoustique particulière.

Jean Montariol va concevoir une trentaine de kiosques des commerçants entre 1930 et 1931. Ils sont destinés à la vente de journaux, confiserie, fleurs, construits en béton armé, revêtus d'un enduit pour simuler la pierre et décorés de mosaïque. Ils ont souvent six faces avec baies portées par des auvents pour accueillir les clients. Ils permettent à des commerçants qui n'ont pas les moyens d'avoir un pas de porte à louer pour une petite somme.

Bourse du travail

Le bâtiment de la bourse du travail (appelée Notre Dame des ouvriers), qu'il dessine, aidera et protégera les salariés. Sa construction à côté de l'église Saint Sernin a toujours été critiquée. La place oscillait entre ferveur religieuse et ferveur ouvrière. Une importance est donnée aux bas-reliefs qui illustrent différents métiers.

*Bourse du travail
- Direction
des Archives
municipales
de Toulouse -
57Fi90*



*École Jules-Julien
- Direction
des Archives
municipales
de Toulouse -
57Fi113*



Les groupes scolaires et les écoles

Entre 1925 et 1935, la municipalité va mettre en chantier huit groupes scolaires qui se composent d'une école maternelle, avec des salles d'exercice, de repos, de propreté, une école des filles avec salle de repassage, une école de garçons avec ateliers de travaux pratiques. Il faut éduquer les enfants du peuple pour former une nouvelle classe ouvrière ouverte au progrès.

Les établissements les plus représentatifs sont Jules-Julien, l'école maternelle Jules-Ferry, le groupe Ernest Renan, La Juncasse...

Les bas-reliefs évoquent les jeux des petites filles qui jouent à la poupée avec des landaus et des garçons jouant au ballon, aux quilles.

Le Parc municipal d'Hygiène et des Sports et la piscine Alfred Nakache 1927-1934

« La devise que nous pourrions adopter pour cette œuvre est la suivante : air, eau, lumière, éléments indispensables pour lutter efficacement contre la maladie et donner au corps la robustesse et la grâce » (Étienne Billières, *Bulletin municipal*, 1931)

Jean Montariol imagine le Parc des Sports, la Piscine devenue Nakache, et offre aux Toulousains, au grand dam de certains, «une plage de luxe pour les pauvres». Malgré une campagne de presse qui s'oppose au projet jugé trop grandiose, la municipalité décide de construire un ensemble sportif complet : cours de tennis, terrain de basket-ball, fronton pour la pelote, terrains de boules et surtout un stadium, grand stade de compétition contenant un terrain de foot, des pistes d'athlétisme et de cyclisme entourées de tribunes

La piscine se compose d'un bassin d'été et d'un bassin d'hiver dessinés par Jean Montariol et Robert Armandary (le Minaret). La piscine d'été a été conçue comme une plage naturelle : l'eau affleure des bancs de sable fin ; une cascade coule d'une rocaille. Jean Montariol conçoit cet ensemble sportif sur l'Île du Ramier avec Robert Armandary. Le portique d'entrée surnommé le Minaret est dessiné par Robert Armandary.



Le Parc municipal
d'hygiène
et des sports-
Direction
des Archives
municipales
de Toulouse -
9Fi2536

La Bibliothèque Municipale, temple de la pensée 1928-1935

Jean Montariol suit les idées de son ami Le Corbusier, qui disait qu'apprendre était le bonheur gratuit de chaque jour, et imagine le temple de lecture et de savoir qu'est la Bibliothèque Municipale. Cette œuvre, majeure, moderne, intemporelle reste

aujourd'hui inégalée dans le patrimoine toulousain.

Le bâtiment « traduit les valeurs que la société attachait aux livres, au savoir, à sa dignité et à son importance dans le temps ».

Jean Montariol va donner la pleine mesure de son talent en dessinant l'édifice : le « palais rêvé des livres et des travailleurs ». On peut considérer la bibliothèque comme le chef-d'œuvre de Montariol.

L'ensemble se situe sur le site de l'ancien couvent des Carmélites et se compose de trois bâtiments reliés entre eux. Le premier est placé au fond d'une cour réservée à l'accueil, aux services, à l'administration. La façade ornée est inspirée de l'architecture classique, grande frise sculptée par Georges Vivent, porte d'entrée aux médaillons de bronze, les fontaines avec deux statues de Henry Parayre. Jean Montariol dessine aussi le mobilier de la bibliothèque.

*La bibliothèque
Municipale - Plan
en perspective
de la Bibliothèque
municipale
en 1929 -
crédit DR*



Bibliothèque municipale, perspective, 1929, J. Montariol



Un vaste hall s'ouvre par la porte de bronze. Ensuite viennent la salle de lecture et les magasins.

Le bâtiment le plus beau, le plus vaste est la salle de lecture 52 m de long, 20 m de large, 10 m de haut. La conception de cette salle a été guidée par une quête de lumière naturelle dont témoignent les grandes fenêtres cintrées des façades ainsi que les deux verrières et la coupole en béton translucide de l'espace central ornée de pavés de verre de couleur et éclairée par des lanterneaux, la menuiserie métallique s'articule autour d'une couronne de laurier symbole de gloire.

L'abondance du décor est décriée en 1932, par Pol Neveu, inspecteur général des Bibliothèques, qui reproche à Montariol de faire de ce lieu « un casino, un formidable bastringue, triomphe du boniment facile et de la grosse

parade pour le gogo ».

L'inauguration a lieu le 30 mars 1932 et la bibliothèque ouvre au public le 30 octobre.

Jean Montariol a fait appel de manière récurrente aux mêmes artistes pour la conception et l'exécution des programmes décoratifs des édifices dont il a la charge. Le peintre Édouard Bouillière (1900-1967) décore ainsi les groupes scolaires de la Juncasse et de Rangueil ; le sculpteur Henry Parayre (1879-1970) est en charge des groupes sculptés du parc municipal des sports et de l'ensemble HBM du Grand-Rond. Pour la réalisation des décors de la bibliothèque, s'ajoutent à ces deux artistes l'ébéniste Maurice Alet (1874-1967), le sculpteur Georges Vivent (1871-1949), le peintre Marc Saint-Saëns (1903-1979), le maître verrier André Rapp (1903-1979) et

le sculpteur Sylvestre Clerc (1892-1958). Tous appartiennent à la Société des Artistes Méridionaux (SAM) qui, créée à Toulouse en 1906, rassemble artistes et artisans toulousains.

Edifices existants à Toulouse

La liste dressée n'est pas exhaustive, elle recense les principales œuvres de Jean Montariol.

- Aménagement des Abattoirs, 76 allées Charles-de-Fitte
- Bains-Douches (transformé en hôtel) 4 rue du pont de Guilheméry
- Bains-Douches et lavoir de Bonnefoy, 13 rue du Professeur Pujos
- Bains-Douches (transformé en mairie annexe), 20 place Roguet
- Bibliothèque d'Études et du Patrimoine, 1 rue du Périgord
- Bourse du Travail, 19 place Saint-Sernin
- Cité-Jardin de Croix Daurade, rue Bertillon
- Cité-Jardin de Croix de Pierre, rue Bourthoumieux, rue des Graviers
- Cité-Jardin de Fontaine-Lestang, rue Gamelin, rue des Turrez
- Cité-Jardin de la Juncasse, rue Louis Plana
- Cité-Jardin de Limayrac, rue Cambigue, Jouret, Limayrac, Raynaud
- Cité-Jardin du Nord, avenue de Fronton
- Cité-Jardin du Pont des Demoiselles, avenue de Lespinet
- École maternelle Jean Chaubet, 4 place Victor Basch
- École élémentaire Fabre, 7, 9 rue St Rémézy,
- Groupe scolaire Jules-Ferry, 3rue Jules Ferry, 109 avenue de Fronton
- Groupe scolaire Jules Julien, 11 avenue des Écoles Jules Julien
- Groupe scolaire de la Juncasse, 131, 133, 135 rue Louis Plana
- Groupe scolaire de Fontaine-Lestang, 56 rue Gamelin,
- Groupe scolaire Ernest Renan, 3,5 chemin d'Audibert, place des Trois-Cocus
- HBM Bourrasol, 105 allées Charles-de-Fitte
- HBM Cité des Cheminots, 4, 23 rue Jean-Aicard
- HBM du Parc du Calvaire, 159, 165 rue du Férétra,
- HBM de la Laque, 14 rue de la Laque
- HBM Saint-Roch, 111 rue Saint-Roch
- Kiosque à musique, place Marius Pinel
- Kiosques des artisans, allées du Président Roosevelt, Boulevard de Strasbourg
- Monument du Souvenir de l'école Jean Chaubet, 118 avenue Camille Pujol
- Parc Municipal des Sports, île du Ramier
- Piscine municipale, esplanade Georges Vallerey
- Régie Municipale d'Électricité – atelier de réparation, 19 avenue du Grand Ramier
- Salle des Fêtes Jean Mermoz, 7 allées Gabriel Biénès
- Service des Eaux, 28 chemins des Étroits
- Stadium, 1 allées Gabriel Biénès
- Bâtiments démolis :
- Coopérative de meunerie agricole à Muret
- École maternelle de Ginestous
- École maternelle à Muret
- Fourneaux économiques, place Dupuy
- Groupe scolaire à Verfeil
- Hôtel rue Denfert-Rochereau et rue Bonrepos
- Immeuble, 34 rue Roquelaine
- Restaurant La Poule d'Or, Place Wilson et rue des Trois-Journées
- Salle des fêtes à Muret
- Salle de réunion et foyer populaire à Muret

À travers ces édifices sont concrétisés les objectifs de la municipalité : progrès sociaux, élévation du niveau de vie et des connaissances intellectuelles des classes défavorisées, épanouissement du corps et de l'esprit. L'hygiène du corps et de l'esprit est le leitmotiv qui pousse la mairie dans ses projets humanistes. Jean Montariol soutiendra cette approche grâce à son état d'esprit et son talent architectural. Même si l'artiste n'est pas forcément connu à l'heure actuelle, ses œuvres sont célèbres et toujours admirées par les passants.

(1) : terme emprunté à Geneviève Furnémont

SOURCES

<https://www.archives.toulouse.fr>

https://actu.fr/occitanie/toulouse_31555/montariol-larchitecte-toulousain-de-lentre-deux-guerres_3701938.html

<https://www.pss-archi.eu/architecte/1827>

<https://gw.geneanet.org/montariol>

<http://journals.openedition.org/insitu/14840> ; DOI : 10.4000/insitu.14840

Agorha : Montariol, Jean (24/11/1892 - 22/07/1966) (inha.fr) Montariol, Jean (24/11/1892 - 22/07/1966) (inha.fr) Biographie rédigée par Marie-Laure Crosnier Leconte

Bulletin municipal, p. 941, séance du conseil municipal du 31 décembre 1931 (archives municipales (AM) de Toulouse, PO1/1931-12).

Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse

Midi socialiste 14/10/1925 et 27/06/1939

Patrimoines-midipyrenées.fr

Laura Girard – In Situ n°32 – Revue des patrimoines 2017 - Jean Montariol et les artistes toulousains pour une histoire matérielle et sociale de la collaboration entre architecte et artistes dans l'entre-deux-guerres

Rémi Papillault (directeur), Laura Girard et Jean-Loup Marfaing, *Guide d'architecture du XX^e siècle en Midi toulousain*, Collection Architectures, Presses Universitaires du Midi, 2016, 239 pages
BQH n° 64 - Les cités-jardins

Acte de mariage n°675 de Joseph Augustin MONTARIOL et Élise Paule BASTOUIL, dressé le 15 juillet 1914 à Toulouse.

Acte de mariage n°484 de Jean MONTARIOL et Suzanne Marcelle YOUNET, dressé le 27 avril 1935 à Toulouse.

Acte de décès n°550 dressé le 20 août 1955 à Paris VIII

Geneviève Furnémont, *Jean Montariol, architecte humaniste*, Toulouse, Terrefort, 2018, 20 pages

Geneviève Furnémont, *L'Art Déco*, conférences université du Temps Libre, 2021

Laure Krispin et Louise Emmanuelle Friquart, textes, Adelaïde Maisonabe, photographies, *Toulouse, 250 ans d'urbanisme & d'architecture publique*, Toulouse, Privat, 2008, 127 pages

Les artistes de la Bibliothèque municipale de Toulouse, 1935 - exposition présentée par la Bibliothèque d'étude et du Patrimoine à l'occasion du centenaire de la Société des Artistes Méridionaux, imprimerie Ménard, Toulouse, 2005, 83 pages

Une enquête policière et judiciaire sous l'Occupation dans le Luchonnais

par Annie Thomas

Dans un article précédent de notre revue, nous avons présenté la constitution du maquis éphémère d'Esténos dans le Comminges, l'arrestation musclée de Jean Bertrand, Jean Castagnet et Robert Caussat et leur lourde condamnation par la section spéciale de la cour d'appel de Toulouse le 17 mars 1944. Robert Caussat, à son retour de Dachau, devint après-guerre une figure blagnacaise et un des fondateurs de notre association.

Le chef du maquis, Pierre Guerre, commerçant à Bagnères-de-Luchon, fut condamné par contumace, car il réussit à s'échapper et à fuir en Espagne. L'enquête policière*



Barrage et refuge
du Portillon
- Wikipédia

et judiciaire très fouillée qui aboutit à leur condamnation comporte un volet luchonnais entre recherches d'explosifs dans le cirque du Lys et en lien avec la centrale du Portillon, traque de ceux qui ont fourni une fausse carte d'identité à Robert Caussat et bien sûr recherche effrénée de Pierre Guerre. C'est ce volet que nous allons traiter ainsi que le portrait de cet homme engagé passé en Espagne puis au Maroc où il s'engage dans les

Forces françaises libres au sein de la deuxième DB. Il incarne ainsi un des volets héroïques de la Résistance.

UN MAQUIS ÉPHÉMÈRE ET UN CAMBRIOLAGE QUI TOURNE MAL : RAPPEL DES FAITS

Tout commence à Esténos au petit matin du 15 mars 1943 quand l'institutrice du village arrive pour prendre sa classe. Elle s'aperçoit que la mairie et son appartement ont été cambriolés. Des armes ont été volées ainsi que des bons d'alimentation, de la nourriture... La police et la justice interviennent immédiatement et trois suspects Jean Bertrand, Jean Castagnet et Robert Caussat sont arrêtés par les gendarmes à l'ouest de Cierp-Gaud après une course poursuite de plusieurs heures. Incarcérés immédiatement à la prison de Saint-Gaudens, ils sont interrogés longuement et les documents et papiers en leur possession passés au crible.

L'enquête montre que trois autres hommes ont pu s'enfuir. Ils faisaient partie du commando dirigé par Pierre Guerre épicier à Luchon. Ils appartenaient pour la plupart aux FTP (francs-tireurs partisans) proches du Parti communiste et étaient membres des Jeunesses communistes avant-guerre. Ils sont victimes de la féroce répression anticomuniste de Vichy et des Allemands dans ce début d'année 1943 qui voit la naissance des maquis dans notre région. Le commissaire Fournera et son adjoint l'inspecteur Mouly de la 8e brigade de sûreté de Toulouse sont chargés de l'enquête ainsi que les juges Liouis et Théodaly du tribunal de 1ère instance de Saint-Gaudens.

LUCHON SOUS LE REGARD DE VICHY ET DES OCCUPANTS

Lors de son arrestation, Robert Caussat est en possession d'une fausse carte d'identité mais avec le vrai tampon de la mairie de Luchon. Quelques jours plus tard, la police découvre à quelques mètres de la grange qui servait de QG aux maquisards une caisse remplie d'armes et d'explosifs de la EGHP Luchon, une entreprise de grands travaux hydrauliques dont le siège social est à Luchon. L'entreprise intervient au même moment sur les grands travaux d'aménagement en lien avec le barrage et la centrale de Portillon ouverts en 1941 et en particulier au lac Bleu.

Par ailleurs, très vite, les interrogatoires des accusés, des voisins et des protagonistes font émerger le rôle de Pierre Guerre et de sa grande famille élargie, en particulier du côté de sa femme Isabelle Guerre née Martin en Espagne.



Paquets d'explosifs cachés dans la montagne. Dossier de la Gendarmerie. AD 31

LUCHON : UNE VILLE TRÈS SURVEILLÉE ET STRATÉGIQUE POUR LES ALLEMANDS COMME POUR LA RÉSISTANCE

Luchon et le Comminges sont sous le feu des projecteurs des troupes d'occupation, car ils se trouvent dans la zone réservée pyrénéenne sous contrôle allemand. Une zone particulièrement surveillée où tous les habitants doivent posséder une carte d'identité spéciale et où tout déplacement est subordonné à un sauf-conduit. La célèbre ville thermale est située au cœur des Pyrénées, au pied



*Les thermes Chambert à Luchon
Photo Père Igor
Wikipédia.*

des plus hauts sommets de la chaîne et avec la frontière espagnole en ligne de mire. Elle fut durant l'occupation le siège de la Grenzpolizei (la police des frontières au sein de la Gestapo) à la villa Raphaël de novembre 1942 à août 1944. Karl-Heinz Müller en fut le premier chef de novembre 1942 à mars 1943 avant de devenir chef de la section anti-juive de Toulouse. Les vieux Luchonnais expliquent que la villa avait été choisie en raison de son éloignement de l'agglomération. Ainsi personne n'entendait les hurlements de douleur et les cris de terreur des prisonniers. La mission de la Grenzpolizie et de ses SS est de traquer tous ceux voulant passer en Espagne : les Juifs de toute nationalité, ceux qui souhaitaient s'engager dans les Forces Françaises Libres, les Résistants, les soldats et pilotes alliés venant d'effectuer une mission en France, les réfractaires au STO comme Jean Castagnet, un des condamnés du maquis d'Esténos.

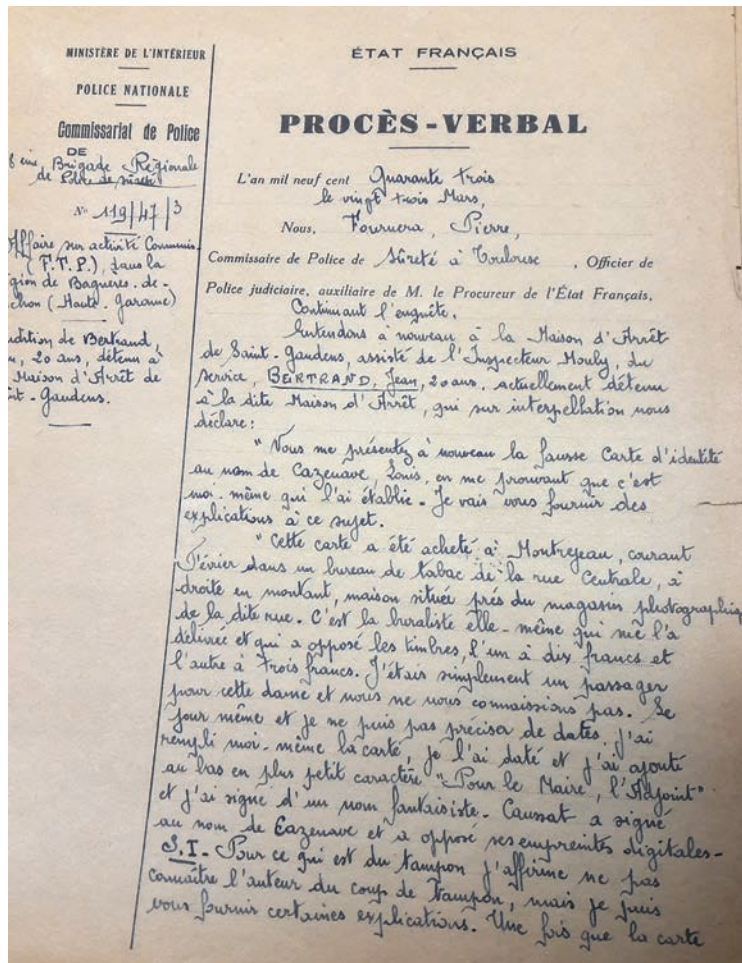
Villa Raphaël
à Luchon -
Ajpn.org



Plaque en
hommage
aux passeurs
Ax-les-Thermes
- Photo F. Bellin



Procès-verbal
d'interrogatoire de
Jean Bertrand
le 23 mars 1943
par le commissaire
Fournera. AD



Nombre des chemins de la Liberté menant à l'Espagne passaient par Luchon et la haute montagne qui l'entoure. Le caractère hautement stratégique de la frontière et de son contrôle est évident au fil des interrogatoires et des rapports. Les historiens, tout en débattant sur le chiffre réel difficile à connaître, estiment qu'environ 60 000 personnes passèrent en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale. La péninsule ibérique restait la seule porte de sortie terrestre à l'ouest du continent dans une Europe occupée très majoritairement par les Nazis. De ce fait, la Résistance évita dans cette zone les actions violentes, pour ne pas obérer la sécurité des passages clandestins et éviter l'envoi d'effectifs allemands plus importants. Les autorités d'occupation et Vichy usèrent d'autres armes pour combattre la Résistance en particulier les dénonciations et la surveillance de groupes ou de personnalités jugées menaçantes. Deux points que l'on voit à l'œuvre dans l'affaire d'Esténois.

UNE CARTE D'IDENTITÉ LOUCHE

Lorsqu'il est arrêté, Robert Causat porte sur lui une carte d'identité au nom de Cazenave Louis et portant une photo de lui-même avec des lunettes. Lors de son interrogatoire le 22 mars à la prison de Saint-Gaudens, il raconte être allé chez un photographe à Montrejeau après avoir mis des lunettes. Il est allé retirer les photos trois jours après et les a remises à un cheminot dans sa motrice, vraisemblablement à la gare de Saléchan, avec le mot de code : « Connais-tu Alexandre ? ». Jean Bertrand interrogé le lendemain confirme et infirme la ver-

sion de Robert Caussat. C'est lui-même qui est allé acheter les timbres fiscaux de 10 f et 3 f chez la buraliste de Montréjeau. Ce même jour, il a daté la carte et a signé d'un nom fantaisiste sous la mention « Pour le maire l'adjoint ». Caussat a signé Cazenave et a apposé ses empreintes digitales. Jean Bertrand affirme qu'il ne connaît pas l'auteur du coup de tampon de la mairie de Luchon mais que Guerre a pris la carte et s'est chargé du tampon. Quant aux allégations de Caussat sur les photos et le cheminot, il les réfute absolument : « c'est de la pure invention de Caussat ».

31

L'INSPECTEUR MOULY ENQUÊTE À LUCHON

L'enquête de l'inspecteur Mouly à Bagnères-de-Luchon poursuit deux cibles : qui a utilisé le tampon de la mairie et où se trouve Pierre Guerre ? Il veut savoir qui savait quoi et utilise tous les procédés possibles.

Ainsi Georges Bernard est interrogé le 1er avril 1943 sur les bases d'une déclaration qu'il aurait faite au café Mias (en fait de la Paix) sur « les dires d'une connaissance qui avait assisté à une réunion de Pierre Guerre et de plusieurs individus en vue d'un départ dans la montagne ». Interrogé sur cette assertion rapportée à la police, Georges Bernard reconnaît les faits et raconte la scène. Se trouvent, selon lui, au café Mias M. Mias lui-même, le notaire Comet, le marchand de bois Haurillon, le marchand de primeurs Ayvazoff et le secrétaire de mairie Samson en train de prendre l'apéritif à midi. Il indique que l'un de ces messieurs déclare que Guerre a dû passer la veille en Espagne, que la décision a été prise dans le couloir de la maison qu'il habite et qu'il y a vu celui qui l'a fait passer en Espagne revenir complètement fourbu. À la question de l'inspecteur sur celui qui a fait cette déclaration, Georges Bertrand répond : « il s'agit de Samson ».

Ce même 1^{er} avril l'inspecteur Mouly interroge Jean Fave, un guide en montagne, objet de ses soupçons. Fave reconnaît connaître Guerre et avoir pris l'apéritif avec lui le dimanche 14 mars entre 18 h et 19 h. S'il était fourbu le mardi 16 mars (date supposée par la police du passage de Guerre en Espagne), c'est parce qu'il s'est rendu dans une petite métairie de sa famille à 12 km de la frontière pour y travailler. Il reconnaît être passé chez Mme Guerre le mardi soir et chez leur voisine M^{elle} Fourment mais c'est parce qu'il a des relations amicales avec ce petit monde. Et il assène un argument massue, « le poste fixe de gendarmerie sur la route de la métairie m'a contrôlé ».

Toujours le 1^{er} avril, interrogatoire de Georges Samson, secrétaire général de la mairie de Luchon par Mouly. Poste sensible s'il en est ! On lui rapporte les paroles de Georges Bernard sur ses déclarations au café de la Paix. Il réfute et dit qu'il n'est pas un témoin direct en faisant référence à ce que sa femme aurait vu dans le fameux couloir et lui aurait rapporté : « L'affaire Guerre faisant l'objet de toutes les conversations, des supputations, suppositions, je ne sais rien ainsi que ma femme ». Marguerite Samson évidemment est interrogée le lendemain 2 avril. Elle dit « des petits faits qui ne peuvent être que des coïncidences successives mais que nous avons interprété autrement ». « Par trois fois j'ai vu Fave fatigué et je me suis fait la réflexion qu'il aurait pu aider P. Guerre à s'enfuir. Mon mari a eu tort d'en parler avec des amis en public car ce ne sont que de simples suggestions ». Madame Samson « exécute » son mari mais lui sauve la mise. Tous les protagonistes de cet épisode à la Pagnol sont laissés en liberté provisoire.

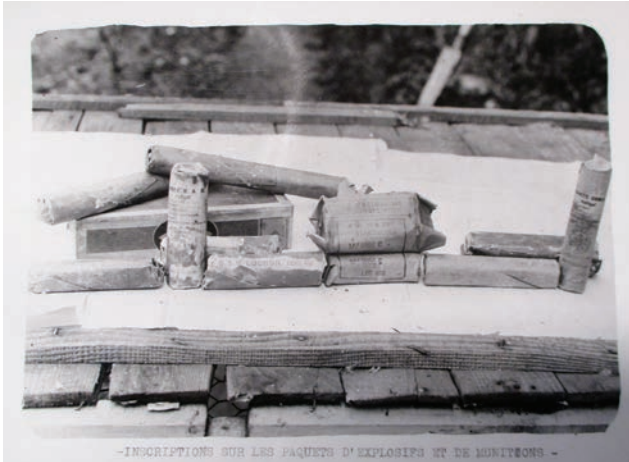
Dernier épisode, l'audition de Josette Dufour (veuve Cazaux) employée à la mairie le 27 avril. Elle certifie n'avoir jamais timbré une carte présentée par P. Guerre au nom de Cazenave. Cette carte n'existe pas dans le numéro d'ordre qu'elle tient à jour. Elle ne peut donner aucun renseignement aux forces de police.

Le mystère de la carte d'identité reste entier encore aujourd'hui !

UNE CAISSE EXPLOSIVE

Rappelons les faits. Quelques jours après l'arrestation des trois comparses, le commissaire Fournera et l'inspecteur Mouly perquisitionnent le 19 mars 1943 la grange à Cuhéreich qui a servi de QG aux résistants. Ils y trouvent une lampe à acétylène typique des mineurs. En s'éloignant de quelques mètres, l'inspecteur Mouly découvre une caisse remplie d'explosifs dans une ruine. Elle contient 120 cartouches, 92 m de cordon Bickford, 1,5 kg de poudre noire, des armes et des munitions. L'identification des explosifs est immédiate car la dynamite provient de la société

*Inscription sur
les photos
d'explosifs et
de munitions.
Dossier
Gendarmerie
AD 31*



EGHP Luchon (entreprise des grands travaux hydrauliques). Elle était fabriquée à Paulilles dans les Pyrénées-Orientales dans l'usine Nobel et dûment numérotée et datée comme en attestent les photos du dossier de la gendarmerie conservé aux AD 31.

EGHP Luchon (entreprise des grands travaux hydrauliques). Elle était fabriquée à Paulilles dans les Pyrénées-Orientales dans l'usine Nobel et dûment numérotée et datée comme en attestent les photos du dossier de la gendarmerie conservé aux AD 31.

UNE PÉRIODE DE GRANDS TRAVAUX HYDRAULIQUES

Malgré la guerre puis l'occupation, les grands travaux d'aménagement du système hydraulique de la vallée du Lys et de la vallée de la Pique se poursuivent. Ils avaient démarré dès 1918 avec les ouvrages de la Pique Inférieure, puis en 1919 avec la

*Carte des vingt
jours d'un
touriste au pays
de Luchon par
Stephen
Liégeois*



Pique supérieure et le lac d'Oô et en 1928 Mousquères. Durant l'Occupation, en 1941, la centrale du Portillon avait été mise en service avec une hauteur de chute de 1420 m, la plus haute de France. En 1943, les travaux se poursuivent à la station de pompage de Prat-Long à 2232 m. Elle devait pomper l'eau du lac Bleu vers le lac du Portillon. La station sera mise en service en 1946.

C'est de ce chantier précisément que provient la dynamite découverte à Cuhéreich. Comme on le comprend facilement, ce type de produit était particulièrement suivi par les autorités de Vichy et par les occupants. Après-guerre, nous apprendrons que les explosifs du chantier du Portillon servirent à saboter le réseau de chemin de fer lors des combats de la Libération notamment à Loures-Barousse à hauteur des fours à chaux.

Après-guerre, toujours, nous saurons que de nombreux fugitifs déguisés en ouvriers et sous la conduite d'ouvriers passeurs empruntaient le monte-charge qui part de

la vallée du Lys pour atteindre les chantiers du Portillon. Les passeurs les guidaient ensuite sur le chemin de ronde qui mène au Port-vieux et les dirigeaient vers la frontière espagnole. Des centaines de personnes passèrent vers l'Espagne dont Jean Haffner qui s' enrôla dans les FFL et participa à la libération de la France. Dans son blog, Pierre Haffner, son neveu, évoque son évasion et rend hommage à ces passeurs du Portillon.

Un matériau sous haute surveillance, une zone frontière à protéger à tout prix, de forts soupçons, il n'en fallait pas plus pour déclencher une vague d'interrogatoires y compris jusqu'au lac Bleu par les policiers et les juges en charge de l'affaire.

PIERRE GUERRE ET SA PARENTÈLE IMPLIQUÉS

Pratiquement tous les membres de la grande famille de la femme de Pierre Guerre, Isabelle née Martin en Espagne, sont visés par les enquêtes de la police et de la justice. Le frère d'Isabelle, Vincent, a trouvé le contact qui a prêté la grange de Cuhéreich.

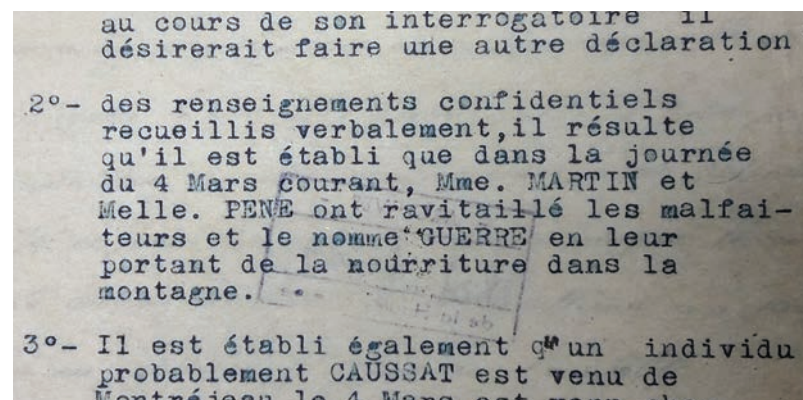


Photo de Vincent Martin. Dossier de la gendarmerie AD 31

La femme de Vincent, Marguerite née Pène et sa jeune sœur Georgette Pène, ont ravitaillé les maquisards et les ont accompagnés ou accueillis dans les différentes gares du secteur. Et surtout le père de Marguerite et de Georgette, Paul Pène, est garde-poudrière au lac Bleu. Il est immédiatement l'objet de soupçons ainsi que sa femme Adèle.

Enfin, Pierre Guerre en tant qu'épicier ravitaillait le chantier du lac Bleu. On le voit, de multiples connexions menaient les policiers vers lui et sa parentèle élargie. Nous vous proposons à la suite de cet article un portrait de cet homme engagé.

Interrogatoire de Balestas, rapport du gendarme Augé de Cierp-Gaud



PAUL ET ADÈLE PÈNE SOUS L'ŒIL DES ENQUÊTEURS

Paul Pène est garde-poudrière sur le chantier du lac Bleu d'où proviennent les explosifs retrouvés le 19 mars 1943 près de la cachette des maquisards. Sa maison d'Esténos est immédiatement perquisitionnée. On y retrouve deux lettres compromettantes et dans sa cave une caisse vide mais ayant contenu de la nitroglycérine. Dès le 20 mars, sa femme est auditionnée par le juge Théodoly à Esténos. Elle affirme que son mari n'a jamais amené de dynamite à la maison. Il a apporté la caisse à une date dont elle ne se souvient pas.

Les enquêteurs trouvent une lettre adressée à Adèle par Paul le 23 novembre 1942

Enveloppe
d'une lettre
adressée à
Adèle Pène
par Paul Pène.
PV de perquisition
AD 31



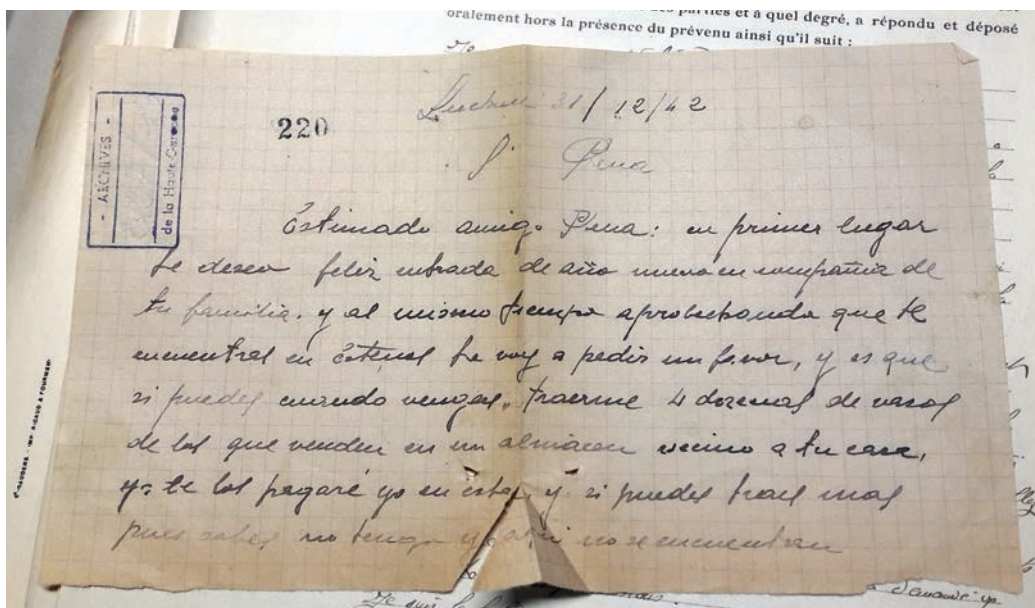
depuis la station de pompage et dont certains termes sont jugés troublants. Paul écrit : « Je te prie Georgette (sa fille Ndlr) de bien vouloir rentrer les caisses le plus tôt possible. Ne fais pas la commission par personne. Va toi-même soit par le train soit avec Dénartain (?) et veuillez m'écrire pour me dire que vous les avez toutes les trois ». Et aussi « Je te prie ma fille de ne rien dire à des étrangers, ne

parle pas de la guerre en m'écrivant. Le Préfet de la Haute-Garonne fait appeler tous les étrangers ». Sommée de s'expliquer, son épouse indique que les caisses ne contenaient que des clous et des vêtements.

Une autre lettre du 31 décembre 1942 est retrouvée dont les termes et la langue utilisée, l'espagnol, attire l'œil des enquêteurs. On connaît la place des Républicains espagnols dans la Résistance. « Cher ami Pena, d'abord te souhaiter une bonne année en compagnie de ta famille. Et puis-je te demander un service. Me ramener quand tu reviens 4 douzaines, de ceux qui se vendent dans un magasin proche de chez toi. Je te les paierai. Tu sais où me trouver et là je serai » signé R Barcena. Des termes équivoques pour la police !

Adèle Pène, pour finir, indique que son mari est descendu de la vallée du Lys le

Billet
en espagnol
trouvé
au domicile
des Pène.
PV de
perquisition
AD 31



1^{er} janvier 1943 puis le 13 février. Dates importantes pour le suivi des explosifs. Le 23 mars 1943 Paul Pène est interrogé par le commissaire Fournera. Il indique qu'il est garde-poudrière depuis janvier. Auparavant il était terrassier au tunnel de la vallée du Lys. L'entreprise possède deux poudrières l'une au lac Bleu où il travaille et l'autre à la vallée du Lys. Il travaille avec son collègue David. C'est M. Porini qui tient la comptabilité des deux sortes de dynamite : la verte et la rouge mais, dit-il, les ouvriers se servent quand ils veulent. Il n'a constaté aucune disparition depuis qu'il est là. Il reconnaît avoir dit à sa femme et à ses enfants d'être prudents

dans leurs conversations et leur courrier. Oui, vers le mois de novembre 1942, il a fait parvenir trois caisses ayant contenu de la dynamite. L'une était remplie d'un pardessus, l'autre de linge sale et la dernière de linge sale et de clous. Il affirme n'avoir jamais été en contact avec P. Guerre même s'il sait que c'est lui qui ravitaillait la cantine du chantier.

UNE DÉBAUCHE D'INTERROGATOIRES DES PRINCIPAUX PROTAGONISTES

Dans la foulée, le commissaire Fournera interroge Pacifique Porini le chef mineur au lac Bleu. Il dirige les travaux de la galerie qui va du lac Bleu au lac de Graoues. Son percement se fait à l'aide de dynamite. Il déclare « quand j'en ai besoin je vais les chercher à la poudrière dont les deux gardiens sont Pène et David. Je me fais aider pour le transport par les ouvriers disponibles. J'ai la clef de la poudrière et je n'ai jamais constaté que la serrure ait été forcée ». Il signale que le 1 et 2 mars il a reçu deux envois de 325 à 350 g de dynamite. Il a constaté qu'il manquait dans une caisse un paquet de 25 cartouches de dynamite BAM. Il le signale. De même le 19 mars il s'aperçoit qu'une caisse n'est pas complète. Il donne à Fournera les dates de présence des salariés soupçonnés.

Jean David, l'autre garde-poudrière du lac Bleu, est interrogé le 25 mars par les inspecteurs Laussac et Nadaud à Moissac car il réside à Ladécorade. Il est soupçonné d'être le propriétaire de la lampe à acétylène retrouvée dans la grange des maquisards.

Par ailleurs il garde la poudrière avec Pène la nuit. Il évoque deux transports de caisses de cartouches à la station de pompage avec Pène fin février et début mars. « Ces caisses sont restées au tunnel et n'ont été acheminées à la poudrière par Pène et un autre ouvrier que le jour de mon départ le 4 mars ». Ce jour-là, il descend à la station de pompage et attend le directeur avec qui il prend la benne. À Luchon il fait différentes commissions pour lui et ses collègues y compris amener une lettre de Pène à Mme Guerre à l'épicerie. Il prend son train et arrive à Toulouse « il est fouillé comme tout le monde ». Il est à Moissac à 18 H.

On lui fait remarquer que la dynamite a été volée entre le 1^{er} et le 2 mars et qu'il est le seul à être redescendu. Il se défend en disant que tous les ouvriers avaient accès à la dynamite entreposée au tunnel et que certains sont redescendus à ce moment-là. Interrogé sur le fait qu'il n'avait pas remis sa lampe à sa place, il répond qu'il fait

comme tout le monde, parfois on ne remet pas sa lampe. La lampe trouvée n'est pas la sienne. Celle-ci est cachée à la cantine sous une table ou elle doit se trouver encore. Il réclame une visite domiciliaire chez lui. Elle sera effectuée et ne révélera



Lampe à acétylène trouvée dans la grange des maquisards. Rapport de gendarmerie AD 31

rien.

Procès-verbal
d'interrogatoire
de J. David
à Moissac.
Dossier de la
gendarmerie
AD 31.

compagnie du patron.
3°. Le vol des explosifs pourrait provenir aussi bien de la poudrière de la "Vallée du Lys" que de celle du "Lac Bleu".
4°. Avant d'être entreposées dans la poudrière, les caisses de dynamite restent parfois deux ou trois jours dans le tunnel, où tous les ouvriers ont accès. Ce fut le cas pour les deux derniers arrivages de fin Février et commencement Mars, où elles restèrent plusieurs jours.
5°. Dès que les explosifs sont dans la poudrière, ils sont un peu plus en sécurité, bien qu'il soit possible d'ouvrir la porte, la serrure de celle-ci fonctionnant mal. J'en ai d'ailleurs fait la remarque à PENE et à M. PORINI, chef de chantier du "Lac Bleu".
6°. Il arrive parfois que sur ordre de M. PORINI, nous laissons des caisses de dynamite dans l'ancienne forge qui est contiguë à notre chambre à coucher. A cet endroit tous les ouvriers ont accès.
7°. Je signale en outre le fait suivant: M. PORINI envoie quelques fois des ouvriers seuls prendre des explosifs.
8°. J'attire à nouveau votre attention sur ma précédente

LE JUGE THÉODALY AU LAC BLEU POUR DES INTERROGATOIRES

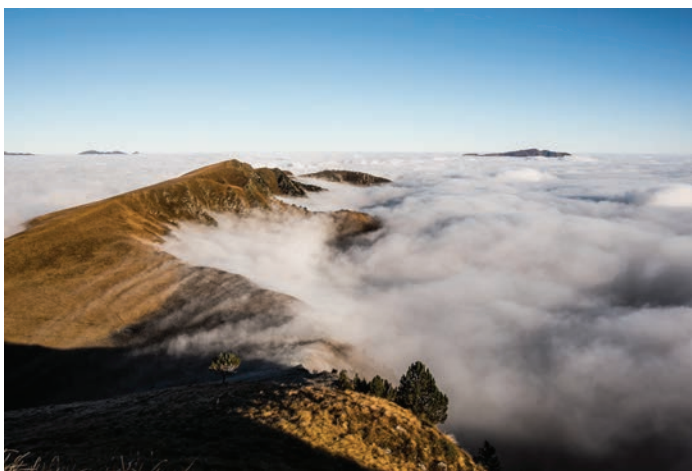
Non satisfait des recherches menées en plaine, le juge Théodaly du tribunal de 1ère instance de Saint-Gaudens décide de se transporter au lac Bleu pour y mener différents interrogatoires en compagnie de son greffier Castex le 21 avril 1943. Il y rencontre d'abord le directeur de la EGHP Albert Gruget, qui explique le cheminement de la dynamite. Elle arrive en gare de Luchon dans des caisses qui doivent contenir 25 kg d'explosif pour la BAM et 20 kg pour l'ablonite. Jusqu'en 1940-41, les caisses arrivaient cerclées et plombées. Ce n'est plus toujours le cas et on constate que beaucoup arrivent désunies et qu'il faut les reconstituer. De plus, les paquets ne contiennent plus uniformément 25 cartouches qui ne pèsent plus le même poids. Le directeur a signalé le fait à la maison Nobel. On vérifie quelques caisses au hasard à la gare, puis on les charge immédiatement dans un camion qui les amène à la poudrière du Lys. Là, un magasinier réceptionne et un ou deux ouvriers la gardent jour et nuit. Les explosifs pour les chantiers dans la montagne sont demandés par téléphone et le magasinier et son aide les transportent au funiculaire. Déchargés à la station de pompage, ils sont transportés par galerie jusqu'au chantier. Il indique qu'une caisse non vérifiée à la gare l'a été par Porini au lac Bleu le 19 mars. Il s'aperçoit que des cartouches manquent et le signale au directeur le 22 mars lors de sa visite.

Dans la foulée, interrogatoire de Pierre Tranvouez, artificier à la vallée du Lys, qui confirme sa surveillance de la poudrière nuit et jour en compagnie de son camarade Robert Lacaze. Ils n'ouvrent jamais les caisses mais elles arrivent parfois éventrées. Il n'a jamais pris de dynamite et n'en a donné à personne. Pacifique Porini le chef mineur présent ce jour-là confirme son interrogatoire par Fournera. Il rajoute qu'il est descendu du chantier le 6 février et est allé voir sa femme à Toulouse. Il est revenu le jeudi 4 mars. Il connaît le magasin Guerre à Luchon mais pas P. Guerre. Les interrogatoires et la visite au lac Bleu ont mis en évidence la difficulté de trouver celui ou ceux qui ont fourni la dynamite aux maquisards. Malgré des dates sûres et des procédures établies, le nombre de personnes autorisées à transporter et manipuler de la dynamite est extrêmement élevé. Le coupable court toujours !

En conclusion, à travers les deux articles consacrés au maquis d'Esténo (revue 64 et revue 65), nous avons voulu explorer en profondeur une enquête policière et judiciaire sous l'Occupation à partir de nouveaux documents disponibles aux Archives départementales de la Haute-Garonne.

Vichy et les occupants allemands avaient mis en place une mécanique de contrôle

et de répression implacable. La femme de Pierre Guerre, Isabelle, sera enfermée au camp de Brens dans le Tarn. Notre objectif est de rendre visibles les différentes procédures auxquelles ont recours la police et la justice de Vichy dans le cadre d'un pseudo État de droit. Mais il est aussi de montrer les multiples solidarités familiales, amicales ou professionnelles qui ont permis à la Résistance de se développer et de prospérer dans cette zone de moyenne et haute montagne.



*Le chemin
des crêtes
entre la France
et l'Espagne
au-dessus du
Portillon.
[www.rando-
marche.fr](http://www.rando-marche.fr)*

*Bagnères-de-Luchon est également nommée Luchon par métonymie.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Archives départementales de la Haute-Garonne

Fonds du cabinet du préfet régional : M 1904

Fonds du service régional de police de sûreté : 5795 W 22/5795 W 23/ 5795 W 102/
5795 W 1260/5795 W 1290/5795 W 1293/ 5795 W 1968

Arnal André, *3 cantons Haut-Garonnais dans la Guerre*, Ed. Empreinte, 2018.

Charnay Annie, « Les sources de l'histoire de la seconde guerre mondiale aux archives départementales de la Haute-Garonne », *Annales du Midi*, Tome 104, N°199-200, 1992. les années quarante dans le Midi. pp. 483-499.

Estèbe Jean, *Toulouse 1940-1944*, Perrin 1996.

Goubet Michel et Debauges Paul, *Histoire de la Résistance Haute-Garonne*, Milan 1986.

Souriac René (sous la direction) *Comminges et Nébouzan* Tome II, Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion 1984. Page 776 *La Résistance en Comminges*, Émilienne Eychenne.

Thomas Ferrer, *Passeurs et évadés dans les Pyrénées- Franchir la frontière franco-espagnole durant la Seconde Guerre mondiale*, Cairn éditions 2018.

Michel Catala, « L'exil français en Espagne pendant la Seconde Guerre mondiale 1940-1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* Année 2002.

<https://blogs.mediapart.fr/pierre-haffner/blog/170720/souvenirs-familiaux-de-luchon-et-d-ailleurs>

Site : Association pour l'Histoire de l'Administration des Douanes <https://histoire-de-la-douane.org/pyrenees-sans-ausweis/>

Mes remerciements toujours renouvelés à Didier Chapuy pour les recherches généalogiques et à André Arnal pour tous les apports historiques et les contacts.

Pierre Guerre

Le parcours d'un résistant

des maquis de Haute-Garonne à la deuxième DB du Général Leclerc

par *André Arnal et Annie Thomas*

Lorsqu'il meurt le 27 janvier 1978, à l'âge de 64 ans, les hommages sont unanimes pour celui que tous les Luchonnais considèrent « comme un homme droit, honnête et dévoué aux nobles causes » (La Dépêche du Midi). Malgré une tempête de neige, symbolique de toutes les tempêtes vécues, une foule nombreuse l'a accompagné à sa dernière demeure.

LE SOUTIEN AUX RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS

Pierre Guerre n'avait pas attendu la guerre pour être un militant communiste engagé. Alors qu'il avait à peine 19 ans, en 1933, il adhère au Parti Communiste et crée la section de Luchon. Ses premiers actes de bravoure datent du début de la



*Pierre Guerre
en uniforme de
la deuxième DB
- Collection
Roland Guerre*

guerre d'Espagne. Son fils Roland Guerre se souvient que son père lui avait parlé d'une livraison de moutons sur les allées d'Etigny à Luchon (1000/2000 têtes) remis aux bergers Républicains espagnols.

Pierre Guerre condamne la politique de non-intervention du gouvernement français et aide activement les Républicains. Ainsi, il est arrêté le 17 avril 1937 et condamné pour avoir tenté de faire passer six volontaires étrangers (quatre Italiens, un Serbe et un Bulgare) souhaitant combattre en Espagne alors en pleine guerre civile. Les autres membres du groupe sont le guide Augustin Balthazar, l'intermédiaire à Luchon René Bordes et l'intermédiaire à Toulouse Jules Sahugnette. Leur procès ne traîne pas. Il a lieu le 20 mai 1937. Les Luchonnais sont condamnés à 1 mois avec sursis, Sahugnette

à 2 mois et les 6 volontaires à 1 mois ferme. De nombreuses manifestations de soutien en leur faveur voient le jour.

La Voix des travailleurs (journal du parti communiste) dont il est le correspondant local fait part le 30 avril 1937 d'une réunion de 500 personnes à Luchon présidée par Sabathé (PS). Ce soutien est renouvelé le 21 mai 1937 dans l'éditorial de Craste qui s'élève contre « les poursuites odieuses et ridicules des quatre de Luchon, soutenus par toute la population PS, PC, républicains modérés ».

Enfin le journal *Le Midi Socialiste* sous la signature d'H. Denard s'élève contre l'arrestation arbitraire de Pierre Guerre. Il indique qu'il s'agit d'une dénonciation anonyme et il accuse les gendarmes de violences envers Guerre empêché d'embrasser

son enfant avant d'être transféré à la prison de Saint-Gaudens. L'article traite les militaires de « Croix de feu » (une ligue d'extrême-droite), demande la libération de Guerre et en appelle à une enquête sur les fonctionnaires hostiles au Front Populaire français et au Frente Popular espagnol. Les articles de journaux reflètent un climat politique très tendu entre partisans et opposants de la République espagnole, militants de gauche et de droite.

Les condamnés français seront finalement amnistiés par un décret du Président de la République du 14 octobre 1937. L'année suivante, en 1938, Pierre Guerre est remarqué par un dirigeant du Parti Communiste pour devenir un cadre dans la région de Saint-Gaudens (le parti manquait cruellement de cadres à cette époque). Son engagement dans la Résistance coule de source.

ECOUTONS PIERRE GUERRE ÉVOQUER LE CAMBRIOLAGE DE LA MAIRIE D'ESTÉNOS ET SON PASSAGE EN ESPAGNE

« Sur une action décidée pour récupérer des armes entreposées à la mairie d'Esténos, nous fûmes, le lendemain, pourchassés. Nous décidâmes de scinder le groupe d'autant plus que deux camarades isolés dans la montagne devaient être récupérés et ignoraient le danger couru. Nous décidons de laisser les armes près de la cabane qui nous servait de refuge et elles furent vraisemblablement récupérées par les forces de police.

Personnellement, je décidais d'amener mon groupe sur Luchon où je savais trouver refuge. Estimant qu'il était difficile de se regrouper, certains camarades passèrent immédiatement en Espagne pour rejoindre les FFL (Forces Françaises Libres NDLR). Je restais quelque temps à Luchon pour faire délivrer nos camarades (Caussat, Bertrand et Castagnet) dont j'avais appris l'arrestation et l'internement à la prison de Saint-Gaudens.

Traqué et véritablement recherché par les Allemands et désireux de poursuivre le combat, je passais quelque temps après en Espagne où je fus incarcéré à la prison de Barbastro (Haut-Aragon ndlr). Je rejoignis par la suite les FFL et les Corps-Francis d'Afrique avec lesquels je fus incorporé à la Deuxième DB (64ème RADB), après l'avoir choisie. Je participai à toutes les campagnes (Normandie, Libération de Paris, Vosges, Alsace, Allemagne) ».

Cette lettre de la main de Pierre Guerre écrite à Luchon et datée du 21 février 1964 se trouve dans le dossier militaire de Robert Caussat au Service historique de la Défense à Vincennes. Elle est adressée aux autorités militaires, car Caussat, à l'époque, devait reconstituer son dossier personnel pour bénéficier du statut de DIR (déporté interné résistant). On sait peu combien ce fut compliqué pour les Résistants de faire valoir leurs droits. Pierre Guerre n'hésita pas à soutenir son ancien camarade dans cette lettre qui reste un formidable témoignage.

SON ACTE D'ENGAGEMENT POUR LA DURÉE DE LA GUERRE À CASABLANCA

Son dossier militaire conservé au service historique de la Défense à Vincennes nous permet de reconstituer son parcours et son engagement. Il était né le 8 mars 1913 à Luchon de Jean et Anna Bergès. Il était commerçant et marié à cette époque à Isabelle Martin depuis le 4 avril 1934. Ils avaient un enfant Jean-Claude. Dans son acte d'engagement, il donne l'adresse de sa femme, rue de l'hôtel de ville n° 5 à Luchon (Haute-Garonne) et celle de son père rue Carnot n° 28 à Luchon.

Les différents documents nous apprennent qu'il s'évade de France et arrive en Espagne le 28 avril 1943. Il est au Maroc le 30 juin 1943 après être passé par le Portugal. Il s'engage, le lendemain, le 1er juillet 1943, dans le Corps-Franc d'Afrique

à Casablanca. Il a 30 ans. Un certificat délivré le 5 juillet par le médecin commandant Fournier constate qu'il est apte au service armé. Sa fiche signalétique précise qu'il a les cheveux châtons, les yeux verts, le front large, le nez droit et un visage ovale. Il mesure 1,72 m.

Acte d'engagement
de Pierre Guerre
dans les Forces
Françaises Libres.
Service historique
de la Défense

COFFRES FRANCS
D'AFRIQUE
Place de Casablanca

7165
2^e classe

MODÈLE N° 4
Article 15 du décret
du 11 Avril 1928

N°
DU REGISTRE

ACTE D'ENGAGEMENT POUR LA DURÉE DE LA GUERRE

du nommé (2) GUERRE Pierre
pour le (3) CORPS FRANCO D'AFRIQUE

(1) Nom de l'Intendant militaire ou de l'officier suppléant, en ajoutant la localité où il est en fonctions.
(2) Nom et prénoms
(3) Indication du corps choisi par l'engagé.
(4) Nom, grade et qualité de l'officier signataire du certificat.
(5) Armé ou auxiliaire.
(6) Désignation du corps.
(7) Indication du jour, du mois et de l'année de la naissance en toutes lettres.

L'An mil neuf cent quarante ~~trois~~ le premier juillet
à _____ heures, s'est présenté devant Nous (1) Chef d'Escadron PISANI
Commandant les éléments du C.F.A. au Maroc
M (2) GUERRE Pierre
âgé de 30 ans exerçant la profession d' Commerçant
domicilié à Luchon
canton d' _____, département d' Hte Garonne
résidant à Casablanca canton d' _____, département d' MAROC
fils d' Jean et d' BERGES Anna
domiciliés à Luchon, canton d' _____, département H. G.

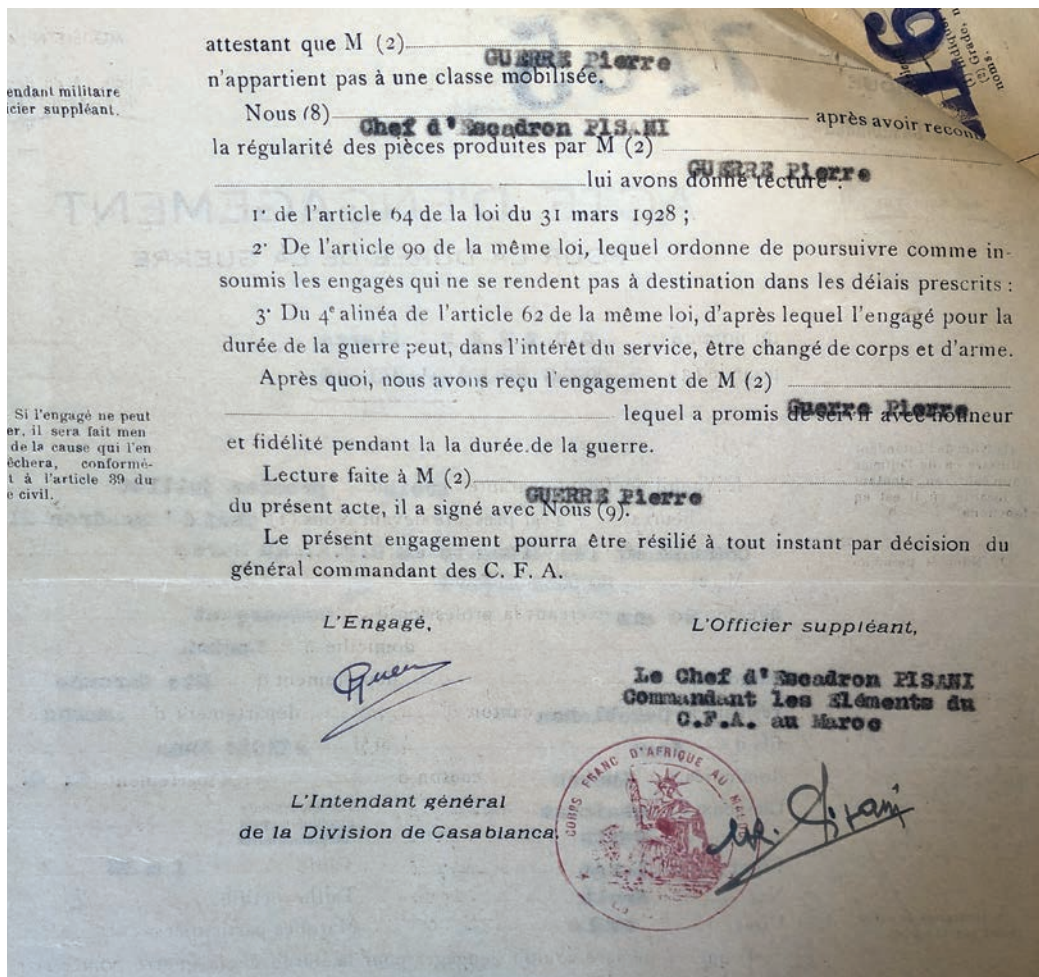
Cheveux châtons Renseignements physiologiques complémentaires }
Yeux verts }
Front large Taille 1 m 72
Nez droit Taille rectifiée _____
Visage ovale Marques particulières _____

Lequel a déclaré vouloir s'engager pour la durée de la guerre pour servir dans (3) le Corps Franco d'Afrique
A cet effet, M (2) GUERRE Pierre nous a présenté :
1° Un certificat délivré sous la date du cinq juillet
par (4) Monsieur le Médecin Commandant FOURNIER
et constatant que M (2) GUERRE Pierre
est apte au service (5) armé et qu'il réunit les conditions requises pour le (6) C.F.A. dans lequel il demande à servir ;
2° Son bulletin de naissance constatant qu'il est né le (7) huit mars mil neuf cent treize à Luchon
canton d' _____, département d' Hte Garonne
3° L'extrait de son casier judiciaire (bulletin n° 2) ;
4° Un certificat du commandant du bureau de recrutement d' _____

Le chef d'Escadron Pisani, commandant les éléments du CFA du Maroc, le reçoit ensuite. Le chef d'escadron lui donne lecture des différents articles de loi. Pierre Guerre jure de servir avec honneur et fidélité pendant la durée de la guerre. Il opte pour les Forces Françaises libres du 1er Bataillon de la 2^e DB (Division blindée) et participe à toutes ses batailles.

LA CÉLÈBRE 2^E DIVISION BLINDÉE

La 2^e division blindée (2^e DB) à laquelle appartenait Pierre Guerre était une unité de la 1^{re} armée française créée pendant la Seconde Guerre mondiale par le général Leclerc en Afrique du Nord. La colonne Leclerc remporte sa première victoire à



*Signature de
Pierre Guerre et
du chef
d'escadron
Pisani au dos
de son acte
d'engagement*

Koufra et fait serment de ne déposer les armes que « quand les belles couleurs françaises flotteront sur la cathédrale de Strasbourg ». Elle intervient en Libye et en Tunisie puis s'embarque le 11 avril 1944 à Casablanca et Mers el-Kébir pour le Royaume-Uni.

Elle débarque le 1^{er} août 1944, à Saint-Martin-de-Varreville et participe à la Bataille de Normandie. Elle était rattachée à la III^e armée américaine du général George Patton et elle est à l'avant-garde des troupes lors de la Libération de Paris. Les Américains acceptent que la 2^e DB soit la première unité alliée à entrer dans Paris, les 24 et 25 août 1944 et à recevoir la reddition de Dietrich von Choltitz. La 2^e DB quitte Paris le 8 septembre 1944 et marche vers l'est, libérant Strasbourg le 23



*La deuxième
DB avance vers
les Invalides -
Musée
Carnavalet
Paris*

novembre 1944, respectant le serment de Koufra. Les combats se poursuivent en Allemagne, et un détachement de la 2^e DB arrive à Berchtesgaden dans le Kehlsteinhaus (le nid d'aigle d'Hitler) dès la nuit du 4 au 5 mai.

APRÈS-GUERRE RETOUR À LUCHON

Après la Libération, en 1945, Pierre Guerre revint à Luchon où il se remariera avec Elise Brunet. Ils auront un enfant, Roland, né en 1950. Il est élu conseiller municipal sur la liste communiste. Il participera ensuite à la vie politique luchonnaise et portera le drapeau du PC à toutes les élections municipales et cantonales.

Avec Élise, il tient un hôtel sur la route remontant vers la vallée d'Oueil. Il est passionné par la peinture et il expose ses toiles à Toulouse et à Paris dans les meilleures galeries. C'est un témoin prestigieux qui parle le mieux de l'homme et de son talent. Armand Salacrou, écrivain, « Luchonnais » de cœur et ami de Pierre Guerre. Pour l'exposition à Paris, à la galerie Ror Volmar du 5 au 18 mars 1960, Salacrou écrit un texte de présentation pour le catalogue.

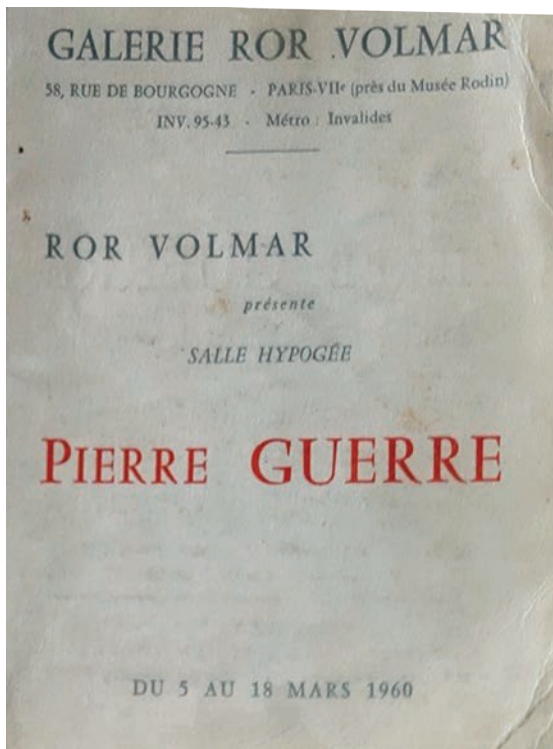
Voici quelques extraits :

« Je ne suis pas critique d'art et ce n'est pas un peintre que je présente mais un homme.

Je connais Pierre Guerre depuis 15 ans. C'est dans les environs de Luchon dans un petit hôtel... que vit ce fou de peinture. L'été il montre ses œuvres aux passants et

aux touristes dans la salle à manger où ses pensionnaires sont fiers du patron. La verdure, les feuillages cachent cette petite maison perdue que l'hiver enfouie sous la neige. Et pendant l'hiver, dans sa solitude, Pierre Guerre peint.

Je crois qu'il n'a jamais « appris » à peindre, qu'il n'a pas fréquenté les musées... Il peint depuis son enfance pour son plaisir mais la guerre vient le distraire. Résistance, Espagne, Portugal, 2^e DB qui le conduit jusqu'à Berchtesgaden. Et en 1947, il recommence à peindre. J'ai vu ses premières toiles en 1950. Certaines toiles me parurent naïves... mais d'autres me touchèrent par l'éclatant amour de la peinture qu'elles montraient ».



Catalogue
de l'exposition
de Pierre Guerre
à Paris -
Collection
Roland Guerre

Armand Salacrou fut un auteur dramatique connu notamment pour son *Inconnue d'Arras* et *Boulevard Durand*. Il fut aussi un homme très influent dans les milieux culturels. Après la guerre il sera membre de l'Académie Goncourt et en 1963 président du jury du Festival de Cannes. Il sera aussi élu trois fois président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. Mais dès ses études à Paris, il côtoie les milieux socialistes et communistes et affiche une conscience politique qui se manifesterà dans toute son œuvre. On comprend mieux les liens qui l'ont uni à Pierre Guerre résistant et combattant de la France Libre.

Carte de
combattant de
Pierre Guerre -
Collection Roland
Guerre



SOURCES :

Service historique de la Défense Vincennes
Dossier Pierre Guerre 16P 275427
Dossier Robert Caussat GR 16P 112709
[https://fr.wikipedia.org/wiki/2e_division_blind%C3%A9_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/2e_division_blind%C3%A9_(France))
La voix des Travailleurs : 30 avril 1937, 21 mai 1937
Le Midi Socialiste : 21 avril 1937
La Dépêche du Midi : janvier 1978, édition de Luchon.

Nos remerciements les plus vifs à Roland Guerre, son fils, et à son épouse Chantal pour les témoignages et les documents prêtés.
Merci aussi à Claire Khelfaoui, assistante de recherche, qui est la main et les yeux de Blagnac Histoire et Mémoire au service historique de la Défense à Vincennes.
Merci enfin à Didier Chapuy pour les recherches généalogiques.

Robert Caussat

Rectificatif

par Suzanne Béret

Dans la précédente revue, me fiant à l'article écrit par le Comité de rédaction en mai 2011 concernant Robert Caussat, j'ai mentionné page 35 qu'à la Centrale d'Eysses, il participe avec ses camarades au soulèvement du 19 février 1944. Avec les documents mis à la disposition de tous depuis décembre 2015, cette affirmation est fautive. En effet, Robert Caussat ne pouvait pas être présent lors de cette tentative d'évasion des prisonniers d'Eysses puisqu'il est alors interné à la prison Saint-Michel de Toulouse depuis le 15 janvier 1944. Il y reste jusqu'à son jugement prononcé le 17 mars 1944 suite à son implication dans « l'affaire d'Ésténos ». En revanche, au lendemain de la sentence, il est bien dirigé vers la Centrale d'Eysses et, de là, suite aux événements, déporté le 11 juin avec 1 100 autres prisonniers, au camp français de Compiègne puis à Dachau. Il y arrive le 20 juin après deux jours de transport dans des wagons à bestiaux. Pour trouver la vérité sur la Seconde Guerre mondiale, rien ne vaut donc de s'appuyer sur les documents d'archives la concernant.

NOMS	PRÉNOMS	NUMÉROS D'ÉCROU						
		ARRÊT	JUSTICE	CORRECTION	SIMPLE POLICE	PASSAGERS	DETTES	
Combes	Paul					442		- 6 JANV 1944
Caussat	Robert	1741	voir écou du		19-12-1943			15 JANV 1944
Charon	Maximilien			707				19 JANV 1944
Dresneau	Roger			469				25 JANV 1944
Blomington	Georges	1862						29 JANV 1944
Carbin	René	1538	voir écou du		15-10-1943			30 JANV 1944
Combe	Francis						37	- 1 FEVR 1944
Carrière	Henri	1889						- 5 FEVR 1944
Combel	Raymond	1905						- 5 FEVR 1944
Chetron	Roger	1907						- 5 FEVR 1944
Guella	Gene	1910						- 7 FEVR 1944
Lucien	Lucien			714				- 8 FEVR 1944
Del Paul, René	Del Paul, René					461		- 9 FEVR 1944

SOURCES

Fondation pour la mémoire de la Déportation. *Le livre-mémoire des déportés de France arrêtés par mesure de répression...1940-1945*. Éditions Trésias, Paris, 2004, tome 2, p. 914

Archives départementales de la Haute-Garonne

- 6954 W5 : Répertoire alphabétique des registres d'écrou de la maison d'arrêt de Toulouse Saint-Michel 1944

- Fonds du service régional de police de sûreté (voir détails revue n° 64 page 34)

Docteur Louis Desrus

Médecin du travail dans les usines aéronautiques

par Annie Thomas

Le docteur Louis Desrus a eu une longue carrière de médecin de famille mais aussi de médecin du travail à Blagnac et à Toulouse dans les usines aéronautiques et à la SNCF. Elle débute en 1935 avec l'obtention de son diplôme en médecine, se poursuit pendant la Seconde Guerre mondiale, l'après-guerre et se termine avec l'avènement du Concorde, fin 1968. Il a embrassé le formidable développement de l'industrie aéronautique.

LES DÉBUTS D'UNE LONGUE CARRIÈRE

Le docteur Louis Desrus est né à Toulouse le 6 juillet 1909. Son père était chef de bureau à la SNCF et sa mère tenait un stand place Esquirol qui vendait les cafés BIEC. Il mène une bonne scolarité qui se conclut par le baccalauréat de l'enseignement secondaire de la faculté de lettres de Toulouse en 1929. Il s'engage dans les études de médecine et obtient son diplôme de Docteur en médecine de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'université de Toulouse. Son diplôme est enregistré à la préfecture de la Haute-Garonne sous le numéro 718 le 16 décembre 1935 et au greffe du tribunal de première instance de Toulouse le 19 décembre 1935 sous le numéro 1073. Ces opérations administratives se terminent par l'authentification de son titre par la commission de vérification de l'exercice de la médecine le 21 décembre 1935. Il peut désormais s'installer. Il choisira le quartier des Sept-deniers où il aura trois adresses toutes situées le long de la Route de Blagnac, ce qui explique qu'il



Louis Desrus



Diplôme de docteur en médecine

intervienne autant à Toulouse qu'à Blagnac et au-delà dans les villages au nord de l'aéroport, Cornebarrieu, Aussonne, Beauzelle et Seilh. Lorsqu'il s'installe il est le seul médecin du quartier, une situation qui durera longtemps. À son adresse se trouve à la fois son logement et son cabinet. Louis Desrus s'est marié le 9 juillet 1936 avec Paulette. Elle appartenait elle aussi au monde médical car elle était sage-femme libérale et accouchait ses patientes à leur domicile. Beaucoup plus tard avec deux gynécologues, les Dr Baux et Ferrier, elle a participé à la création de la clinique des Teinturiers, rue des Teinturiers, à Toulouse. Leurs trois enfants Michel, Solange et Françoise suivront eux aussi une carrière médicale.

UN MÉDECIN DU TRAVAIL DANS L'AÉRONAUTIQUE

Louis Desrus a cumulé deux facettes de sa profession-médecin généraliste et médecin du travail - tout au long de sa vie au prix de longues journées de travail. Nous avons choisi de nous concentrer sur sa carrière de médecin du travail pour deux raisons principales. D'abord un intérêt historique pour la médecine du travail. Ensuite parce que cette carrière s'est exercée en grande partie dans l'industrie aéronautique dont nous connaissons l'importance pour l'histoire de Blagnac et de ses habitants.

Jugez-en plutôt ! Dès 1938 il est sollicité par la SNCAM (Société nationale de construction aéronautique du Midi) que vient de créer Émile Dewoitine à la demande de l'État à la suite de la nationalisation des sociétés aéronautiques françaises. Son contrat est formellement établi en 1939. Il passe ensuite, en 1941, à la SNACASE qui a absorbé la SNCAM puis enfin à Sud-Aviation. Et en 1943, toujours pendant la guerre, il devient en parallèle médecin d'usine chez Latécoère l'autre pionnier de l'aéronautique.

Il exerce dans cette période difficile de la Seconde Guerre mondiale et après-guerre. Il est le témoin et aussi l'acteur du développement de cette industrie qui occupe la place que nous connaissons aujourd'hui. Il travaille dans les deux pôles moteurs de l'industrie aéronautique de notre métropole. Nous verrons qu'il y côtoie un grand nombre de figures marquantes mais aussi des lieux emblématiques comme l'usine Saint-Éloi ou le lac de Biscarosse où s'entraînent les hydravions de Latécoère. Il faut noter qu'il a aussi été médecin du travail à la SNCF dès 1939 et dans l'entreprise Glasso et Sicolac en 1948 qui fabriquait des peintures et des vernis à Colomiers.

LES RACINES HISTORIQUES DE LA MÉDECINE DU TRAVAIL

Si la médecine du travail s'impose au XX^e siècle, elle est en fait le résultat d'une très longue construction au confluent de l'histoire sociale et de celle de la médecine. Dès l'Antiquité des procédures pour veiller à la santé des ouvriers ou des descriptions de maladies professionnelles sont attestées en particulier par Hippocrate. Beaucoup plus tard l'ouvrage qui fera longtemps référence est attribué au médecin italien Bernardino Ramazzini (1633-1714). Son *Traité des maladies des artisans* publié en 1700 et traduit en plusieurs langues au XVIII^e siècle, fera de lui le précurseur de la médecine du travail et le fondateur de l'hygiène professionnelle.

Enfin aux XIX^e et XX^e siècles, le combat pour la reconnaissance de la santé au travail aura dans le monde entier des couleurs de lutte des classes. Dès l'origine les organisations ouvrières se sont battues pour que les travailleurs puissent gagner leur vie sans la perdre.

La situation en France

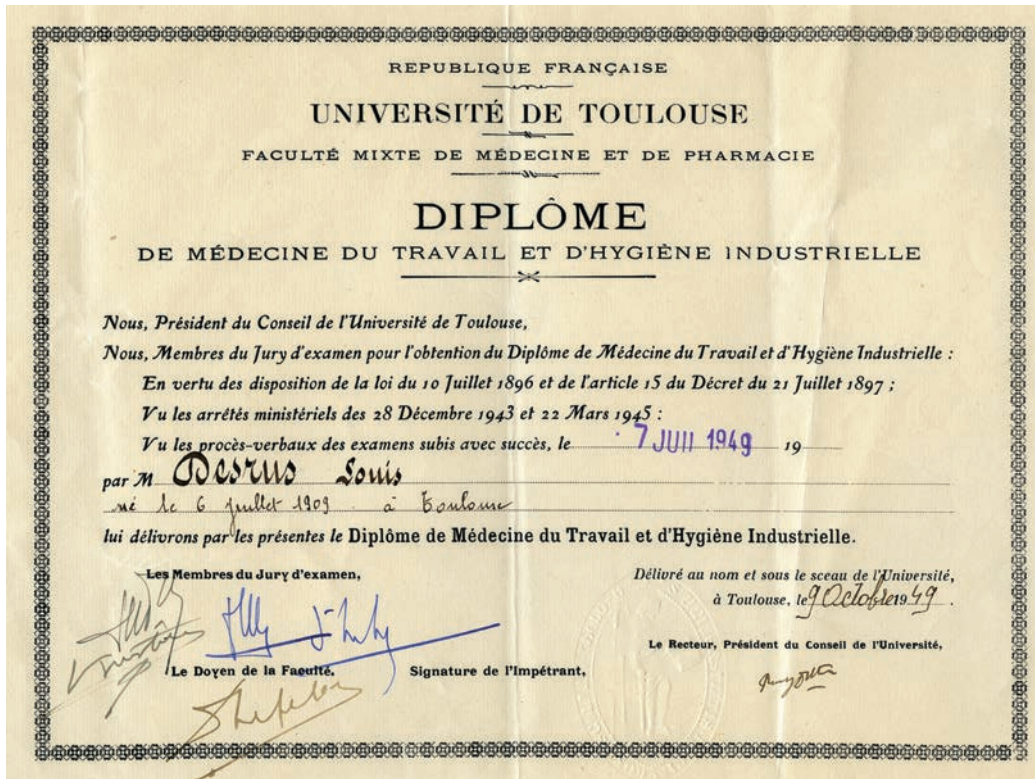
En France, le XIX^e siècle marque les débuts de l'histoire contemporaine de la médecine du travail et en particulier le développement de « l'hygiène industrielle ».

Mais il faudra patienter jusqu'en 1898 pour la première loi actant la responsabilité de l'entreprise dans les accidents du travail. Après cette loi les compagnies d'assurance qui prennent en charge ce risque encouragent les entreprises à créer des services médicaux du travail pour se prémunir des conséquences financières des atteintes à la santé des salariés. Le docteur Desrus travaillera au début de sa carrière avec ces compagnies d'assurance choisies par les entreprises.

L'idée d'une véritable profession définie sur des bases claires, officialisée par l'État, et reconnue par tous les acteurs ne s'installe que progressivement à partir de la Première Guerre mondiale. En 1915 Albert Thomas crée au ministère de l'armement une inspection médicale des usines de guerre tant la situation y est effroyable. Que l'on pense aux conditions de travail à la Cartoucherie à Toulouse et aux taux de mortalité des travailleurs venus des colonies françaises comme les Indochinois. Certains sont enterrés à Blagnac.

Le rôle pionnier de René Barthe

La réorganisation par le médecin René Barthe de la médecine du travail, entre 1923 et 1930, associant le corps médical, les ingénieurs et l'assistance sociale joue un rôle clé dans son développement. Il imposera le concept de médecine préventive et révolutionne le rôle du médecin d'usine en l'articulant autour de 6 pôles principaux et en particulier la pratique des soins d'urgence et des consultations, la sélection et l'orientation des ouvriers à l'embauche, l'organisation de l'hygiène industrielle, la collaboration avec les comités de sécurité... Les années 1930 sont aussi fécondes pour l'émergence des filières de formation et des diplômes. En 1930, est créé le premier institut universitaire de médecine du travail à Lyon. Et, en 1933, le diplôme d'hygiène industrielle et de médecine du travail voit le jour.



Diplôme de médecin du travail de Louis Desrus

Pendant la guerre la médecine du travail pratiqué par Louis Desrus fonctionnera sur les bases fixées dans les années 1930 et lui-même obtiendra son diplôme de médecine du travail et d'hygiène industrielle le 9 octobre 1949 bien longtemps après avoir commencé dans cette filière. Il est vrai que la période de la guerre et de l'immédiate après-guerre n'était pas propice au travail universitaire.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE CONSACRE LA CARRIÈRE DE MÉDECIN DU TRAVAIL DE LOUIS DESRUS

La guerre est déclarée le 3 septembre 1939 et elle entraîne des conséquences immédiates pour le monde du travail et les salariés. La semaine de 60 heures dans les usines liées à la Défense nationale est instaurée. La dégradation des conditions de travail engendre un afflux de malades. En juin 1940, la Commission de sécurité au travail préconise la création dans les entreprises d'un service médical, d'un service social et d'un comité d'hygiène du travail et de sécurité, donnant ainsi la première définition officielle de la médecine du travail par l'État. Quelques mois plus tard, le régime de Vichy s'empare de cette recommandation et impose une « doctrine » interventionniste de la médecine de travail dans les entreprises avec comme objectif le contrôle de l'État sur la main d'œuvre.

C'est durant cette période historique que débute la carrière de médecin du travail du Dr Louis Desrus en 1939 à la SNCAM, devenue en 1940 la SNACASE et en parallèle en 1943 chez Latécoère. Le secteur de l'aéronautique appartient à la métallurgie qui a déjà une tradition et des pratiques anciennes. Le contrôle médical y était devenu obligatoire comme dans les mines dès 1934.

1939 : entrée à la SNCAM (Société nationale de construction aéronautique du Midi)

Quand Louis Desrus rentre à la SNCAM le secteur de l'aéronautique vit un bouleversement total. Les sociétés aéronautiques et de défense françaises viennent d'être nationalisées en 1937 par le gouvernement du Front populaire y compris la dernière société créée par Émile Dewoitine, la SAF (Société aéronautique française). La comparaison n'était pas bonne avec l'Allemagne en termes de production et le gouvernement voyait déjà des noirs nuages se profiler. Pierre Cot alors ministre de l'Air charge Dewoitine de créer la SNCAM (Société Nationale de Construction Aéronautique du Midi). Celui-ci développe le site de Toulouse et les infrastructures et c'est à cette époque-là que seront créées les usines de St-Éloi et St-Martin-du-Touch.

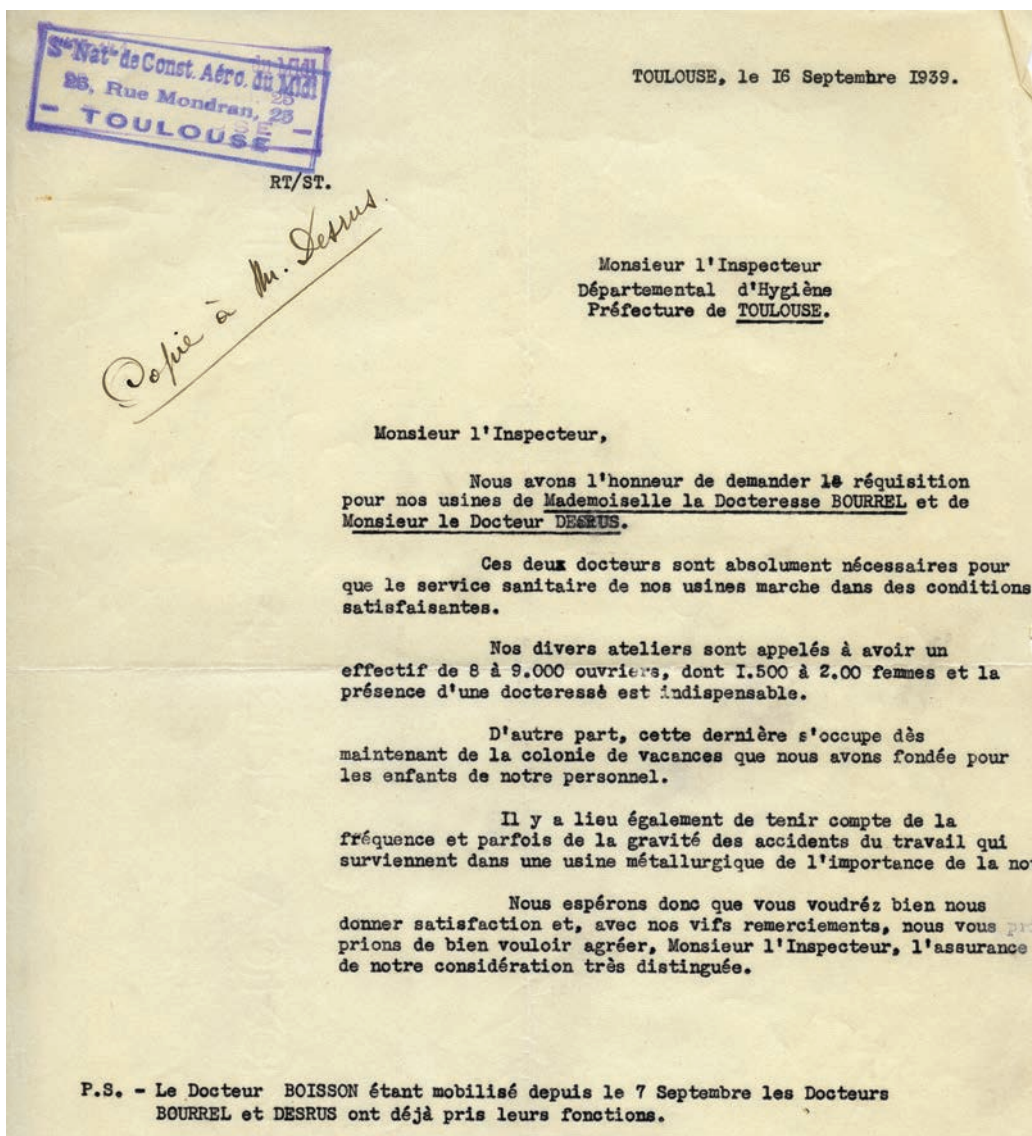
Le hangar d'essais de Saint-Martin du Touch



Et en 1944 la SNACASE qui succédera à la SNCAM reprend le bâtiment de l'AIA (atelier de l'industrie aéronautique) à Blagnac et crée une usine sur ce qui était à l'époque une zone militaire. Selon Michel Desrus, lorsqu'il était enfant, son père travaillait chez Dewoitine c'est

comme cela qu'il disait lorsqu'on l'interrogeait. Malgré la nationalisation le lien est fait avec l'ancienne société.

Revenons à Louis Desrus. Il est sollicité car avant même la déclaration de guerre les entreprises se préoccupent de l'organisation de leurs usines ou de leur désorganisation possible. Ainsi la SNCAM le contacte dès le 14 novembre 1938 pour assurer le service médical de ses usines à Toulouse en cas de mobilisation. Elles se situent rue Mondran à Toulouse. Les services officiels avaient signalé à la direction que le médecin n'avait pour l'instant aucune affectation de mobilisation. Cette première prise de contact se concrétise par la demande de prendre son service dès le 2 septembre 1939, on a vu que la guerre est déclarée le 3. Dans le même temps la société demande à l'inspecteur départemental d'hygiène la réquisition pour ses usines du docteur Desrus et d'une de ses collègues la doctoresse Bourrel.



*Demande
de la SNCAM
de la réquisition
de deux
médecins*

L'entreprise argumente en indiquant que les divers ateliers vont avoir un effectif de 8 000 à 9 000 ouvriers dont 1 500 à 2 000 femmes. Elle estime nécessaire la présence d'une femme médecin. Cet argument confirme ce que l'on sait par ailleurs sur la mobilisation des femmes dans les ateliers d'armement et d'aviation pendant la guerre. La docteresse aura aussi à gérer la colonie de vacances fondée pour les enfants. La société ne cache pas à l'inspecteur qu'elle craint la fréquence et parfois la gravité des accidents de travail. Elle aura bien besoin de deux médecins du travail pour veiller sur la santé et la sécurité des salariés dans cette période d'intensification de la production.

Mais le contrat du Dr Desrus avec la SNCAM s'arrête le 5 juillet 1940 car le médecin titulaire, le docteur Boisson, est de retour de la guerre et a priorité pour être réembauché. L'armistice vient d'être signé le 22 juin 1940 par le maréchal Pétain avec les Allemands dans la clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne. Le docteur Boisson, démobilisé, rejoint son foyer et son précédent emploi. Dans le courrier adressé au Dr Desrus la société signale aussi la compression des effectifs avec de nouvelles fabrications autres que l'armement. La guerre est finie et une grande partie de la France est occupée par les nazis. Les usines d'armement et d'aviation se tourneront vers d'autres productions : des bicyclettes, des bus voire des casseroles ! Quoiqu'il en soit le courrier transmet les profonds remerciements de la direction. Il y associe madame Desrus qui avait aussi collaboré avec elle.

1941 : contrat avec la SNACASE (Société nationale de construction aéronautiques du Sud-Est)

Les mouvements dans le secteur se poursuivent et fin 1940, pendant l'occupation, la SNCAM est absorbée par la SNACASE. Le Dr Desrus a peu à attendre avant qu'un autre contrat ne lui soit proposé. La SNACASE sous la signature de son directeur Eugène Héral lui confie le service médical des familles du personnel titulaire à partir du 1er août 1941. C'est une de particularités des services médicaux de certains secteurs ou entreprises. À côté de la mission auprès des salariés un service est proposé et géré par le médecin du travail pour les familles et particulièrement les enfants. Cette pratique était déjà répandue dans les compagnies des mines.

Le docteur Desrus anime une consultation, au dispensaire rue Mondran, tous les jours ouvrables à partir de 16 h pour les femmes et les enfants des salariés. Le contrat est précieux pour les historiens, car il nous apprend ce qui lui était demandé en terme médical. Faire les vaccinations, des injections, des rayons UV si nécessaire. Recevoir les femmes enceintes et les nourrissons avec le souci particulier de dépister la tuberculose et le rachitisme, signe d'une époque où l'on ne mange pas toujours à sa faim. Il peut effectuer aussi des visites à domicile en lien avec l'assistante sociale. Il suit aussi la colonie sanitaire installée à Ramonville-Saint-Agne où se trouvent 70 enfants et une infirmière. Là aussi sa mission est de dépister particulièrement les enfants chétifs. Pour cela il se rend à la colonie au moins deux fois par semaine. Son fils se rappelle qu'il intervenait aussi une fois par an comme médecin d'établissement à la colonie située à Labarthe-sur-Lèze ainsi qu'à celle de Super Bolquère (Pyrénées orientales).

Usine
de Saint-Éloi



Un an après, la société lui propose de devenir médecin préposé aux soins des accidentés du travail des usines de Toulouse à partir du 1^{er} janvier 1942. Il doit tenir chaque jour, et en particulier à Saint-Éloi, une consulta-

tion. La procédure est très codifiée. À chaque accident il doit déli-

vrer un certificat en double exemplaire puis un certificat de guérison fixant la reprise du travail. En cas d'infirmité permanente c'est le médecin du travail qui indique la lésion ainsi que la date de l'état de santé définitif. Il fait le lien avec la compagnie d'assurance de la SNACASE pour les blessés en traitement et pour les questions d'indemnisation. Il gère aussi l'approvisionnement en produits pharmaceutiques des usines. Enfin, le contrat fixe son salaire mensuel, 2 500 francs, et indique qu'il devra visiter 80% des blessés au minimum.

Il est parfaitement intégré dans l'entreprise. Michel Desrus en donne la démonstration par le biais d'une photo qu'il nous a communiqué. Elle est prise fin 1943 lors de la réunion spectacle de « l'arbre de Noël » pour les enfants du personnel de la SNACASE. On y voit au deuxième rang à gauche le Dr Louis Desrus, son fils Michel et son épouse Paulette. La fête se déroule dans la salle du Parc municipal des sports, œuvre de Jean Montariol, et actuellement salle Jean Mermoz. Cette photo a été offerte par Robert Caussat que nous évoquons par ailleurs dans cette



revue au Dr Louis Desrus quand Caussat appartenait au comité d'entreprise de Sud-Aviation.

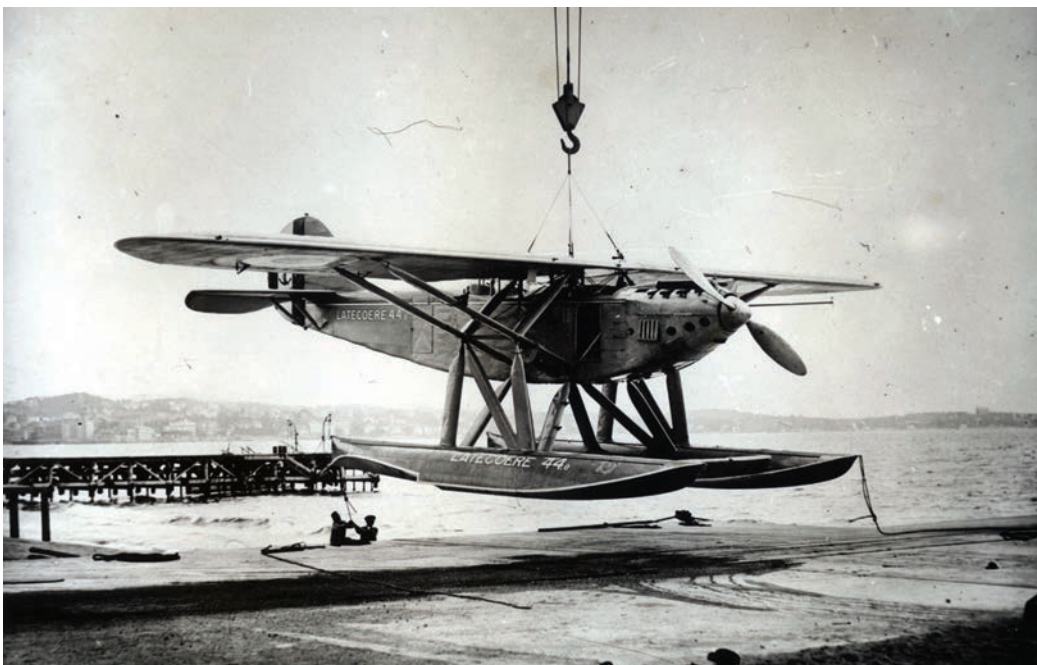
*Noël des enfants
de la SNACASE
fin 1943*

LATÉCOÈRE, L'AUTRE GRAND DE L'AVIATION À TOULOUSE

On connaît le rôle joué par Pierre-Georges Latécoère dans l'histoire de l'aviation par le biais de l'Aéropostale en particulier. Ses avions et hydravions ont joué un rôle primordial dans le développement et l'essor des premières lignes aériennes françaises en Afrique, dans l'Atlantique Sud et en Amérique du Sud. Mais, à l'automne 1943, quand le Dr Desrus signe un contrat avec la société la situation est très difficile. L'armistice de juin 1940 avait déjà mis en sommeil l'usine de Périole à Toulouse et seuls les hangars de Marignane restaient actifs avec le chantier du gros hydravion que le gouvernement de Vichy souhaitait voir achevé.

*Gros plan sur le
Noël des enfants
de la SNACASE*

Pierre Georges Latécoère s'éteint en août 1943, alors que ses usines de Toulouse font l'objet de tractations entre les firmes allemandes Heinkel et Junkers. Pour finir on confie à la société Junkers la construction du prototype du quadrimoteur de bombardement Junkers 488. Le travail est mené au ralenti ainsi que pour les autres prototypes. Les Résistants freinent ou cachent des pièces. Ils savent que les grands hydravions de Latécoère intéressent fort les Allemands et certains sont effectivement convoyés en Allemagne.



*Le Latécoère 44
en essai à
Biscarrosse*

1943 : Louis Desrus entre chez Latécoère

En parallèle de sa mission à la SNACASE la direction de Latécoère l'informe que conformément au décret du 13 août 1943 n° 1780, Latécoère est susceptible de l'accepter comme médecin d'usine. Le contrat est signé le 1er novembre 1943 après l'accord de l'Ordre des médecins. Tout contrat de médecin du travail devait être approuvé par l'Ordre des médecins. On confie à Louis Desrus l'organisation du service médico-social de l'usine rue de Périole. Sa présence est requise le lundi et le jeudi de 9 h à 12 h. Il doit mettre en œuvre les techniques médicales préventives et hygiéniques pour maintenir en bon état les ouvriers en mettant en place les secours d'urgence, les examens d'embauche, le dépistage, les fiches médicales, les



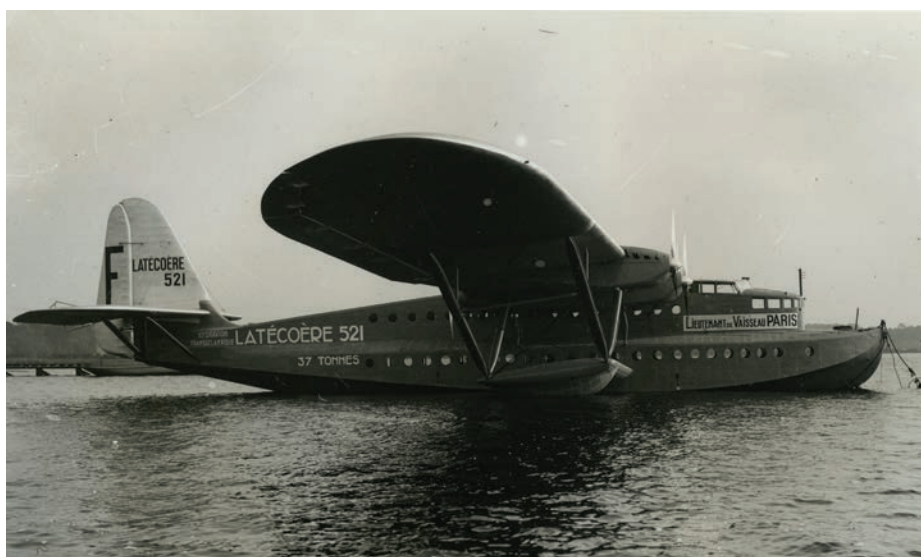
*Le Latécoère 582
sur le lac
de Biscarosse*

visites des installations et conseiller enfin les comités techniques de sécurité et d'hygiène. Seuls les ouvriers sont concernés, pas leurs familles. Pour tout cela il aura deux vacations par semaine et recevra 3 000 francs mensuels.

La saga des hydravions à Biscarosse : une extraordinaire aventure

Dans le cadre de sa mission Louis Desrus intervient une fois par an sur la base d'hydravions de Biscarosse dans les Landes créée par Pierre-Georges Latécoère. Sa construction s'était achevée en 1938-1939. C'était le lieu de montage et d'essais des plus grands hydravions français : plus de 120 partirent de là, les fameux Laté. Le voyage des appareils était une véritable épopée. Ils arrivaient démontés par la route depuis Toulouse par convoi, à 6 km/h et remontés à l'hydrobase. Elle servait à la fois à tester tous les appareils qui sortaient des usines de montage de Latécoère mais était également la plaque tournante de l'Europe vers l'Amérique du Nord et du Sud. Des avions mythiques y ont été testés : le Latécoère 300 baptisé la « Croix du Sud », le Latécoère 521 baptisé le « Lieutenant de vaisseau Paris » ... Ils étaient pilotés par des pilotes tout aussi mythiques : Mermoz, Guillaumet, Saint-Exupéry, Prévot...

*Paulin Paris
Pilote
de l'Aéronavale*



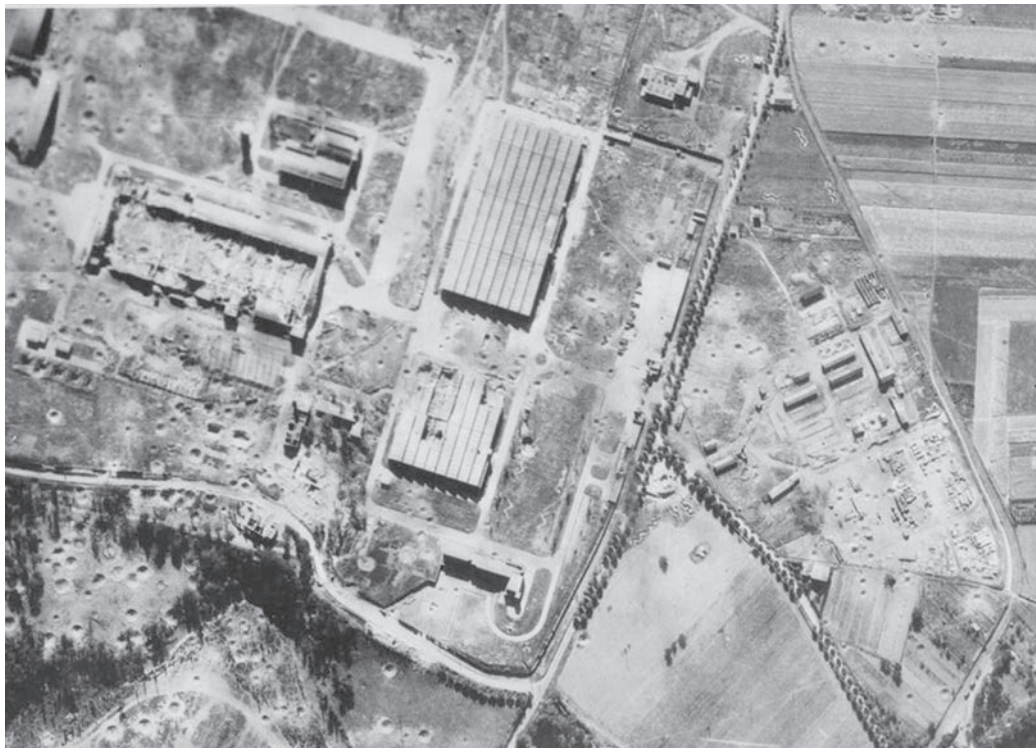
*Le Latécoère 521
Lieutenant
de vaisseau Paris*

De cette extraordinaire aventure il reste à la famille Desrus un fond de photographies de l'époque qui représentent 31 avions de Latécoère et cinq pilotes dont certains sont photographiés par Harcourt. Elles furent données en cadeau au

Dr Desrus en remerciement de son implication dans la société. Certaines illustrent cet article.

Vivre la guerre en famille

Les journées de travail sont longues pour Louis Desrus. Débutées vers 7 h 30 elles s'achevaient le soir vers 20 h. Par exemple, dans les souvenirs de son fils, le Dr Desrus alternait les visites extérieures à ses malades à Toulouse, Blagnac, Cornebarrieu, Beauzelle, Seilh et Aussonne avec des visites au monde du travail le matin. Puis, l'après-midi, il assurait les permanences ou visites dans les usines et terminait par la consultation de ses malades à son cabinet route de Blagnac. Il travaillait aussi le samedi et le dimanche pour ses propres patients chaque fois que nécessaire. Pour aller soigner ses malades au nord de Blagnac, au-delà de l'aéroport de l'époque, par exemple chez les Pozza, les Van Rossem, les Raymondis, chez Simonis, au Petit Paris, au Petit Parisien son père empruntait la route qui coupait la piste de l'aéroport. Il y avait une barrière qu'il fallait lever et baisser à chaque passage. Cette fameuse piste a en fait été remaniée trois fois pour tenir compte du trafic et aussi du gabarit des avions d'essai comme l'Armagnac et le Concorde. La guerre rendait la situation plus difficile pour tous. Le Dr Michel Desrus se souvient des faisceaux de la Flak, la défense aérienne des occupants (DCA), qui traquaient les avions ennemis. Il a toujours dans les yeux l'image des avions qui brillaient la nuit lorsqu'ils étaient éclairés. Quand il y avait des bombardements tout le monde se réfugiait dans l'abri creusé dans le jardin. Son grand-père possédait une maison près des usines Dewoitine. Elle a reçu une bombe pendant les bombardements de Toulouse au printemps 1944. Et il se rappelle qu'à l'emplacement de l'hôtel Pullman d'aujourd'hui à Blagnac un avion anglais était tombé et les gens venaient de partout pour ramasser des morceaux de la carlingue.



Un bombardement aérien sur Toulouse en 1944

Son père avait une Fiat commerciale avec une Croix-Rouge sur le toit pour bien indiquer qu'il était médecin. On pouvait y mettre les corps blessés. Il a eu ensuite une Simca mais un jour vers la fin de la guerre les Allemands arrivent dans le jardin de leur maison aux Sept-Deniers et viennent réquisitionner la voiture. On imagine le tracassé produit par cette réquisition pour un médecin amené à sillonner tout le grand Toulouse. Au moment de la Libération c'était la débâcle, mais la famille

a retrouvé la voiture. Il a fallu prouver qu'elle leur appartenait car le numéro d'immatriculation avait été limé. Le docteur Louis Desrus a retrouvé le numéro des pneus achetés à Muret en pleine guerre.

LA MÉDECINE DU TRAVAIL APRÈS LA LIBÉRATION

Avec la loi du 11 octobre 1946, tous les établissements employant des salariés, quelle que soit leur nature, doivent organiser des services médicaux du travail sous le contrôle de l'État. Suivant l'importance des entreprises, ils peuvent être propres à une seule entreprise ou communs à plusieurs. Comme pour beaucoup de nos lois sociales l'origine de cette réglementation vient du Conseil national de la résistance. Il crée à la Libération un plan d'ensemble dans une coopération étroite avec la Sécurité sociale. Une inspection médicale du travail et de la main d'œuvre est mise en place.

Annonce
du syndicat
patronal
d'Armentières

ROLE DES MEDECINS DU TRAVAIL

Rôle essentiellement préventif, destiné à éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des travailleurs. (Art. 1^{er} de la Loi du 11-10-46).

OBLIGATIONS DES MÉDECINS DU TRAVAIL

- Visites d'embauchage. (Art. 10. Décret du 26-11-46).
- Examens médicaux périodiques des salariés: 1 fois par an pour les adultes; tous les 3 mois pour les salariés de moins de 18 ans. (Art. 11. Décret du 26-11-46).
- Visites de reprise, après un arrêt de travail de plus de 10 jours. (Art. 12. Décret du 26-11-46).
- Examens complémentaires. (Art. 13. Décret du 26-11-46).
- Soins au siège du service médical. (Art. 15. Décret du 26-11-46).
- Surveillance de l'hygiène des entreprises. (Art. 16. Décret du 26-11-46).

Note du docteur
Louis Desrus du
14 octobre 1946
relative à la mise
en place de la
Sécurité Sociale

Résultats :

Depuis le 1er Janvier 1942, date de prise en charge par l'ABRI :

- aucun incident d'ordre médical n'a eu lieu
- 40 à 70 % des ouvriers accidentés, se sont confiés au médecin de l'Assurance pour les soins
- les infirmeries ont été toujours pourvues de médicaments
- la prévention a été accrue (lunettes, écrans, bâtis, etc...)

II - Ce qui aurait lieu de prévoir avec le nouveau plan :

1°) - Le rôle du médecin serait le même, et il semble que ce service intérieur pour accidents de travail, doit subsister. Ses honoraires seront payés par l'AEROSUDEST sur la base des tarifs médecine du travail, soit 5 vacations de trois heures, par semaine environ. Une vacation équivaut à six consultations de médecine générale, soit actuellement 600 francs, soit douze mille francs par mois.

2°) - Les infirmières :

- même rôle
- un boni pourrait leur être donné, en fonction de l'absentéisme accidentés de travail

3°) - La fourniture de la pharmacie :

à la charge de l'AEROSUDEST; basée, sauf hausse des prix, de 250 à 300.000 francs par an.

Le budget à prévoir serait donc de l'ordre de 450 à 550.000 francs par an.

Il faut espérer que ce nouveau plan, laissera des résultats au moins égaux à celui des assurances privées. Le plan précédent a permis toujours une confiance réciproque entre ouvriers, corps médical, assureurs et dirigeants de l'Entreprise, et le nouveau devrait contribuer comme par le passé, au meilleur rendement.

Docteur DESRUS,
chargé du service
accidents de Travail
de l'AEROSUDEST depuis 1939.

Mais l'application est chaotique et révèle de grandes différences d'approche entre les syndicats, le patronat et l'État chargés désormais de l'élaboration de la réglementation et de la gestion de la Sécurité sociale. De plus le Code de déontologie de 1947 interdit à la médecine du travail de prodiguer des soins et l'oblige à lui soumettre tout contrat de travail. Résultat, en 1949, moins de la moitié des salariés bénéficient d'un service médical du travail. La CGT écrit : « *Les médecins du travail consacrent presque la totalité de leur temps à passer des visites médicales et ne vont que très peu dans les ateliers, parfois même jamais* ».

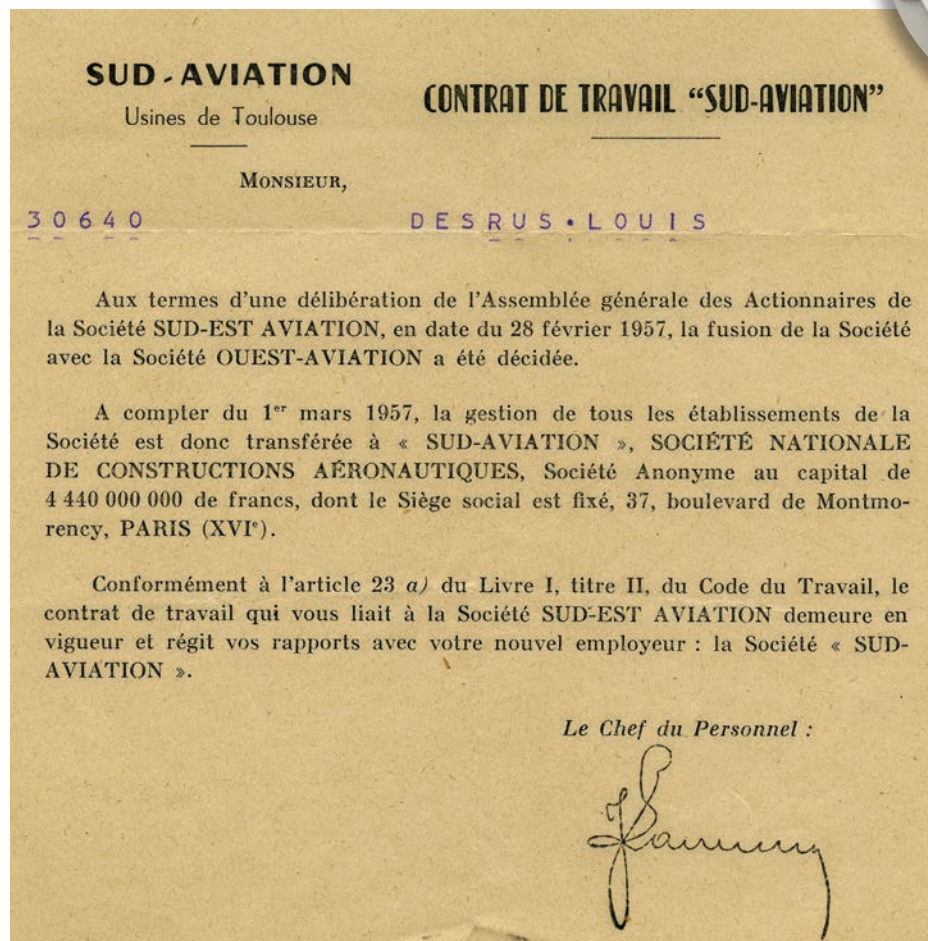
Le Dr Louis Desrus avait pressenti ces difficultés. Dans une note adressée à la direction de la SNACASE le 14 octobre 1946, trois jours après le vote de la loi, il évoque les nouvelles lois et la mise en place de la Sécurité sociale. L'État, par le biais de la Sécurité sociale, se substitue désormais aux assurances privées. Il indique que le contrat de la SNACASE avec la société d'assurances L'Abri va expirer et il propose une nouvelle organisation du service et le budget à prévoir. Mais à la fin de cette note, s'il se satisfait des résultats du partenariat passé avec les assurances privées, il exprime des doutes sur la nouvelle organisation.

Mais il faut rappeler, en citant l'historien de la Sécurité sociale Bruno Valat, que « *rétrospectivement, la création du régime général de la Sécurité sociale apparaît, à cinquante ans de distance, comme l'œuvre la plus durable de la Libération* ».

*Insigne de médecin
du Docteur
Louis Desrus*

LE MÉDECIN DU GOTHA DE L'AÉRONAUTIQUE

À lire les différents documents sur la carrière du Dr Louis Desrus ou à écouter son fils le Dr Michel Desrus, on voit se construire sous nos yeux une industrie qui pèse aujourd'hui 4,3 % du PIB français et on côtoie le gotha de l'aéronautique française. Bien sûr l'hydrobase de Biscarosse a vu passer tous les pilotes de l'Aéropostale et tous ceux



*Contrat de travail
de Louis Desrus
avec Sud-Aviation*

qui ont ouvert des lignes ou battu des records. Le lieu a gardé cette mémoire au même titre que la piste de Montaudran.

Louis Desrus soignait Léopold Galy entré chez Dewoitine en 1938 comme pilote d'essais. Il battit le record du monde de vitesse à près de 900Km/h avec son avion de chasse. Pendant la guerre il communique des photos aériennes à la Résistance et lors des combats de la Libération, il commande une des deux escadrilles du Groupe Doret. C'est lui qui pilotera la première caravelle. Michel Desrus l'a soigné ensuite ainsi que Max Fischl le pilote d'essai et le premier pilote de l'A300.

Le Dr Louis Desrus était très ami avec Pierre Nadot, ingénieur, pilote d'essais qui a conduit et exécuté de nombreux essais en vol d'appareils prototypes, tels que « *L'Armagnac* » et « *La Caravelle* ». Le Dr Michel Desrus a soigné ensuite une partie de sa famille. Pierre Nadot a laissé son nom à une des stations du tramway dans la zone aéroportuaire de Blagnac.

Enfin lorsque le contrat de Louis Desrus est renouvelé en 1967 avec Sud-Aviation il est signé par Bernard Dufour. Sud-Aviation avait été créé le 28 février 1957 par la fusion de la SNACASE et de la Société nationale aéronautique Ouest-Aviation. Bernard Dufour venait d'être appelé, en 1965, à la direction des usines de Sud-Aviation à Toulouse et il a supervisé à ce titre la fabrication des Caravelle, des Concorde et des Airbus.

Conclusion

À l'heure de conclure il faut signaler que le Dr Louis Desrus a reçu la Médaille du Travail pour tous les services qu'il a rendus à ses patients et à la médecine du

travail. Elle lui fut remise en présence du directeur de l'Usine de Saint-Eloi, Raymond Grimaud et d'un des fils de Pierre-Georges Latécoère. Il est décédé le 3 février 1989 à l'âge de 79 ans. Il resterait beaucoup à écrire et en particulier sur son implication à la SNCF. Mais cet article se veut à la fois un hommage à l'homme et un éclairage particulier sur la grande histoire de l'aviation à Toulouse et à Blagnac.

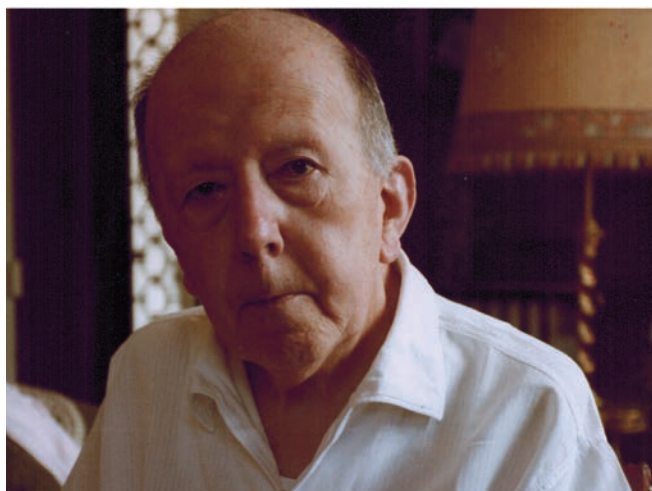


Photo de
Louis Desrus

REMERCIEMENTS

Cet article doit tout au docteur Michel Desrus, fils de Louis Desrus. Il en a souhaité la publication et a largement participé à sa réalisation par les témoignages livrés, les documents et photos communiqués. Il a mis à notre disposition 64 documents officiels liés à la carrière de son père, 31 photographies d'avions de Latécoère et 5 portraits de pilotes ainsi qu'un album sur les 53 avions qui ont fait l'histoire d'Air-France. Pour que tous les historiens puissent les exploiter il les verse actuellement aux Archives municipales de Toulouse. À travers le portrait d'un père qu'il nous a livré transparait l'amour d'un fils.

Notre gratitude va aussi au Dr Géraldine Desrus, petite-fille de Louis et Paulette et fille de Michel, pour les informations données. Trois générations de médecins à Blagnac, cela mérite d'être signalé.

Suzanne Ballarin est née le 30 janvier 1921. Elle a fêté ses 100 ans le 31 janvier 2021 avec ses proches aux Jardins de Maniban, Parmi les invités du jour, deux des trois générations de médecins qui l'ont accompagnée tout au long de sa vie. Elle a dé-



*Photo de la
Dépêche du Midi
du centenaire de
Suzanne Ballarin*

claré : « Le grand-père Louis Desrus était mon médecin de famille et la grand-mère Paulette, la sage-femme qui m'a accouchée de mes quatre enfants. Puis est venu le temps de Michel, et ensuite de Géraldine, tous deux installés à Blagnac ». La Dépêche du Midi était là !

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

Valat Bruno. *Histoire de la Sécurité sociale (1945-1967). L'État, l'institution et la santé.* Economica 2001.

<https://www.aerotheque.com/galleries/>

<https://www.aerotheque.com/la-saga-airbus/>

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/la-medecine-du-travail-au-fil-de-l-histoire-depuis-les-pharaons-3198431>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_la_m%C3%A9decine_du_travail

La Dépêche du Midi du 31 janvier 2021 (Merci à Pascual Carrasco)



L'A300B
au-dessus de
la Garonne
collection de
la famille Desrus

L'AIRBUS A300B LE DÉBUT D'UNE GRANDE SAGA

Au départ du développement de l'A300B, on trouve dès 1965 le projet Gallion porté par Dassault et Sud-Aviation pour répondre à l'importante croissance du trafic aérien. Lorsqu'il vola pour la première fois à Toulouse, le 28 octobre 1972, l'A300 était le premier biréacteur à large fuselage au monde. Bernard Ziegler était le directeur des vols et Max Fischl le pilote.

L'A300B a inspiré les biréacteurs B767 et B777 de Boeing et ouvert la voie vers les vols ETOPS (survol de zones océaniques et désertiques par des avions bimoteurs). L'A300 est à l'origine de la création du groupe Airbus et constitue son premier modèle commercialisé.

Après son lancement, les ventes ont stagné durant quelques années, jusqu'à la commande en 1977 du géant américain Eastern Airlines. Cela marqua le succès commercial des ventes de cet avion. La production des Airbus A300 et A310 cesse en 2007, ils auront été produits à 821 exemplaires.

SOURCE :

<https://pyrros.fr/avion/airbus-a300b-entre-aeroscopia/>
<https://www.techno-science.net/definition/2.html>

Jean-François Estellé d'Aussonne

Mon premier emploi à l'aéroport de Toulouse-Blagnac dans les années 1960

par Annie Thomas

C'est avec beaucoup de verve et un esprit très clair que Jean-François Estellé nous a confié ses souvenirs de jeune saisonnier chez Air France, à l'aéroport de Blagnac, dans les années 1960.

UN EMPLOI TEMPORAIRE DE RETOUR D'ALGÉRIE

Il revenait d'Algérie où il avait combattu 14 mois et il avait 23 ans (il est né le 25 octobre 1938) quand il a été embauché pour l'été le 1^{er} juin 1961. Un emploi temporaire qui s'est ensuite prolongé quand on lui a proposé de rester. Un emploi difficile à cause de l'amplitude des horaires, de la charge de travail et de l'absence de promotion interne. Les deux compagnies sur lesquelles il intervenait étaient Air France et Air Inter. Il se souvient des avions : la Caravelle, le C.4, le Breguet 2 ponts, le DC 6, un avion militaire, le Vickers-Viscount. Les cales de la Caravelle étaient particulièrement lourdes et d'ailleurs un petit chariot les amenait. Mais cela ne suffisait pas et quand le vent soufflait il pouvait y avoir des problèmes car l'avion bougeait.

5 OU 6 AVIONS PAR JOUR !

C'était un temps où il n'y avait que 5 ou 6 avions par jour. Le premier partait à 7 heures avec une soixantaine de personnes, le dernier arrivait à 22 heures 30. Des horaires à coupure et parfois le temps était long. Lorsque la coupure était importante les manutentionnaires auxquels il appartenait rentraient chez eux. Lui prenait



Carte postale
de l'aéroport de
Toulouse-Blagnac
1958.

Valise de
Gérard Jean Fano

sa mobylette et revenait à Aussonne. Il l'avait reçue comme cadeau de sa grand-mère alors qu'il avait 17 ans. Pour les petites coupures ses collègues et lui descendaient au sous-sol et jouaient à la belote. Il se rappelle que la taxe que devait payer chaque avion était calculée par l'équipe de la tour de contrôle.

Il s'occupait principalement des bagages. Après l'enregistrement il fallait les peser. Chaque voyageur avait droit à 20 kg, au-delà il fallait payer une surtaxe. Il restait donc au comptoir où il gérait la balance. Il travaillait en lien avec les agents de trafic qui se chargeaient de faire payer le supplément. Il se souvient qu'il n'y avait que trois hôtesse d'accueil dont Josette et Pierrette. Les hôtesse d'accueil amenaient les passagers au pied de l'avion. Elles comptaient les cartes d'accès pour repérer les absents. Il pense qu'une cinquantaine de personnes travaillaient pour Air France et Air Inter à cette époque-là. Le chef d'escale s'appelait M. Rouaix.

Il travaillait évidemment à l'aéroport au moment du rapatriement d'Algérie et en particulier de mai à août 1962 qui ont été les mois les plus importants de l'exode. Dans ces mois dramatiques, 20 à 30 avions arrivaient chaque jour à Blagnac et Jean-François se rappelle qu'ils appartenaient à d'innombrables compagnies. Il cite les vieux avions de la Sabena. 17 747 personnes y débarquèrent en juin 1962. L'aéroport était une des têtes de pont du rapatriement. C'est avec beaucoup de pudeur que Jean-François Estellé a évoqué ce moment qui le ramenait à son expérience récente d'appelé en Algérie. 20 militaires du contingent appartenant à la caserne Niel de Toulouse étaient présents et chargeaient et déchargeaient les avions. Ils changeaient tous les jours. Le restaurant Mirazur leur réservait une table attitrée. La Croix-Rouge était aussi présente. Une vingtaine de personnes accueillaient les arrivants.

La compagnie Air France offrait à chacun de ses salariés la possibilité de prendre l'avion en ne payant que 10% du billet. En fait il n'en a pas vraiment profité mais il se souvient d'un vol insolite qui est le seul qu'il ait effectué. Une Caravelle empêchée d'atterrir à Blagnac à cause du brouillard avait été déroutée vers Franczal. Il fallait bien aller la récupérer et l'équipe d'assistance l'a embarquée en voiture à Franczal et de là il est revenu en Caravelle jusqu'à Blagnac. Il en sourit encore !

SOUVENIRS D'ENFANCE

Il nous a aussi livré des souvenirs plus anciens et d'autres plus récents qu'il a partagés avec le docteur Michel Desrus qui a assisté à l'entretien donné à Blagnac Histoire et Mémoire. Quand il était enfant vers l'âge de 10 ans il prenait l'autobus d'Aussonne à Toulouse avec sa maman. Le bus empruntait la route départementale qui coupait la piste de l'aéroport. Il fallait descendre et lever la barrière en regardant bien qu'aucun avion n'arrivait et ensuite une fois le bus passé la refermer. Le trajet du bus démarrait à Grenade puis passait à Aussonne et ensuite à Blagnac à l'ancienne gare, route de Grenade, avant de relier Saint-Cyprien, la rue Bayard et la rue Stalingrad. Toute une expédition !

Les agriculteurs qui exploitaient encore des terres près ou dans l'aéroport devaient eux aussi s'adapter au petit trafic aéroportuaire. Il se souvient de son père qui conduisait une batteuse sur les champs à céréales de l'aéroport. Il a évoqué la famille Bettini qui habitait en bout de piste et dont l'un des membres prenait des photos des avions.

Il passait sur la route départementale quand l'Airbus A 330 s'est abîmé au sol lors d'un essai en vol le 30 juin 1994. Il a compris immédiatement que l'avion était tombé près de la métairie des Pozza. Les sept membres de l'équipage ont été tués.



*De gauche à droite
Marie-Thérèse
Estellé, le docteur
Michel Desrus,
Jean-François
Estellé, Gilles
Estellé, Pascale
Estellé à Aussone*

UNE AUTRE ORIENTATION À L'ÉDUCATION NATIONALE

Il a quitté Air France en février 1966 pour rentrer dans un autre monde, celui de l'Éducation nationale. Mais ce conteur merveilleux nous a encore livré une anecdote historique. Il travaillait au CRDP (centre régional de documentation pédagogique) qui avait d'excellentes relations avec la cinémathèque de Toulouse et son célèbre créateur Raymond Bordes. La cinémathèque recevait des films du monde entier et sa collection est aujourd'hui la deuxième de France. Elle recevait en particulier des films d'Union soviétique grâce à de nombreuses filières officielles ou non. La difficulté était que ces films étaient expédiés en port-dû et que la cinémathèque n'était pas toujours ouverte. Elle se faisait donc livrer au CRDP où Jean-François Estellé disposait de plusieurs chèques pré-signés par Raymond Bordes pour payer les transporteurs.

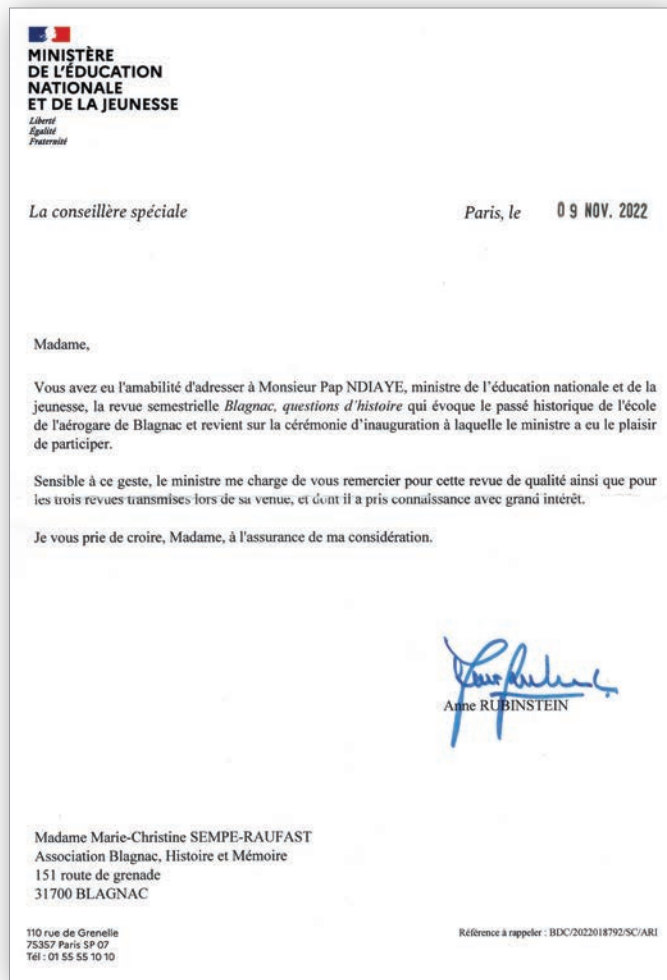
Et l'entretien se termine dans l'évocation du petit village de son enfance. Quand il allait à l'école le village ne comptait que 480 habitants, les vaches passaient dans la rue pour aller au pailler, les poules picoraient devant leur porte... Toute une histoire à écrire !

Propos recueillis par Annie Thomas le 18 octobre 2022

Je remercie du fond du cœur la famille Estellé pour son accueil : Jean-François et son épouse Marie-Thérèse, leur fils Gilles et son épouse Pascale, ainsi que le docteur Michel Desrus qui nous a mis en contact.

Le ministre de l'Éducation nationale nous écrit

Vous vous souvenez peut-être que la nouvelle école de l'Aérogare a été inaugurée par le ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse Pap Ndiaye. BHM a consacré un article à cet événement signé de notre Secrétaire générale. Nous avons transmis notre revue au ministre et nous avons reçu en retour ce courrier ci-dessous.



L'Opus spicatum qu'es aquo ?

Dans le cadre de notre fonction de protection et de valorisation du patrimoine blagnacais une équipe de BHM se lance dans un inventaire des constructions de notre commune en *Opus spicatum*. Une technique millénaire de construction déjà utilisée par les Romains. Dans notre région elle se caractérise par une alternance de galets et de briques. Les galets sont en général assemblés en arête de poissons ou en épis de blé. Blagnacais, faites bon accueil à nos découvreurs et photographes. Les plus belles réalisations ou les plus rares auront l'honneur de notre revue (bien sûr si vous en êtes d'accord). Merci à tous ceux qui aident à conserver ce patrimoine unique.

Mur en Opus spicatum Descente des Blanchisseuses Blagnac



A la découverte des trésors de Blagnac avec le Senior's Club d'Airbus

Un nouveau partenaire qui a découvert avec BHM le centre ancien le 6 octobre puis le 8 novembre le château de Maniban et le monastère en particulier les magnifiques fresques et vitraux de Louis Mazetier. Merci à la communauté des Béatitudes pour son accueil et spécialement à Chantal.



Le salon Cartomania a fait le plein à la salle des Ramiers le 20 novembre

BHM a tenu un stand, présenté ses revues et la valise militaire de Gérard Jean Fano. Nous étions aussi associés à la très belle exposition de photos et cartes postales de Blagnac puisque plusieurs de nos membres ont participé aux recherches et à l'écriture des légendes.



Bigres a fêté son anniversaire avec BHM et sous le signe de l'eau (comme pour les mariages cela porte bonheur)

Le 22 novembre une promenade-conférence sous le signe de l'eau et des parapluies a entraîné une joyeuse équipe à la découverte de la Garonne et des sources à Blagnac de la digue à la fontaine des Trois Canelles.



Des fouilles archéologiques au rond-point Maga

Dans le cadre des travaux de la future ligne de métro des fouilles préventives ont été conduites au rond-point Maga. Françoise Chiappetta, conseillère municipale chargée du patri-



moine et BHM se sont rendus deux fois sur le chantier. Les fouilles n'ont pas révélé de sites archéologiques ou d'intérêt pour l'instant.

Sur les marchés de la ville

C'est par un froid polaire que notre conseil d'administration s'est rendu en décembre sur les marchés de la ville (les Arts et Marronniers) pour proposer notre nouvelle revue aux amoureux locaux de l'histoire. Comme Noël était proche pour chaque revue achetée nous avons offert une revue ancienne gratuite !



Germaine Chaumel bientôt à l'honneur

Sachez que nous menons actuellement avec la mairie un chantier qui trouvera une visibilité lors des Journées européennes du patrimoine en septembre. Il s'agit d'une exposition de photos de Germaine Chaumel sur les Blagnacais après la seconde Guerre mondiale. L'exposition est précédée par tout un travail de recherche des témoins des événements photographiés. Un groupe-témoin constitué de Blagnacais à la mémoire parfaite a été constitué pour ce faire. Il s'est déjà réuni plusieurs fois. Les familles des personnes représentées seront associées à cet événement. Il faut remercier Pilar Martinez-Chaumel, petite-fille de la célèbre photographe de cette initiative.

Nous vous tiendrons au courant de l'avancée des travaux.





Partie ancienne du cimetière de Blagnac avec la morgue où étaient déposés les noyés trouvés sur les berges de la Garonne avant l'inhumation.